
Measuring Political Violence



POLITICAL CAPITAL
POLICY RESEARCH & CONSULTING INSTITUTE



français



Co-funded by the Prevention of and Fight against Crime Programme of the European Union.

This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the European Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.



This project has been supported by the Foundation Open Society Institute.

MEASURING POLITICAL VIOLENCE

français

October, 2015



POLITICAL CAPITAL
POLICY RESEARCH & CONSULTING INSTITUTE

CONTENTS

Preface, Sommaire du Projet	4
Crime de haine - statistiques et situation légale	4
Données relatives à la violence politique disponibles	4
Opinions sur la violence politique – Recherches CAPI et CAWI	5
Cartographie des médias sociaux – Recherches sur Facebook et Twitter	5
Sommaire Executif	7
Crime de haine - statistiques et situation légale	7
Données relatives à la violence politique disponibles	8
Opinions sur la violence politique – nos propres recherches CAPI et CAWI	9
Cartographie des médias sociaux – Recherches sur Facebook et Twitter	11
Recommandations	13
Plus de politique moins de principes	13
Suivi continu de la menace	13
Programmes communautaires et prévention	14
Crime de haine – statistiques et situation légale	15
Introduction	15
Définitions – Modèles européens du crime de haine	16
Modèles explicatifs des crimes de haine	25
Résultats et recommandations	33
Données relatives à la violence politique disponibles	36
Mesurage de la violence politique	42
Problèmes de mesure	46
Conclusions	48
Opinions sur la violence politique - Recherches CAPI et CAWI	50
Recherche par entrevue personnelle	50
Comparaison des résultats hongrois et britanniques	91
Recherche par entrevue en ligne	94
Sur la recherche	94
Collecte de données de mise en garde	94
Recherche au Royaume-Uni	95
Cartographie des médias sociaux	117
Pourquoi le rôle des médias sociaux est-il important dans la diffusion des idées extrémistes	117
Méthodologie	117
Résultats au Royaume-Uni	120
Résultats Hongrie	127
Forces et faiblesses de ces méthodologies	134
Utilisations futures	137
Références	140

PREFACE, SOMMAIRE DU PROJET

Cette étude résume les résultats d'un projet d'étude de douze ans visant les attitudes à l'égard de la violence politique dans un contexte en ligne et hors ligne. Le projet intitulé « Développement des méthodes innovatrices pour les recherches comparatives relatives à la radicalisation violente de la jeunesse en vue de promouvoir la prévention » a été élaboré par Political Capital. DEMOS Royaume - Uni – notre partenaire britannique – a procédé à certains aspects de la recherche. Le projet a été soutenu par le programme « Prévenir et combattre la criminalité » (ISEC) de la Commission européenne et les Fondation pour une société ouverte.

Nous avons lancé notre projet basé sur l'expérience que même si toute bonne stratégie et décision politique visant prévenir la violence politique nécessiterait comme condition préalable de bonnes données comparatives (entre autres), souvent il n'y a pas de données exactes pour pouvoir comparer les différents pays et communautés du point de vue de l'utilisation potentielle de la violence dont ils disposent. L'objectif de notre projet pilote était de développer et piloter de bonnes méthodes de recherche comparative traditionnelles et nouvelles afin d'évaluer le danger de la radicalisation violente en identifiant les groupes vulnérables dans certains états membres de l'UE où la justification et la glorification de la violence représente un danger. Nous espérons que ce projet nous aidera d'obtenir une image plus claire sur l'extrémisme violent et son contexte social-comportemental en améliorant l'efficacité des programmes de prévention dans l'avenir.

La recherche comprend les différentes activités résumées ci-après.

Crime de haine - statistiques et situation légale

Premièrement nous avons collecté et résumé les statistiques sur les crimes de haine, les modèles de crimes et la situation légale sur la base des rapports internationaux de crimes de haine. Cette partie de l'étude comprend la définition principale du crime de haine, des données statistiques internationales disponibles concernant le phénomène et leur utilisation dans les recherches ou dans l'élaboration des politiques avec des explications théoriques. La question des faiblesses de ce genre de séries de données est abordée.

Données relatives à la violence politique disponibles

Deuxièmement nous avons étudié la littérature pertinente sur le crime de haine, l'extrémisme violent, les comportements violents et les différentes approches pour le mesurer. Cette partie de l'étude donne une vue d'ensemble de la bibliographie pertinente de plusieurs domaines des sciences sociales qui s'occupent de la violence politique, du crime de haine et des discours de haine. Le résumé théorique est suivi par des analyses empiriques de différentes bases de données comprenant des données relatives au comportement violent dans l'objectif de révéler les facteurs déterminants de la violence politique. Bien que les résultats empiriques correspondent à certaines conclusions des modèles théoriques les limites des recherches empiriques sont également mises en évidence dans cette partie de l'étude.

Opinions sur la violence politique – Recherches CAPI et CAWI

Sur la base des conclusions des données disponibles et de la littérature relative au crime de haine nous avons conduit notre recherche empirique vers le développement d'une nouvelle approche de mesurer la justification et la glorification de la violence politique. Nous avons examiné à l'aide de différents types de sondages les attitudes face à la violence en générale et plus particulièrement face aux actes violents, l'acceptation de ces actes ainsi que les opinions en générale et les attitudes face à la violence en Hongrie et au Royaume-Uni en 2014. L'une des méthodes appliquées était un sondage personnel (ci-après : « CAPI » effectué par Ipsos en Hongrie et par Ipsos Mori au Royaume-Uni, intégré dans leurs enquêtes omnibus régulières. L'autre méthode appliquée était un sondage en ligne (ci-après : « CAWI ») développée par Demos Royaume-Uni. Les répondants ont été recrutés via des publicités sur Facebook demandant de remplir le questionnaire. Les publicités étaient diffusées sur les pages des utilisateurs de Facebook qui appartenaient aux groupes cibles définis au cours de la phase préparatoire.

La recherche a visé deux objectifs. Par l'utilisation des méthodes de recherches appliquées tant traditionnelles qu'innovatrices durant nos recherches nous souhaitons trouver des réponses aux questions suivantes : 1) Quels groupes sociaux acceptent et justifient le plus la violence (principalement en raison des convictions et idéologies politiques) ? 2) Quelles caractéristiques et comportements démographiques et sociaux se cachent derrière l'acceptation de la violence politique ? Nous avons fait tout effort pour effectuer les sondages en Hongrie et au Royaume-Uni aussi similaire que possible sur le plan méthodologique afin d'obtenir des résultats comparables. Nous présentons en détail les résultats de la recherche ainsi que les conclusions que nous avons tirées des analyses statistiques multi-variables de l'échantillon du sondage hongrois CAPI.

Cartographie des médias sociaux – Recherches sur Facebook et Twitter

L'étude présente également l'analyse d'une sélection de pages Facebook et comptes Twitter populistes et extrémistes de droite en Hongrie et au Royaume-Uni. A l'aide de cette recherche nous souhaitons faire la lumière sur la manière dont ces groupes utilisent en pratique le média social. Bien qu'il soit de plus en plus reconnu que ces groupes utilisent activement le média social, il manque des études sur la question de savoir comment ils l'utilisent précisément. Notre recherche était une tentative de recherche pilote puisqu'il n'y a pas de méthodes de « meilleures pratiques » fermement établies pour collecter et analyser ce genre de données.

Les auteurs de l'étude souhaitent remercier leurs collègues à la Commission européenne (DG Home) et aux Fondations pour une société ouverte de leur soutien et commentaires instructifs.

Nous sommes responsables de toute erreur ou d'omission.

Csaba Molnár

Ildikó Barna

Jamie Bartlett

Lóránt Győri

Attila Juhász

Péter Krekó

Crime de haine - statistiques et situation légale

- Bien que la définition et la mesure des indices différents de la discrimination soit une priorité tant pour l'UE que pour l'ONU, les autorités n'ont pas réussi à développer une définition standard du crime de haine ni au niveau international ni au niveau national dans une période où en raison de la crise économique plusieurs groupes sociaux deviennent victimes en Europe. Par ailleurs, les différentes réglementations et pratiques judiciaires de l'UE reflètent une certaine forme d'hierarchie de victimes étant donné que certains groupes bénéficient d'une protection extraordinaire et d'une reconnaissance tandis que d'autres groupes sont sans protection.
- L'accessibilité, l'utilisation et la comparaison internationale des données disponibles relatives au crime de haine est difficile en raison de la latence importante (insuffisance du signalement et de l'enregistrement) de la part des victimes et des autorités. Le succès de la collecte de données dépend en grande partie du fait si l'état collecte des données sur les minorités nationales/ethniques, si la loi sanctionne les délits à motivation raciale et si les états membres reconnaissent que la violence raciale est un problème social. L'autre problème est que les méthodes de collecte et de catégorisation de données varient selon les différentes organisations internationales parce qu'il est ainsi impossible d'obtenir une série de données exhaustive prête à l'examen et la comparaison entre pays.
- La distribution des données officielles et ONG relatives au crime de haine est extrêmement inégale au sein de l'Union. Tandis qu'en Europe de l'Est et de Sud-Est il y a une pénurie d'informations dans certains états de l'Europe du Nord et de l'Ouest plus précisément en France ou en Allemagne les informations relatives au crime de haine sont abondantes.
- La conclusion fondamentale d'un rapport sur ce sujet (rapport RAXEN) et celle de la plupart des rapports ultérieurs est que les auteurs des crimes de haine sont typiquement de jeunes hommes, membres des organisations politiques extrémistes ainsi que des personnes qui ne font pas partie d'aucune organisation de ce genre.
- Les principales explications théoriques de la violence raciste sont les suivantes : (1) compétition pour les ressources limitées, (2) nombre croissant des minorités, (3) l'existence des groupes d'extrême droite et leur influence sur les jeunes gens, et finalement (4) subcultures racistes spécifiques aux pays. Les explications de micro-niveau sont basées sur les traits de la personnalité des auteurs mais il faut souvent faire face à des défis importants pour expliquer le phénomène.

Données relatives à la violence politique disponibles

Les recherches menées à l'aide des méthodes statistiques établies correspondent aux résultats théoriques selon lesquels «les groupes vulnérables» sont les plus enclins à la violence de jeunes hommes socialement ou économiquement défavorisés. Ces résultats sont cependant fortement limités par l'absence de données de mezzo-niveau ou macro-niveau pour prédire vraiment la probabilité d'un comportement violent réel à survenir.

- En principe il existe deux différentes façons d'identifier un groupe vulnérable : l'approche individuelle-psychologique et l'approche sociale/sociétale. Les modèles individuels-psychologiques essaient d'identifier les raisons psychologiques qui se cachent derrière la commission d'un crime. Le modèle psychologique explique ces actes par un préjugé extrême causé par des troubles affectifs. Les explications socio-psychologiques reposent sur la dynamique des petits groupes tandis que les approches sociologiques se servent de la théorie de modernisation qui associe l'agression des jeunes populations avec les changements sociaux défavorables.
- L'analyse de l'Etude des valeurs européennes (EVS) nous permet d'identifier un groupe étant plus prêt à accepter le terrorisme. Ce groupe s'oppose moins à un chef fort, est dominé par un gouvernement technocrate ou par l'armée et fait beaucoup moins confiance aux institutions démocratiques. La base de données de l'EVS a démontré que les différences importantes entre des pays spécifiques persistent.
- Les résultats empiriques sont limités étant donné que la classification se base sur les réponses données à une seule question et ce fait ne justifie pas automatiquement la classification de certains répondants parmi les personnes disposées à accepter la violence.
- Il paraît que les données provenant des analyses empiriques renforcent les modèles explicatifs et les résultats des recherches précédents relatifs aux auteurs des crimes de haine. En ligne avec les modèles psychologiques, sociologiques et économiques les groupes de ceux qui sont plus enclins à la violence comprennent surtout de jeunes gens, des personnes ayant un handicap économique ou social et des hommes. Les comportements autoritaires jouent également un rôle important.
- La conclusion principale des analyses empiriques est que l'acceptation de la violence politique, le mesurage des comportements liés et l'identification basée sur ces résultats ne signifient pas que quelqu'un commettrait vraiment ce genre d'actes. C'est pourquoi la définition des groupes vulnérables et le dépistage des facteurs prédictifs est possible uniquement en tenant compte du contexte social complémentaire.

Opinions sur la violence politique – nos propres recherches CAPI et CAWI

Résultats du sondage traditionnel (CAPI) en Hongrie

- En Hongrie un quart des répondants croient que la démocratie et la violence politique sont compatibles, un cinquième pense que dans certains cas « la fin justifie les moyens » et selon douze pourcent dans certaines conditions le terrorisme est acceptable. Les votants du parti de l'extrême droite, Jobbik, étaient plus favorables à la violence.
- Nous avons essayé d'identifier les objectifs idéologiques¹ qui rendent la violence justifiable, ainsi que les groupes sociaux² contre lesquels la violence est acceptable selon les répondants. Un tiers des répondants pense que la violence ne peut être justifiée par aucun des objectifs fixés et selon 12 pourcent elle ne peut être justifiée que dans un seul cas. Mais généralement nous avons trouvé des taux étonnamment élevés acceptant la justification de la violence pour certains objectifs idéologiques et contre certains groupes.
- La majorité considère que la protection de la famille est une raison suffisante pour recourir à la violence. Les objectifs plus abstraits, tels que la protection de la Nation hongroise et l'action de protéger la liberté personnelle sont acceptés par un taux relativement fort (respectivement par 39 % et 35 %). Le taux de ceux qui acceptent même les cas les moins soutenus (l'inégalité sociale devient intolérable, les ressources naturelles et l'avenir de la future génération sont menacés) a atteint 29 % tandis que 35-36 % des répondants refuse le recours à la violence dans ces cas, ce qui dépasse le taux de ceux qui l'acceptent.
- Il est clair qu'un taux considérable des répondants hongrois pense que la violence contre les terroristes et les criminels peut être justifiée (respectivement 63 % et 47 %). Ce résultat n'est pas surprenant étant donné que ces groupes sont ceux contre lesquels l'état applique d'habitude des moyens légitimes de la violence via l'application des lois.
- 40 % des répondants pense que la violence est acceptable contre les traîtres et les ennemis de la nation. Dans ce contexte il n'y a pas de différence entre l'opinion de la droite radicale et celui de la gauche radicale. Un chiffre encore plus choquant est que presque un tiers des répondants (29 %) trouve que le recours à la violence contre les Roms est acceptable et que 35 % a dit la même chose dans le cas des toxicomanes.

1 Si la famille du répondant faisait face à des dangers ; si la nation hongroise était menacée ; si une tentative de limiter la liberté personnelle du répondant avait lieu ; si le gouvernement opprimait ses citoyens ; si la subsistance du répondant était menacée ; si l'inégalité sociale devenait intolérable ; si les ressources environnementales ou l'avenir de la future génération était menacée

2 Terroristes ; Criminels ; Traîtres et ennemis de la nation ; Toxicomanes ; Ceux qui détruisent la nature ; Groupes radicaux de droite ; Groupes radicaux de gauche ; Roms ; personnes autoritaires qui minent la démocratie ; Banques ; Hommes politiques ; Entreprises multinationales ; Juifs ; Homosexuels

- Dans le cas des responsables autoritaires qui menacent la démocratie (25 %), dans le cas des banques (25 %) et dans le cas des hommes politiques (23 %), soit près d'un tiers des répondants pense que la violence peut être justifiée. Dans le cas des entreprises multinationales ce taux est de 18 %.
- Dans le cas des Juifs 16 % des répondants et dans celui des homosexuels 14 % des répondants pense que la violence est justifiable. Ces chiffres sont considérablement plus élevés par rapport aux résultats en Grande Bretagne mais relativement bas dans le groupe des sujets en Hongrie. En outre, comme nous savons de la recherche existante, les homosexuels et les Juifs souvent conceptualisés comme des ennemis puissants ayant de forts lobbies, sont souvent cibles de l'agression verbale. En tant que membres bien identifiables de certains groupes de minorités ils semblent être peu importants, ils ont un rôle plutôt symbolique au discours public. Ils sont souvent perçus comme des acteurs influents avec des caractéristiques spécifiques qui conspirent contre les gens et qui devraient être détestés et craints en même temps.
- Nous avons examiné certaines situations spécifiques dans l'échantillon hongrois aussi. 13 % des répondants hongrois disaient par exemple que battre un homme politique amoral ou jeter quelque chose sur lui est acceptable dans certaines conditions, tandis que 73 % disait que ce n'était jamais acceptable.
- Les impacts des variables démographiques derrière les attitudes à l'égard de la violence étaient en générale très faibles ou n'existaient pas. Nous avons trouvé que la préférence de partis (préférence de Jobbik en particulier) était un facteur déterminant important qui se cachait derrière la justification de la violence. Ceux qui sont plus actifs dans la politique et qui s'y intéressent plus, ceux qui montrent une attitude antisémite et anti-Rome plus fort ainsi que ceux qui sont caractérisés par une attitude autoritaire forte (autoritarisme de la droite et orientation de la dominance sociale) étaient plus ouvert à la justification de différentes formes de la violence politique. Et les découvertes originales provenaient de l'examen des impacts combinés des variables. Nous avons constaté que ces attitudes sont les causes réelles qui transmettent les impacts de toutes les variables : comportements anti-Roms, antisémitisme et plus particulièrement autoritarisme de la droite ainsi que l'orientation vers la dominance sociale. Il paraît que cette préférence de parti est plutôt un « symptôme » ; en fait l'acceptation de la violence est une fonction du comportement extrémiste, autoritaire et préjudiciel des répondants.

Résultats du sondage traditionnel (CAPI) au Royaume-Uni

- Les sondages effectués au Royaume-Uni - qui ont donné des résultats similaires à ceux obtenus en Hongrie - ont démontré que la violence est le plus acceptable lorsque « la famille fait face aux danger ». 63 % des Britanniques pensent que dans ce cas la violence est acceptable dans une certaine mesure. Dans le cas où « La nation britannique faisait face à une menace » la violence était approuvée pour un taux assez important des répondants mais ils étaient moins nombreux que dans la situation précédente : près de la moitié des répondants pense que la violence est justifiable dans cette situation.

- Le scénario le moins supporté était celui où le recours à la violence est justifié par « l'inégalité sociale intolérable ». 23 % des Britanniques pense que la violence est acceptable dans ce cas cependant 39 % est d'avis qu'elle ne l'est pas. La comparaison des données provenant de la Hongrie et du Royaume-Uni démontrent que selon les Britanniques la violence est plus acceptable si la famille « fait face à des dangers » ou si « la Nation Britannique fait face à une menace » mais significativement moins dans les autres cas.
- Au Royaume-Uni la majorité des interrogés pense que le recours à la violence contre les terroristes et « traîtres ou ennemies de la nation » est justifiable. L'utilisation de la force contre le dernier groupe était très fortement soutenue (58 %). En ce qui concerne les différentes minorités ethniques ou les groupes religieux : la violence contre les Juifs, les Roms, les musulmans et les immigrants est peu soutenue, seulement 3-6 % des répondants accepterait la violence contre ces groupes. Tandis que l'utilisation de la violence pour atteindre des objectifs spécifiques est aussi largement acceptée au Royaume-Uni, au sein de l'échantillon hongrois nous avons trouvé que la violence était plus largement acceptable contre des groupes spécifiques, notamment contre les groupes minoritaires tels que les toxicomanes, les Roms et les Juifs.

Résultats du sondage Facebook (CAWI)

- Le sondage en ligne, pour lequel les participants avaient été recrutés via Facebook, a démontré qu'un taux plus élevé des personnes plus jeunes qui faisaient partie de l'échantillon acceptait le terrorisme. Fait intéressant, le refus de l'immigration n'était pas lié au soutien de la violence, cependant il semble que le manque de confiance à la police était un facteur important. Il y a une corrélation forte entre les différentes sortes de l'activisme politique et le soutien des actes violents.
- Au sondage en ligne mené en Hongrie les jeunes, les hommes et les citoyens vivant en villes petites ou de taille moyenne soutenaient en plus grand nombre la violence. Pour la préférence de partis une grande proportion de ceux qui acceptent la violence était des partisans de Jobbik - mais nous pourrions trouver des taux de soutien très élevés dans les groupes politiquement « hyperactifs » en général.

Cartographie des médias sociaux – Recherches sur Facebook et Twitter

Le média social a facilité la publication et la diffusion des opinions extrémistes ou offensives. Les partis de l'extrême droite sont bien établis pour être les premiers utilisateurs actifs des médias sociaux pour produire de la propagande pas chère et rapide, créer une identité de groupe cohérente et organiser des événements et des activités. Cette recherche a démontré que :

- Le média social est devenu un moyen important et actif pour une grande variété d'activités populistes de droite.
- Cependant même si le réseau paraît étendu il est souvent dirigé par un nombre relativement restreint d'utilisateurs dévoués et actifs.
- Toutefois, ces éléments de contenu peuvent atteindre une audience large au-delà de leur propre réseau d'utilisateurs.
- Ils utilisent Facebook et Twitter de manière extensive pour discuter et partager des informations sur la ligne déterminante et les sujets politiques très niches. Pour ces groupes il est habituel de partager de l'information « conventionnelle » afin d'atteindre une audience plus large.
- Même si nous hésitions à tirer des conclusions générales sur la base de ces séries de données pour obtenir la composition hors ligne de ces groupes, il paraît que la Cartographie des médias sociaux (Social Media Mapping) est l'outil parfait pour repérer le potentiel de violence et son évolution dans le temps aux réseaux de média social des groupes radicaux et extrémistes.

Plus de politique moins de principes

- Les résultats obtenus en Hongrie et au Royaume-Uni laissent penser qu'un niveau plus élevé d'intérêt politique et d'engagement pourrait augmenter l'acceptation de la violence. La raison de ce phénomène pourrait consister au fait que certains sujets de discours politiques radicalisent plutôt que calment l'opinion public et poussent simplement vers la justification de « mesures sévères », y compris le recours à la violence. C'est pourquoi le risque de la violence peut diminuer par la dépolitisation de certaines questions sensibles (p.ex. le sujet de l'immigration et des réfugiés, les questions des minorités ou le terrorisme). En gardant ces sujets en dehors de l'étendue des partis politiques et en amplifiant en même temps les débats politiques (en donnant davantage de place aux discussions des experts et des ONG) autour de ces sujets pourrait aider cette dépolitisation.

Suivi continu de la menace

- Etant donné que certaines questions des sondages semblent être des outils utiles pour mesurer le potentiel violent dans certains états membres, nous souhaitons recommander des sondeurs pour faire les sondages normaux internationaux sur l'acceptation, la justification et la glorification de certaines formes de la violence, le terrorisme y compris. Le meilleur moyen de dessiner la carte du « potentiel de la violence » en Europe serait de mettre un bloc de questions dans un sondage Eurobaromètre et répéter régulièrement les mesures. Au-delà d'obtenir une image claire des dynamismes des comportements violents, de telles mesures pourraient aider à identifier les régions les plus problématiques de l'UE, en aidant de prendre de bonnes décisions lors de l'allocation des fonds pour les programmes de prévention et de déradicalisation.
- De même, les recherches régulières aux états membres sur l'acceptation de la violence pourraient aider d'identifier les groupes sociaux qui nécessitent le plus d'attention et probablement des interventions ciblées. Nos recherches en Hongrie et au Royaume-Uni indiquent que les jeunes hommes vivant en ville, ayant des opinions autoritaires et préjugées ainsi qu'un comportement négatif vis-à-vis la police semblent être le groupe le plus problématique.
- Il paraît qu'au-delà de mener régulièrement des sondages sur les comportements violents aux états membres, le suivi permanent et la carte des chaînes radicales et extrémistes les plus importants des médias sociaux est aussi crucial. De nouvelles méthodes peuvent également contribuer à l'évaluation de l'impact de certains événements dans la sphère des médias sociaux et ce pratiquement en temps réel, en aidant en grande mesure non seulement le suivi rétrospectif mais aussi la prévision prospective des menaces violentes.

Programmes communautaires et prévention

- Des programmes d'enseignement et communautaires ciblés sont nécessaires dans les groupes qui soutiennent le plus la violence politique afin de réduire la menace violente.
- Il paraît que l'idéologie est un moyen très efficace pour justifier voire glorifier la violence. Changer les perspectives et en donnant des exemples historiques pour montrer que la violence contre des groupes inclusifs est souvent justifiée et glorifiée sur le plan idéologique pourrait aider à briser certains cercles de la radicalisation réciproque.
- Se servir de la voix crédible des victimes de crimes de haine et de terrorisme ainsi que de celle des anciennes extrémistes dans les programmes d'enseignement peut être un moyen efficace pour prévenir la radicalisation. Le manifeste d'éducation du groupe de travail PREVENT du Réseau de sensibilisation à la radicalisation³ dit que : « les victimes et survivants du terrorisme, ainsi que les anciens extrémistes peuvent avoir une grande valeur lorsqu'ils dialoguent avec des classes (...) Leurs témoignages, en ligne et hors ligne, peuvent fortement influencer les étudiants et peuvent être une bonne occasion pour ouvrir le dialogue ».

3 Manifeste pour l'éducation – Habilitier les enseignants et les écoles http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/docs/manifesto-for-education-empowering-educators-and-schools_en.pdf

La plupart des groupes de travaux du Réseau de sensibilisation à la radicalisation soulignent l'importance de ce genre d'outils. Pour plus de détails consultez la page suivante : http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/index_en.htm

Introduction

L'étude des crimes de haine et du comportement politiquement extrémiste est un sujet assez complexe, il s'agit d'un problème alimenté par les évolutions politiques actuelles et un flux de régulations politiques tout comme par la recherche sur les crimes, l'application de la loi et les questions juridiques. Le phénomène a atteint une importance politique et juridique étroitement liée aux mouvements de droits civils et de droits des minorités aux États-Unis dans les années 1960 et plus tard en Europe, sans la nécessité de comprendre et contrôler les organisations politiques extrémistes après la 2nd Guerre mondiale. Bien que la première définition légale et législative du crime de haine ait vu le jour dans un contexte étatique, fédéral et même dans un contexte global aux États-Unis, le système légal américain, qui consacre une attention particulière à la liberté de presse et de l'expression, ne considère pas le discours de haine comme un sujet nécessitant une régulation spéciale.

En revanche, après la 2nd Guerre mondiale les limites du discours de haine ont été dessinées en Europe à l'aide des dispositions légales et l'interdiction de symboles et énoncés spécifiques, alors que la réglementation générale relative au crime de haine a été introduite seulement vers la fin du 20e siècle à l'exemple du modèle américain et ces réglementations qui sont applicables depuis les années 2000 sont devenus des pierres angulaires d'un système international promu par l'Europe et l'Union européenne.

Tandis que l'extrémisme politique menaçant la société et la stabilité politique débute aux États-Unis par des actions (politiques) spécifiques, l'expression publique d'une opinion politique représente déjà un risque pour la société en Europe. Ce phénomène mérite une attention particulière parce qu'au niveau de la définition et de l'application en pratique de la loi relative au crime de haine et au discours de haine représentent essentiellement les deux côtés d'une même médaille aux conséquences lourdes dans l'environnement info-communicationnel de nos jours qui change rapidement. Pour la définition légale du crime de haine une motivation est mise en place à travers la démonstration des motivations liées des actes criminels communs et la violation des droits de l'homme des individus ou des groupes, une motivation qui dans la plupart des cas⁴ signifie la démonstration de quelques formulations d'un langage préjugé. En d'autres termes aux deux systèmes légaux susmentionnés le préjugé exprimé par la langue et sa force potentiellement motivante menant à la commission d'un acte sont considérés comme ayant une corrélation différente.

Au système américain la sanction du discours de haine se base sur la présomption qu'il soit suivi et est motivé par un acte déjà commis, tandis qu'en Europe le discours de haine est interprété comme l'expression d'une intention conduisant à une action future et c'est pourquoi il constitue un danger bien confirmé par sa définition légale : incitation à la haine.

4 Une conduite implicite peut également servir de preuve même si dans la plupart des cas elle a une origine linguistique comme corollaire.

La réglementation européenne relative aux discours sert non seulement la protection des droits des minorités mais aussi (et sur ce point similaire à la tradition politique anglaise et américaine) la stabilité politique du système démocratique ce qui explique les différences restantes entre les systèmes légaux anglo-saxon et continental au-delà de leurs racines historiques distinctes. Cependant il n'y a pas de différence entre les deux philosophies lorsqu'il s'agit de la compréhension de la menace que représentent des groupes extrêmes pour l'ordre constitutionnel et la nécessité de leur réglementation. Les opinions et actions extrémistes sont partout considérées et sanctionnées selon le droit pénal en appliquant le concept du crime organisé et du terrorisme lorsqu'il y a lieu. C'est la transparence de l'Internet et l'utilisation de l'infrastructure d'info-communication qui s'étend à un nombre croissant de domaines de la vie qui réunit les deux philosophies. Au niveau de la définition il sera extrêmement difficile de distinguer le discours de haine et le crime de haine et du point de vue pratique la documentation abondante des opinions racistes conduira à une situation où prononcer une opinion « innocente » pourra servir de base tant au niveau individuel qu'au niveau de groupe à la classification légale d'un incident intervenu dans le temps et dans l'espace, retiré de l'affirmation d'origine. Du point de vue de la recherche sociale tout cela rendra plus compliqué l'étude des événements conduisant aux actes de crime de haine et la reconstruction de leurs « facteurs de risque » socio-psychologiques et sociaux, ce qui cause ou facilite le développement des préjugés, crée une force motivante et la coordination de l'action susceptible de conduire à une violence physique éventuelle.

Dans cette étude nous souhaitons présenter (1) la politique internationale - et les définitions scientifiques du crime de haine et de la violence extrémiste ; (2) le collecte de données, les pratiques de gestion de données des organisations internationales et les difficultés liées à l'étude sur le crime de haine ; (3) les modèles explicatifs des causes possibles du crime de haine ; et finalement (4) la nécessité de séparer les politiques, les politiques et la recherche de science sociale qui fait face aux problèmes facilitant l'opérationnalisation des « groupes vulnérables ».

Définitions – Modèles européens du crime de haine

La définition des crimes de haine et de la violence extrémiste se trouvent dans un environnement réglementaire qui évolue progressivement, pose un défis aux institutions politiques et de recherches scientifiques internationales puisqu'ils essaient de bien comprendre leurs sujets. Notre analyse de définitions se base sur le rapport 2012 FRA (Agence européen des droits fondamentaux)⁵, le rapport RAXEN⁶ (Rapport annuel RAXEN, 2005) et rapport OSCE⁷ (Rapport annuel OSCE, 2011) ainsi que pour compléter les précédents le rapport de crime de haine⁸ (Rendre visible le crime de haine, 2012) financé également par la FRA.

5 Rapport annuel 2012, Droits fondamentaux : enjeux et résultats en 2012,

6 Violence raciste 15 Etats membres de l'UE, « Aperçu comparatif des résultats » des rapports de points centraux nationaux RAXEN 2001-2004, avril 2005

7 Crimes de haine dans la région de l'OSCE : Incidents et réponses, Rapport annuel 2011

8 Rendre visible le crime de haine dans l'Union européenne : reconnaissance des droits des victimes, 2012

En outre, le Conseil de l'union européenne et la Cour européenne des droits de l'homme jouent un rôle central dans la criminalisation et la définition, l'enregistrement et la présentation des crimes de haine. Tandis qu'en début des années 2000 le terme de « crime de haine » faisait partie des moyens nombreux visant à comprendre les actes racistes et discriminatifs, pour 2012 il est devenu le concept central de la criminalisation du racisme.

En 2005, le rapport Raxen prenait toujours pris position de soutenir la séparation de la « violence raciste » et plus précisément les « crimes de haine » en affirmant que le terme « haine » homogénéise les expériences disparates des groupes victimes et détourne l'attention du crime de haine ordinaire et quotidien que l'on ne peut pas décrire de manière adéquate en termes de « haine ». Le rapport considère que le terme de crime de haine est applicable premièrement aux groupes de droite extrémistes par opposition aux jeunes criminels racistes « ordinaires » pour qui la haine a tendance d'être une motivation moins signifiante pour commettre un acte violent. Le rapport a accepté l'utilisation du terme de « crime de haine » comme terme puissant et général dans la jurisprudence des états européens pour pénaliser une variété de crimes et de violences à fondement racial. Cependant, à part la surveillance et la réglementation des mouvements de l'extrême droite dans un sens plus limité et les dispositions de la législation civile relative à l'anti-discrimination et celles de la loi pénale visant la protection des minorités, le terme est mis en place en tant que le troisième pilier de la panoplie légale européenne qui sert à sanctionner légalement la violence raciste et le crime fondé sur la race, l'ethnicité, la conviction religieuse, le genre, le handicap ou l'orientation sexuelle (Rapport annuel Raxen, 2005:45).

L'OSCE a utilisé le terme « crime de haine » pour la première fois en 2003 à une rencontre ministérielle à Maastricht. Aujourd'hui le rapport OSCE couvrant de nombreux pays n'est plus concerné par les questions de la terminologie. Cependant du point de vue du modèle américain-anglo-saxon le rapport définit le crime de haine utilisé comme la plus haute et unique catégorie composée de deux parties : le cas de l'acte criminel ordinaire et motivation partielle délibérée de l'auteur (Rapport annuel OSCE, 2011:13). Le rapport fait la distinction entre « crime de haine » et « incident de haine », où nonobstant la motivation, ce dernier n'atteint pas le seuil de tolérance de la loi pénale où dans l'état donné l'action n'est pas un cas considéré selon le droit criminel (Rapport annuel OSCE, 2011:14). En ce qui concerne la motivation et sur la base des rapports des états membres, le rapport OSCE distingue le préjugé basé sur l'ethnicité/l'origine/une minorité, la religion, la race/peau, l'orientation sexuelle, la citoyenneté, le genre, la langue, le handicap, la transsexualité et d'autres catégories de préjugés (Rapport annuel OSCE, 2011:17). Le rapport sur le crime de haine de la FRA définit clairement le crime de haine comme une catégorie clé et parallèlement le positionne pleinement au modèle européen du crime de haine et le distingue du modèle anglo-saxon.

Principalement la définition du « crime de haine » de la FRA fait partie du concept des droits de l'homme qui se base sur l'interprétation juridique de la Cour européenne des droits de l'homme d'une part et sur la décision-cadre 2008/913/JHA du Conseil de l'Union européenne sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal.

L'étude de cas de la CEDH est fondée sur l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme qui prévoit que ces droits définies à la Convention doivent être garantis sans discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, la nationalité ou l'origine sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la propriété, la naissance ou d'autres statuts. En outre, selon la Cour la protection des orientations sexuelles est assurée sur la base des dispositions de l'article 14.36 (Rendre visible le crime de haine, 2012:16, 18). Sur la base des jugements rendus par la Cour le rapport détermine le concept du crime de haine comme un acte motivé par des préjugés où le terme « haine » remplace simultanément la discrimination et l'humiliation et du à sa motivation spéciale délibérée la « discrimination » se distingue d'un acte de « différenciation » simple et souvent justifiée (Rendre visible le crime de haine, 2012:19). Par ailleurs, le phénomène du crime de haine dépasse largement une relation simple auteur-victime, ou groupe extrémiste - groupe social marginalisé et a un impact sur les droits des personnes spécifiques sur trois niveaux : au niveau individuel, au niveau de groupe et au niveau social global. Premièrement, ces actes constituent la violation de la dignité humaine des individus, deuxièmement ils déterminent des catégories d'auteurs ou victimes et troisièmement en tant que relations structurelles, fondamentalement, ils constituent la violation des principes de la règle des lois et les fondements d'un système social pluraliste et démocratique (Rendre visible le crime de haine, 2012:19, 24). Les jugements précédents de la Cour précisent qu'en cas d'incidents violents les autorités étatiques doivent démasquer toute motivation raciste, tout en mettant la charge de preuve sur les procureurs généraux (Rendre visible le crime de haine, 2012:17).

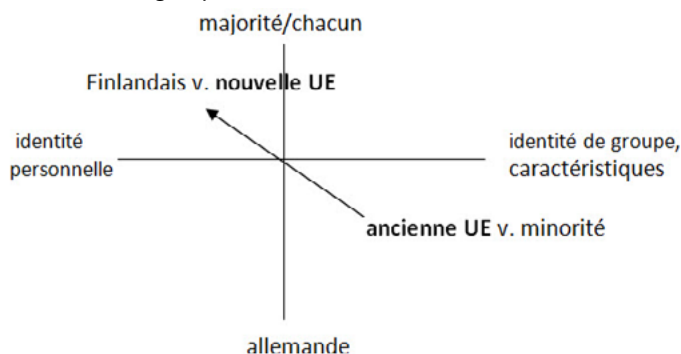
Sur la base de la décision du Conseil il faut distinguer deux catégories de comportement des délinquants. Conformément aux sections 1 (a) et 1 (b) de la décision l'incitation publique à la violence ou à la haine contre un groupe de personnes ou un membre d'un tel groupe est qualifiée de crime. Cette définition suppose l'intention délibérée de l'auteur. En ce qui concerne les actions diverses motivées par des préjugés ou par la haine, la décision cadre propose deux options aux états membres : la motivation raciste peut être considérée comme une circonstance aggravante ou peut conduire à une peine plus lourde (Rendre visible le crime de haine, 2012:25), bien que pour ces formes des actions criminelles il n'est pas toujours possible de démontrer l'intention délibérée, c'est pourquoi elles doivent être considérées comme des cas limites du crime de haine. Tandis que la décision mentionne simplement la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'ascendance ou origine nationale ou ethnique, la motivation raciste, additionnelle telle que la discrimination fondée sur l'antisémitisme et une invalidité, etc. est pénalisée dans plusieurs états membres. Cependant le rapport mentionne qu'il n'est pas forcément utile de regrouper un grand nombre de discriminations et catégories abstraites parce que les critères de protection peuvent se différer selon les groupes cibles. Le rapport considère l'incitation à la haine comme le « noyau » de tous les crimes de haine (Rendre visible le crime de haine, 2012:26) ce qui taille le modèle de réglementation européen du crime de haine. Bref, le modèle européen se distingue du modèle américain par le fait qu'il souligne un seul cas clé du discours de haine et c'est à partir de ce cas qu'il pénalise plusieurs actes physiques et non-physiques.

Le modèle américain détermine plusieurs causes pénales communes comme des catégories du crime de haine standard et en reconnaissant la motivation fondée sur la langue, il pénalise de nombreuses sortes de discours de haine en tant que parties des crimes de haine précédemment déterminés. L'une des caractéristiques diverses du modèle européen est la « visibilité » limitée du crime de haine aux yeux du public ou du système judiciaire. Selon le rapport la pénalisation des crimes de base dans la majorité des pays européens au lieu de changer les sanctions clairement démontrées aux statistiques attribue une motivation raciste à des cas spécifiques en tant que circonstance aggravante. Cependant les statistiques criminelles officiels enregistrent en premier lieu les principales catégories de crime et de sanctions au lieu des circonstances aggravantes sans mentionner que les rapports de la police et les procédures judiciaires sont susceptibles de consacrer moins attention au racisme réduit à une simple « circonstance » (Rendre visible le crime de haine, 2012:27).

Dans leur étude de 2012, *Divisé par un concept commun ?* Pour évaluer les implications des conceptualisations diverses du crime de haine dans l'Union européenne, Jon Garland et Neil Chakraborti soulignent que les autorités ne réussissent pas à développer une définition standard du crime de haine ni au niveau international ni au niveau national dans une période où en raison de la crise économique plusieurs groupes sociaux deviennent victimes en Europe. Les auteurs de l'étude l'attribuent à l'absence d'une définition universelle du crime de haine (malgré les efforts et les définitions des organisations internationales) d'une part et à la définition du crime de haine via la politique des identités des groupes spécifiques/particuliers d'autre part. Les différentes réglementations et pratiques judiciaires de l'Union reflètent une certaine forme d'hierarchie de victimes étant donné que certains groupes bénéficient d'une protection extraordinaire et d'une reconnaissance tandis que d'autres groupes ayant moins de capital social sont sans protection. La recherche criminelle a contribué activement à la conservation de cette définition divisée et hiérarchique par l'association des crimes de haine à des groupes de victimes spécifiques et des types de motivation, à travers la création des identités précisément définies (Garland-Chakraborti, 2012:38). C'est pourquoi les auteurs de l'étude proposent un nouveau concept des crimes de haine en termes de la « victimisation ciblée » près de la « vulnérabilité » et la « différence » (Garland-Chakraborti, 2012:40). La « victimisation ciblée » permet de transmettre le débat sur le crime de haine des identités de groupe à la victime individuelle dans le cas de la protection de l'identité de n'importe quelle personne individuelle. Tandis que la « différence » d'une personne ne signifie pas automatiquement qu'elle devient victime de harcèlement ou d'abus, elle représente une « condition de vulnérabilité » qui porte le risque élevé de devenir victime. Selon les auteurs de l'étude, la réconceptualisation du crime de haine permettrait de protéger les individus et les groupes par exemple les alcooliques et ceux qui souffrent des maladies mentales etc., qui ne sont pas typiquement considérés comme des victimes potentiels des crimes de haine ou qui sont simultanément concernés en raison de leurs identités multiples. Peut-être, plus important encore qu'à l'aide du concept de la « victimisation ciblée » nous pourrions conceptualiser l'impact et la dynamique générale de la réglementation transnationale relative à la juridiction des états membres.

La gamme croissante des crimes de haine représente un déplacement des groupes extrémistes typiques et des groupes de victimes traditionnels vers des incidents et victimes isolés. L'ajout d'un plus grand nombre de motivations, telles que les attitudes conduisant en soi à la discrimination, ouvre la voie à la protection de la « communauté majoritaire » en termes de définition aussi.

Le déplacement de définition peut être illustré par la coordonnée d'élément/identité protégé - affiliation à un groupe:



Du point de vue de la recherche relative au crime de haine le point de départ des définitions est important étant donné que les divers types de données étendus par des définitions différentes dans chaque pays permettent des explications ayant un degré de complexité variable.

Une explication de l'agression visant n'importe quel membre de la société, y compris les personnes âgées, les handicapés et les musulmans nécessite de divers outils conceptuels et empiriques tout comme celles qui décrivent le comportement des groupes de l'extrême droite menaçant les minorités traditionnelles. Il est aussi évident que les tendances de la politique internationale demandent une compréhension très complexe de la société et soulève la question si elle relève de la responsabilité des décideurs politiques ou sous cette forme de celle des sciences sociales.

Problèmes liées à la collecte et mesure de données effectués par des organisations internationales

Par la suite nous résumons les résultats majeurs du rapport Raxen 2005, du rapport OSCE 2011 et du rapport TE6SAT 2012 (Situation du terrorisme dans l'UE, 2012).

Tandis que le rapport Raxen se concentre toujours sur la violence raciste, le rapport OSCE collecte déjà des données officielles, semi-officielles et des données des ONG sur le crime de haine dans plusieurs pays européens ⁹ (15 et 26), propose une description des réglementations nationales et des méthodes de collecte de données ainsi que des propositions d'un futur changement politique concernant les domaines indiqués plus haut et adaptés aux états-nations.

⁹ Les membres sont des pays non européens.

Le sujet spécifique du rapport reflète également le rôle central accordé à l'expression et la définition du « crime de haine » dans le contexte des politiques européennes antiracistes. Le rapport Raxen souhaite offrir un cadre de références aussi large que possible pour le concept de la violence raciste, les données pertinentes pour la période de 2001-2004 et son environnement réglementaire. Le rapport a trois priorités principales : la présentation des données et le contexte réglementaire par pays, quelques formes de l'interprétation des données au niveau des pays et au niveau global, ainsi que les recommandations relatives aux réponses efficaces données par les états et les ONG aux incidents racistes (le collecte de données y compris). Les données ont été collectées via le réseau RAcism and XEnophobia appelé actuellement Agence européen des droits fondamentaux (FRA) et le Point focal national notamment surtout par des ONG et des organisations nationales spécialisées. L'étendue et la nature de la violence raciste est présentée à travers des chiffres officiels et non-officiels ventilés par année et la classification criminelle pertinente de l'état. En outre, le rapport fournit des informations sur les victimes et les auteurs de crimes lorsque ces données sont disponibles. Enfin, les chapitres sur les pays se terminent par des informations contextuelles relatives aux changements politiques, juridiques et légaux pertinents.

Le rapport Raxen fournit également plusieurs tableaux sur les indices d'envergure européenne. Les tableaux comparatifs clés présentent les données officielles de l'année donnée, ventilées par les catégories principales d'actes selon les pays spécifiques (p.ex. Allemagne - incidents extrémistes / extrémistes violents, xénophobes / xénophobes violents et antisémites / antisémites violents). Un autre tableau montre l'évolution annuelle des tendances de la violence raciste par pays. Le taux de la violence raciste contre la population non nationale (ou minoritaire) du pays est présenté comme un résultat important bien que le taux faible de cet indice est considéré comme l'inefficacité du mécanisme de collecte de données appliqué (Rapport annuel RAXEN, 2005:159). Nous arrivons ainsi à la difficulté de l'interprétation des indices de crime de haine et des données existantes. Le fait que de diverses méthodes sont appliquées aux sondages nationaux, leurs sujets (minorités) changeants et les cadres temporels différents posent un problème spécial (Rapport annuel RAXEN, 2005:64). La comparaison longitudinale des données officielles entre les pays différents est entravée par les différences entre les définitions légales, les variations dans le temps et les changements de méthodologie (Rapport annuel RAXEN, 2005:58). C'est pourquoi, dans le respect des présentes données, le rapport tire la conclusion principale, que les séries de données officielles publiées par des pays spécifiques ne sont pas comparables et affirme que pour le compenser l'utilisation des données des sondages des victimes, les sondages de sciences sociales et les rapports des ONG pourrait convenir (Rapport annuel RAXEN, 2005:59) (A la lumière des problèmes présentés plus haut l'utilité de sa recommandation serait peut-être discutable.)

La série de données comparatives principales du rapport OSCE présente le type de données (définition) via les actes de haine par pays et le nombre des cas enregistrés par la police arrivés en phase de poursuites ou clos par une décision de tribunal dans la période de 2009 - 2011 (Rapport annuel OSCE, 2011:23).

L'OSCE fait également référence à la contrainte qu'en raison des différences entre les définitions légales et criminelles appliquées par les pays qui fournissent les données il n'est pas possible de séparer les crimes de haine des autres formes de l'intolérance ne laissant donc aucune place pour une étude comparative des données disponibles (Rapport annuel OSCE, 2011:21). S'écarter du rapport RAXEN et mis à part la référence au même problème, le rapport OSCE n'examine plus en profondeur le sujet de l'incommensurabilité. Le rapport FRA 2012 se réfère également à l'incommensurabilité des données spécifiques aux pays et se contente en même temps de repérer la variation des données jusqu'aux différences entre les méthodes nationales de collecte de données. Le rapport résume ensuite les rapports officiels des états membres sur les incidents motivés par le racisme / la xénophobie, l'antisémitisme et les crimes extrémistes (Rendre visible le crime de haine, 2012:181). Le rapport FRA publie quatre grandes séries de données concernant les pays examinés : sur (1) le crime raciste, (2) le crime antisémite, (3) le crime antimusulman et (4) les tendances de crime de droite extrémiste à travers des chiffres et au sein des pays dans la période de 2006 - 2011 (Rendre visible le crime de haine, 2012:183, 186, 187). Le rapport complète ces données par sa propre présentation des sujets relatifs aux réglementations nationales et internationales des organisations (UE, CEDH, ONU), des institutions et à la régulation juridique ainsi que par ses méthodologies de collecte de données (Rapport annuel OSCE, 2011:9-38).

Selon le Rapport de l'UE sur la situation et la tendance du terrorisme de 2012, tandis que dans la période 2009 - 2011 le nombre des actes terroristes et des arrestations a clairement augmenté aux états membres de l'UE la violence de l'extrême droite qui contribue grandement à la radicalisation a pris une nouvelle ampleur en Europe¹⁰. La coopération transfrontalière entre les groupes de droite, qui se concrétise souvent par des actes violents aussi est en progression continue, elle est accompagnée de la présence virtuelle croissante des groupes terroristes et extrémistes sur Internet (TE-SAT, 2012:6). Pour ce qui est des auteurs des crimes de haine, tant le rapport RAXEN 2005 que le rapport FRA 2012 soulignent que la plupart des crimes et violences racistes ne peut pas être liée aux groupes extrémistes (Rapport annuel RAXEN, 2005:xii, Rapport annuel FRA, 2012:189). Sur la base du rapport sur les minorités et les victimes de crimes publié également en 2012 et le sondage de l'Union européenne sur les minorités et la discrimination de 2008¹¹, la FRA conclue que seulement 1-13% des auteurs des attaques ou menaces racistes peut être lié à des groupes de l'extrême droite / racistes, avec les taux les plus élevés de victimes turques et Roms (respectivement 13 % et 12 %) (Minorités et victimes, 2012:13). Bref, malgré la prévalence des idéologies extrémistes (de droite), l'accès à l'Internet et l'organisation de groupe, selon les données disponibles (apparemment fiables), la majorité des auteurs des crimes racistes n'est pas affiliée à aucun groupe extrémiste ni engagée à des idéologies créées et au contraire, leur motivation se nourrit typiquement d'une diffusion ad hoc des éléments hostiles et racistes (Rapport annuel FRA, 2012:189).

¹⁰ Le rapport comprend uniquement des indices des actes terroristes, les groupes extrémistes ne sont mentionnés que dans les descriptions des cas.

¹¹ Aux entretiens via de questionnaires tête-à-tête réalisés aux 27 états membres de l'Union européenne (UE) in all 27, en 2008 l'EUMIDIS a interrogé 23,500 immigrants et personnes ayant des origines de minorité ethnique.

Il ne faut pas sous-estimer cependant l'attrait des idées extrémistes diffusées via Internet, parce que le word wide web est devenu le premier moyen de communication des groupes terroristes et extrémistes, aussi convenable pour la radicalisation et le recrutement des individus (TE-SAT, 2012:6). En fait, les lignes de démarcation entre les terroristes, réseaux extrémistes et réseaux de crime organisé deviennent de plus en plus floues et l'explication de ce phénomène devient ainsi de plus en plus difficile. Conformément au Rapport de l'UE sur la situation et la tendance du terrorisme il n'y a pas de facteur simple pour expliquer la radicalisation et il n'y a pas de consensus sur la manière de prévoir la violence des individus radicalisés (TE-SAT, 2012:32).

Dans leurs conclusions principales, le rapport RAXEN, le rapport OSCE, le rapport FRA de 2012 et le rapport sur le crime de haine sont tous d'accord que l'absence de données ne signifie pas que ce genre d'actes ne soient pas commis dans un état donné ou que l'abondance de données est due à la définition plus vaste d'une réglementation spécifique, à l'identification, l'enregistrement et rapport plus efficaces des crimes de haine et n'est pas le résultat des taux criminels plus élevés. Les rapports sont également d'accord avec le fait que la violence raciste ne peut pas être séparée des pratiques générales racistes et discriminatoires de la société dans tous les domaines de la vie. En d'autres termes, la violence raciste / victimisation / discrimination dans toutes les sphères de la vie peuvent être décrites et interprétées comme une partie d'un « continuum » raciste (Rapport annuel RAXEN, 2005:62). Le rapport OSCE y rajoute que les incidents racistes touchant l'attention publique peuvent avoir des impacts négatifs et positifs sur la perception du public. Dans les pays de la région OSCE plusieurs crimes choquants ont déclenché des décisions de politiques (Rapport annuel OSCE, 2011: 38) tandis que les crimes de haine commis par les membres d'une communauté majoritaire en guise de « réponse » au crime commis par des groupes minoritaires peut facilement conduire à la montée de la violence raciste menaçant les minorités (Rapport annuel OSCE, 2011:39). Les matériels des idéologies et de la propagande racistes, xénophobes et antisémites contribuent clairement à la prolifération des crimes de haine au sein de la société (Rapport annuel OSCE, 2011:40). Certains éléments des idéologies racistes deviennent de plus en plus parties et parcelles du discours intolérant et le discours général dominant partout en Europe. Les comportements racistes et xénophobes sont cependant fondés de moins en moins sur les idées de la primauté biologique ou « traditionnelle » et elles sont remplacées par le rejet des cultures des minorités et l'insistance sur incapacité des Roms et Musulmans de s'assimiler à la société majoritaire ou par la menace qu'ils représentent (Rapport annuel FRA, 2012:189).

Problèmes de mesure liés aux sondages internationaux

La définition et la mesure de divers indices de la discrimination représentent une priorité tant pour l'UE que pour l'ONU, même si en pratique elles ne sont introduites que dans certains domaines clés (par exemple inégalité des genres) ou concernant les minorités (par exemples les Roms). En termes de la discrimination ethnique particulièrement préoccupante, les dispositions constitutionnelles historiques entravent la collecte efficace de données, bien que l'Union autorise la collecte indirecte et anonyme des données (Rapport annuel RAXEN, 2005:53).

L'accessibilité, l'utilisation et la comparaison internationale des données disponibles sur les crimes de haine sont difficiles en raison de plusieurs facteurs. Cette donnée est caractérisée principalement par une grande latence (sous-déclaration et sous-enregistrement) de la part des victimes et de la part des autorités. Le succès de la collecte de données dépend en grande partie du fait si l'état collecte des données sur les minorités nationales/ethniques, si la loi sanctionne les délits à motivation raciale et si les états membres reconnaissent que la violence raciale est un problème social. (Rapport annuel RAXEN, 2005:vii). Il existe d'autres obstacles devant la collecte de données qui sont liés à la qualité de la justice criminelle des organisations officielles et non-officielles et d'autres moyens de monitoring. Tandis que les rapports spéciaux fournissent beaucoup de données, au-delà du grand nombre de cas rapportés ou de la collection de données du pays, le système de gestion et de classification il est évident qu'au niveau international l'enregistrement des crimes de haine se trouve dans l'impasse. Le problème de données est complexe et s'étend sur et sur le niveau national et sur le niveau international.

Sur le plan international il existe des preuves manifestes de l'amélioration très exhaustive et intensive de la politique dans le temps et dans l'espace, avec une sensibilisation générale à la discrimination tout comme les droits civils et le droit pénal, parallèlement avec la réforme des réglementations juridiques nationales et internationales, des institutions et des pratiques (juridiques). Cependant, par l'utilisation des données disponibles il n'est possible d'estimer ni l'efficacité des décisions politiques ni la prolifération / l'étendue européenne du phénomène mesuré, même comme les rapports comptent régulièrement sur les tableaux comparatifs fondés sur des données incommensurables en créant l'impression d'un « flux de données ». Bien que les rapports soient aussi informatifs que possible paradoxalement du point de vue de la description des politiques des pays le sujet est « insuffisamment étudié ». La distribution des données officielles et ONG relatives au crime de haine est extrêmement inégale au sein de l'Union. Tandis qu'en Europe de l'Est et de Sud-Est il y a une pénurie d'informations dans certains états de l'Europe du Nord et de l'Ouest plus précisément en France ou en Allemagne des milliers de pages sont écrites sur les résultats des analyses relatifs à la xénophobie, aux préjugés racistes et à la violence. Dans ces cas les rapports internationaux recourent à la compression des données. Plus précisément, le Ministère de l'Intérieur de la France a publié un rapport de 400 pages en 2012 sur la xénophobie, l'antiracisme et l'antisémitisme comprenant l'analyse des aspects divers des crimes de haine, qui avec un peu d'exagération était tronqué et condensé un simple numéro de dossier. En vérité les rapports susmentionnés n'ont pas mené suffisamment de recherches sur le phénomène dans certaines régions européennes et n'a pas déterminé le grand volume de données longitudinales¹² et les analyses dans le contexte adéquat.

¹² Bien que la latence soit importante et le nombre de cas soit relativement bas dans certains pays, les descriptions de cas peuvent être très détaillées et utiliser plusieurs variables.

De ce point de vue le problème n'est pas une incommensurabilité mais le fait que personne ne voit le potentiel à la recherche existante au niveau européen¹³ rend quasi impossible de réclamer l'absence de données adéquates et fiables sur le crime de haine. Le problème de la réduction de données met en lumière le côté pratique de l'incommensurabilité. Pour la plainte d'une dizaine d'années l'absence des bases communes n'a pas posé en fait de difficulté sur le plan théorique mais fait ressortir simplement l'absence de facto de la comparaison fonctionnelle. Tout bien considéré, la base de données des crimes de haine au niveau européen est actuellement une impasse : (1) les données ne sont pas valables, les données agrégées par pays homogénéisent tous les cas et tous les comportements et nous ne connaissons pas la valeur actuelle de certaines séries de données ; (2) les données ne peuvent pas être complétées pays par pays ; (3) en conséquence de ce qui précède, il n'est pas possible de réaliser d'analyse de causalité sur le plan international. Du point de vue de l'explication de la causalité la non-fiabilité fondamentale des données pose au moins autant de problèmes que l'absence de la comparabilité. Actuellement il ne nous dépanne pas de savoir qu'en Autriche le nombre des crimes de haine a chuté en 2011 (Rapport annuel OSCE, 2011:183) lorsque sur la base de l'analyse cas par cas il s'avère que l'incidence du discours de haine ou le nombre des crimes contre des migrants augmente en fait. Il faudrait réaliser en premier lieu la recherche médiatique, en second lieu une recherche approfondie en se concentrant sur le système d'aide sociale pour identifier les causes sous-jacentes. sur la base des données inutiles empiriques des rapports susmentionnés il est difficile de dire quelles nouvelles données seraient nécessaires parce que nous ne voyons pas clairement les fichiers de données existants quels éléments peuvent être comparés, en quoi ils se diffèrent et sur cette base quelles nouvelles données sont nécessaires pour compléter et corriger ce que nous avons déjà fait. Ci-après nous souhaitons examiner différentes tentatives et expliquer le crime de haine.

Modèles explicatifs des crimes de haine

Le rapport RAXEN est le seul qui est prêt à entreprendre un compte rendu exhaustif sur les crimes de haine, en faisant la distinction entre les niveaux micro-mezzo et macro dans les explications. Tandis que les autres documents cités observent de près en profondeur le contexte de la politique internationale et nationale ainsi que le contexte social de ces incidents, ils ne souhaitent pas vraiment développer des explications exhaustives ce qui s'explique peut-être en partie par le fait que les données sont insuffisantes pour une comparaison et une analyse statistique au niveau international. Avant de voir les conclusions du rapport de 2005 il vaudrait peut-être la peine de résumer les différents types des explications théoriques concernant le sujet à l'aide d'une étude menée par Green et al. *Crime de haine : Un Agenda de recherche émergente* (Green-McFalls-Smith, 2001) qui peut servir plus tard de guide pour interpréter les résultats de la recherche empirique supplémentaire présentée plus loin.

¹³ Il manque tout simplement la connaissance systémique et exhaustive des fichiers de données principaux des pays - cela ne demanderait aucune consolidation et en fait les différences et les similitudes seraient informatives, bien que ces efforts soient modestes face aux systèmes de catégories uniformisateurs et réducteurs des organisations internationales.

Green distingue deux types fondamentaux de l'analyse de causalité, l'approche individuelle-psychologique et l'approche sociale, en soulignant que les définitions diverses du crime de haine fournissent une base pour des types d'explication différents. Les explications individuelles portent essentiellement sur l'identification des motivations psychologiques à la base de l'acte qui peut être décrite comme une orientation psychologique explicite ou des convictions activées par des situations spécifiques à l'arrière-plan (Green-McFalls-Smith, 2001:484). En revanche, les explications macro-sociologiques souhaitent définir un contexte social, économique et politique plus vaste conduisant à des actes isolés. Comme l'observation psychologique longitudinale des individus spécifiques - et comme nous verrons plus tard l'établissement de la causalité fondée sur les sondages de comportement - pose des difficultés importantes la majorité des explications théoriques souhaitent comprendre les causes des crimes de haine au niveau de la communauté. Les auteurs de l'étude distinguent six catégories générales utilisées pour expliquer ces actes. (Green-McFalls-Smith, 2001:485).

Les approches basées sur les traits psychologiques visent à identifier les causes psychologiques étant à la base des actes criminels car selon les définitions déterminantes du crime de haine l'hostilité des auteurs vis-à-vis des victimes est préétablie. Cette école associe et explique simultanément ces actes par les formes extrêmes des actes criminels en accord avec les conclusions d'Allport qui a expliqué une gamme large de comportements discriminatifs par des anomalies affectives fondées sur les stéréotypes (frustration, projection et paranoïa, etc.). Les théories diverses de la personnalité autoritaire tentent définir le profil standard de la personnalité des auteurs, bien que les analyses des traits individuels fondées sur les recherches comportementaux ne sont pas suffisantes pour donner une explication car seulement un taux de pourcentage très faible des individus autoritaires commet ce genre de crimes (Green-McFalls-Smith, 2001:485). Au-delà des causes des préjugés individuels, les « explications socio-psychologiques » tentent également identifier les conditions sous-jacentes de ces actes violents. Certains modèles expliquent les actes individuels par les dynamiques de petits groupes lorsque des comportements violents prolifèrent sous la pression du groupe ou sous celle de vouloir se conformer aux normes du groupe, des actes qui deviennent extrêmes ou conformistes, les études empiriques illustrent avant tout le rôle de ces dynamiques en connexion avec les groupes racistes blancs. D'autres approches, avant tout la recherche européenne, observent l'interaction de l'orientation psychologique et les facteurs sociaux plus larges, notamment les effets de cause du média électronique et imprimé. En conséquence, la présentation médiatique de divers crimes de haine peuvent conduire non simplement à la prolifération des actes criminels (via des exemples de toute évidence) mais aussi génère directement ce genre d'actes par la présentation, la distribution et la légitimation des stéréotypes qui impliquent les groupes cibles. L'impact secondaire casuel du média apparaît sous forme de la dissémination et le renforcement des affirmations impliquant des stéréotypes populaires et promues par des forces politiques et des hommes politiques (Green-McFalls-Smith, 2001:486). L'école « historique-culturelle » étudie l'impact du discours politique par commission, bien que dans ce cas, en raison de la perspective historique, il n'est pas possible de prendre en considération la manipulation délibérée à court terme des discours.

Les explications basées sur le discours politique et la culture placent le crime de haine à la lumière des traditions culturelles et les exemples de comportement quasi « immuables » et de longue durée. Même si les auteurs de l'étude pensent que l'approche culturelle doit proposer des connexions de cause persuasives, elle a prouvé son utilité pour comprendre les taux de crime radicalement et constamment différents des sociétés ayant des structures sociales similaires (par exemple dans la comparaison des tendances de crime de haine aux USA et au Canada) (Green-McFalls-Smith, 2001:486). L'approche sociologique explique l'origine par une théorie de modernisation de Durkheim, et associe le crime aux actions et agressions criminelles des populations jeunes exposées aux changements sociaux rapides. Une version de la théorie sociologique a été testée spécialement dans les pays post-communistes auxquels l'organisation sociale subissent des changements radicaux, déduisant que dans la plupart des cas les auteurs de crimes sont des perdants collectifs ou isolés de la modernisation, par exemple les individus non intégrés à la société et les membres des communautés pieds et poings liés, dont l'existence est menacée.¹⁴ Une explication plus large est proposée par le « modèle de mondialisation » qui se concentre sur les migrants marginalisés, peu éduqués et facilement identifiables, qui émergent avant tout dans divers pays développés (Green-McFalls-Smith, 2001:487). Les « théories économiques » expliquent cette anomia sociale non par la dissolution des relations sociales mais par la frustration-transfert et la compétition des groupes pour les ressources générée par les difficultés économiques. Selon la soit disant « théorie réaliste de conflit de groupe » le comportement hostile peut être expliqué par le fossé qui sépare le pouvoir économique des divers groupes. Les auteurs de l'étude remarquent que la théorie nécessite une discordance fine empirique dans les domaines de compétition (travail, habitation et éducation, etc.) et de statut ce qui peut potentiellement motiver ces groupes à commettre des crimes. La question se pose si un groupe dominant, qui est placé plus haut dans la hiérarchie sociale, est plus susceptible de lancer une attaque préventive (pour protéger son territoire) contre des groupes plus faibles qui occupent un statut inférieur ou cela implique une action de la part de l'élite au pouvoir étant sur le point de perdre sa position dominante. Lors de ce processus il faut tenir compte du rôle des élites politiques et des groupes d'intérêt articulés dans la concentration et la mobilisation des frustrations structurellement inhérentes¹⁵ (Green-McFalls-Smith, 2001:488).

Au modèle des « structures dominantes » l'exposition de la théorie de groupe compétitif est légèrement plus importante. La vision qu'une société moderne a sur le travail, le pouvoir, la sexualité et la culture se cristallise dans une structure formidable qui attribue automatiquement la place des individus dans la société et le crime de haine sert simultanément l'identité des auteurs fondée sur les normes et l'éloignement des victimes de la norme (Roxell, 2011:202). Tandis que cette formule soit mieux adaptée au réseau de définition en expansion constante de la typologie de crime, le rôle centrale en lui-même, attribué à l'identité ne comporte pas beaucoup d'innovation.

14 La vague d'attaques xénophobes contre les étrangers montant en Allemagne de l'Est dans la période d'après 1991 est l'un des points de références récurrents.

15 Plus précisément au lieu de susciter une violence directe, les mouvements politiques extrémistes peuvent jouer un rôle plus important en passant des opinions extrémistes au public et en suscitant de la frustration comme cause public légitime comme nous avons pu voir dans la communication Rome du parti Jobbik.

Enfin, les « théories politiques » du crime de haine étudient la mobilisation des griefs, quelles que puissent être leurs origines (Green-McFalls-Smith, 2001:488). Conformément à l'explication politique comptant sur la théorie des mouvements sociaux, au lieu des griefs réels ou perçus des auteurs concernant la victime, le facteur déterminant est la « structure de l'opportunité politique » qui justifie éventuellement l'acte. Cela implique que les forums et les moyens adéquats existants pour l'expression des griefs personnels (structurée également par la société et des groupes), légitiment l'expression des préjugés en public et aux discours politiques et la probabilité (faible ou forte) de la prévention du crime de haine et la criminalisation. La « structure d'opportunité » peut conduire à plusieurs conclusions mutuellement contradictoires et empiriquement étudiées. Pour ce qui est des organisations politiques, l'absence des organisations qui articulent les opinions extrémistes au discours politique dominant peut conduire d'une part à la montée de la violence et la présence des hommes politiques et des organisations politiques extrémistes peut se concentrer sur les passions et susciter la violence d'autre part¹⁶.

En terme de la structure d'opportunité il ne faut pas oublier la faiblesse de l'environnement institutionnel (police, poursuites judiciaires, tribunaux, etc.) son rôle distant, indifférent et potentiellement complice avec le racisme, y compris le comportement de l'élite politique. Les auteurs de l'étude soulignent cependant, que même si la structure d'opportunité ait un impact « libérateur » à la base, le soutien provenant des élites politiques est essentiel pour le renforcement du phénomène¹⁷ (Green-McFalls-Smith, 2001:489).

La conclusion fondamentale du rapport RAXEN et en générale celle de l'ensemble des rapports ultérieurs est que les auteurs de ces actes sont typiquement de jeunes hommes, membres des organisations politiques extrémistes ainsi que des personnes qui ne font pas partie d'aucune organisation de ce genre. Le constat susmentionné est tellement général qu'il n'est pas pertinent d'une part,¹⁸ et la question se pose dans quel contexte explicatif pourrait-il prendre un sens, d'autre part. Le rôle des groupes extrémistes à la commission des crimes de haine peut être analysé sur la base de presque tous les modèles qui traitent la structure de groupe. Et les « auteurs solitaires » peuvent être associés à un anomia isolé ou commun dans les sociétés modernes, causé par la mondialisation ou les difficultés économiques ainsi que par l'échec de l'intégration sociale et des mécanismes de socialisation traditionnels.

16 En connexion avec les meurtres des Roms en Hongrie on ne peut pas ignorer le discours du parti Jobbik et l'impact des organisations extrémistes, telles que la Garde hongroise qui ont radicalisés la vie publique.

17 La relation entre la structure d'opportunité politique et les élites est complexe, car l'élite est parallèlement une partie et la facilitatrice de la structure et elle évite parfois que les incidents racistes se matérialisent en tant qu'impact de la structure.

18 Des jeunes hommes sont à la source de nombreux incidents dans une société donnée et l'identification des auteurs qui sont affiliés ou non à des groupes extrémistes couvre l'ensemble de la communauté.

Cependant la compréhension de la situation devient plus difficile par le fait que l'approche politique de l'identité pertinente qui est nécessaire pour comprendre les processus au niveau de groupe, se place difficilement près de l'autre aspect de l'« anomia » social moderne, des systèmes étendus de coordination des actions gérées par le média impersonnel qui sont capables de maintenir l'ordre social essentiellement sans recourir à la violence via leurs régimes politiques et économiques¹⁹.

Ensuite, les explications données par le rapport RAXEN peuvent être facilement placées dans l'une ou l'autre catégorie d'approches susmentionnées. Selon le rapport quelques confrontations ethniques peuvent être liées à ce qu'on appelle les conflits globaux, lorsqu'un conflit émergeant dans un pays remonte à la surface aux communautés identiques d'autres pays, comme nous avons vu en connexion avec l'attentat terroriste du 11/9 ou lors du conflit israélo-palestinien où les communautés musulmanes et juives étaient cibles des attaques dans plusieurs états membres de l'Union européenne. (Rapport annuel RAXEN, 2005:180). La logique de l'explication d'un conflit global présuppose une relation similaire entre le groupe victime du pays concerné et la communauté majoritaire et la démarcation de l'identité, notamment quelques formes de l'équivalence structurelles entre les pays, où le flux d'information global crée un rapport de causalité entre les structures. L'autre phénomène traité par le rapport concerne la crainte générale des « tiers » - fondé sur l'Eurobaromètre et les sondages ESS cités par le rapport - le niveau perçu du crime lié aux minorités et la dégradation de la sécurité générale ressentie par les membres de la communauté majoritaire. L'explication de la « perception des crimes » attribue l'hostilité vis-à-vis les minorités en partie par aux images communiquées par le média et en partie à l'absence de contact entre les groupes minoritaires et majoritaires (Rapport annuel RAXEN, 2005:181). En d'autres termes, la logique de la théorie de perception explique l'« hostilité » vis-à-vis des victimes par l'état psychologique des auteurs potentiels (insécurité, tendance à la projection), la présentation des minorités aux médias (et son interprétation personnelle) ainsi que la nature de l'interaction avec les minorités. Au-delà de l'explication du phénomène spécifique susmentionné (les deux conflits globaux et les résultats des sondages sur le comportement) le rapport fait la distinction entre les trois niveaux des modèles théoriques-explicatifs.

Les explications théoriques principales considèrent la méta- soit violence raciste (1) en terme de la compétition pour les ressources limitées, (2) le nombre croissant des minorités (premièrement les migrants)²⁰, (3) l'existence des groupes de l'extrême droite et leur impact global sur les jeunes gens et finalement (4) les subcultures racistes spécifiques aux pays (Rapport annuel RAXEN, 2005:183-185).

19 Dans les sociétés de masse modernes, par rapport à la taille de la population, l'ordre est maintenu par relativement peu d'agents de la force publique, notamment l'ordre en soi ne peut pas être expliqué par le monopole du pouvoir de l'état et malgré la pulvérisation des personnes le système fonctionne régulièrement (ce qui veut dire que l'agression ne peut être réduite à un anomia général non plus sans équivoque).

20 Le rapport met en question la validité globale de l'explication liée aux crimes commis contre de petites minorités.

Les explications fondées sur le niveau national ou mezzo, peuvent examiner localement (1) le contexte culturel spécifique (le soutien / rejet de l'agression dans la communauté, ou la pertinence du temps et du lieu exacts de la violence) ou (2) le contexte criminologique (les possibilités de commettre des crimes, la criminalisation, la vulnérabilité des victimes) (Rapport annuel RAXEN, 2005:186-187). Nous avons déjà mentionné les types d'explication de méta-niveau et de mezzo-niveau qui peuvent être quelque peu synchronisés avec la classification de « structure d'opportunité politique » de Green. La micro-explication se base sur les traits personnels de l'auteur ; plus précisément la majorité des jeunes auteurs étaient caractérisés typiquement par le chômage ou le travail mal payé nécessitant peu de qualification, par peu de connaissances et un casier judiciaire (Rapport annuel RAXEN, 2005:189) Lorsqu'il s'agit de l'analyse des profils des auteurs solitaires le manque du contexte continue à poser un problème. Ils peuvent être utilisés à part entière pour expliquer pas assez ou trop de phénomènes et acquiert leur fonction causale et prédictive uniquement au mécanisme causal des modèles plus détaillés.

Pour compléter les résultats du rapport nous faisons références à deux et ensuite à quatre études qui méritent d'être mentionnées. Les premières donnent des informations supplémentaires sur les modèles explicatifs, les autres sur les groupes à risque en présentant le type de données appliquées dans l'analyse des données criminels, leur efficacité et leurs limites.

L'étude de Lyons intitulée (*Dés*)*Organisation de la communauté et criminalité à motivation raciale* de 2007, a testé essentiellement les principaux modèles explicatifs décrits au sommaire de Green et al dans le contexte d'une communauté résident à Chicago, notamment la désorganisation sociale ou anomia, le modèle de compétition économique et le concept de la communauté protégée²¹. L'étude a analysé l'impact des conditions organisationnelles de ces communautés géographiquement isolées sur les crimes de haine commis contre des blancs et des afro-américains ; en d'autres termes, conformément aux modèles susmentionnés l'étude a pris en considération l'organisation de groupe de macro-niveau des victimes et des auteurs de crime. Lors de l'opérationnalisation de l'anomie sociale l'étude a prêté également attention aux voisinages ayant un petit capital social et économique et aux zones plus riches ayant plus de moyens pour éloigner les tiers (Lyons, 2007:816). La pertinence des autres réside aux explications criminologiques et sociologiques typiques qui se concentrent exclusivement sur les communautés défavorisées en assumant le fait qu'en raison des difficultés économiques, la diversité ethnique, et le taux élevé de la fluctuation de la population ces communautés sont de moins en moins capables de contrôler leurs membres, ouvrant ainsi la voie vers les exemples de comportement impulsif et délibérée (Lyons, 2007: 819). Lyons a opérationnalisé le capital social fondé sur la communauté, introduit par Sampson et al. en utilisant la médiation « efficacité collective » entre les conditions économiques et le crime. Deux composants de l'« efficacité collective » sont constitués de (1) la cohésion sociale et la confiance et (2) les standards du contrôle de la communauté informelle liés au sentiment de sécurité de la communauté et à la prévention globale des crimes.

21 Plus haut je n'ai pas parlé du modèle des « communautés protégées », développé par Green autant que synthèse potentiel des explications énumérés par lui. Lyons fait également référence à Green.

En conséquence, les communautés efficaces (spécialement pour ce qui est la jeunesse) sont caractérisées par un niveau élevé de contrôle/discipline formels et en termes de problèmes incitant potentiellement à des activités criminelles par la capacité d'intervenir efficacement. (Lyons, 2007:820). L'étude part de l'hypothèse que la compétition économique fondée sur l'ethnie pour les maigres ressources est le résultat du marché et de la structure économique ethniquement segmentés des sociétés modernes. Cependant, des problèmes spécifiques se posent lorsque l'équilibre économique établi est bouleversé et les membres des segments économiques d'ailleurs relativement isolés sont forcés à s'engager dans une compétition de statut en face à face (des niches économiques-ethniques entrent en contact direct). C'est pourquoi, il n'est pas assez de mesurer le statut économique moyen des acteurs du marché (ethnique / racial / neutre) ; seul le statut économique spécifique aux groupes peut pleinement comprendre les tensions économiques qui influencent les groupes ethniques. Similaire au modèle de l'anomie, le modèle économique-ethnique place une corrélation négative entre le statut économique d'un groupe ethnique et le crime de haine (Lyons, 2007:822). Le modèle de la « communauté protégée » met moins l'accent sur les biens économiques et considère plus important la protection de l'identité et le style de vie d'une communauté spécifique contre les « tiers » dangereux en connexion avec la mobilité résidentielle (Lyons, 2007: 822-823). A la lumière de tout ce qui précède, le modèle met en place une corrélation indirecte entre les statuts économiques et le crime de haine ; le nombre croissant des incidents caractérise surtout les communautés économiquement prospères et collectivement plus efficaces (Lyons, 2007:823). Lyons s'est servi des chiffres des crimes de haine commis contre des blancs et afro-américains à Chicago entre 1997 et 2002 et le taux moyen de criminalité comme des variables dépendantes et les chiffres relatifs à la population entre 1990 et 2000 (nombre de la population, composition ethnique, statut économique moyen, statut ethnique économique, inégalité économique, mobilité de migration) comme des variables indépendants, ainsi que les chiffres concernant la cohésion sociale et l'échelle de contrôle sociale informel fondés sur un sondage spécial sur la collectivité résidentielle (Lyons, 2007:831). La plus petite unité géographique de l'analyse est délimitée par des postes de police. Sur la base de nouveaux résultats de la recherche les crimes contre les africains-américains et ceux contre les blancs diffèrent sur un certain nombre d'aspects importants. Les crimes contre les afro-américains sont commis typiquement par des communautés qui sont relativement bien organisées, ont accès à plus de ressources économiques et ont plus de contrôle informel, premièrement par les communautés résidentielles menacées par la mobilité afro-américaine (Lyons, 2007:847). Par ailleurs, grâce à leur niveau organisationnel ces communautés ont réussi à garder sous contrôle le taux de criminalité, plus précisément, les taux de crime de haine peuvent être clairement distingués des taux de la criminalité générale. Tout cela soulève la question de la « spécialisation » au crime visant les afro-américains ; les auteurs des crimes de haine se distinguent de la majorité par la motivation raciste et non pas par la disposition générale de commettre des actes criminels ordinaires (Lyons, 2007:848). En revanche, les crimes de haine contre des blancs sont commis dans des communautés pauvres caractérisées par l'instabilité significative de la population et un schéma de crime qui s'accorde plus avec les formes traditionnelles des crimes commis dans la zone.

En conséquence, du point de vue criminologique le crime de haine commis contre des blancs peut être expliqué par des causes et motivations plus complexes, parmi lesquelles il ne ressort pour l'instant que la simple recherche des profits financiers. L'image devient plus complexe lorsqu'on tient compte de nombreuses attaques contre des blancs en réponse aux crimes contre des afro-américains (Lyons, 2007:848). Bref, sur la base de la recherche (sociale) l'anomie et la désorganisation de la communauté peuvent expliquer les incidents contre des blancs, tandis que les crimes contre des afro-américains caractérisent les communautés moins touchées par la criminalité. L'une des conséquences importantes directes de la recherche provient de des chiffres statistiques de criminalité rassemblés de manière habituelle, ventilés par groupes victimes et de la preuve de la nécessité de développer des explications spécifiques par groupes victimes (Lyons, 2007:848). pour ce qui est de l'Europe, la position des migrants souhaitant s'assimiler aux systèmes d'aide social développés et aux collectivités nationales ayant accès aux ressources à travers le segment social inférieur et marginalisé du marché du travail et la place occupée par les minorités nationales dans la hiérarchie des statuts de la communauté majoritaire et la division territoriale assurent ainsi plus de nourriture. La recherche a démontré que la nature du problème des indices démographiques généraux « sans contexte », car le modèle de la « communauté protégée » peut expliquer pourquoi des individus « solitaires » aisés, de la classe moyenne, sans casier judiciaire ni liens avec les groupes extrémistes vivant dans des communautés pieds et poings liés commettent des crimes à l'occasion.

Dans ce cas les facteurs de risque sont également présents mais au lieu du niveau des traits individuels au niveau communautaire, en rendant la causalité encore plus complexe et oblique.

Bien que l'analyse d'Allison Harell de 2010, intitulé *Tolérance politique, discours raciste et l'influence des réseaux sociaux* ne traite pas la question du crime de haine, elle fait des observations importantes concernant la relation entre les contacts sociaux des jeunes gens et l'acceptation des groupes politiquement rejetés. Elle s'appuie sur le travail de Harell Mutz, qui a démontré que les individus exposés aux réseaux ethniquement ou racialement hétérogènes / à la diversité politique ont développé des capacités pour gérer l'hétérogénéité, ce qui avait à son tour influencé l'individu et a renforcé la reconnaissance de la droite politique liée aux groupes politiques auparavant rejetés (Harell, 2010:728). La recherche a étudié l'acceptation par les étudiants d'une école secondaire de la liberté de parole des groupes sociaux rejetés dans le contexte de l'hétérogénéité des réseaux. Sur la base d'une logique explicative développée dans le cadre des expérimentations de laboratoire précédentes, parmi les participants ayant des statuts sociaux égaux les réseaux peuvent avoir un effet positif sur les comportements entre groupes via les contacts coopératifs. Cependant, les analyses soulignent aussi le problème de la causalité entre les réseaux et les comportements : la complexité d'un réseau d'individus est tout autant le résultat de son comportement vis-à-vis de la diversité sociale que la cause du reste (Lyons, 2007:729). Autrement dit, le comportement a un effet de causalité sur le développement des relations d'une personne tandis que la nature de ces relations, en tant qu'environnement a un impact sur le comportement lui-même.

Premièrement, le développement de causalité peut s'expliquer plus ou moins par une décision délibérée, deuxièmement il évolue plus sur une base fonctionnelle tandis que le mécanisme de causalité circulaire détermine dans son ensemble la tolérance (ou la hostilité) pour les groupes rejetés. La recherche a utilisé les données du Sondage de la jeunesse canadienne de 2005-2006, où la variable dépendante comportait le rejet / l'acceptation de la liberté d'expression de cinq groupes rejetés, et la variable indépendante était l'affinité forte ou faible des répondants pour l'hétérogénéité ethnique ou raciale (Lyons, 2007:731). Sur la base des résultats, les jeunes blancs ayant des réseaux hétérogènes étaient plus susceptibles de soutenir les rassemblements pacifiques des groupes rejetés ou la présentation de leurs images à la télévision. En revanche, de la part des groupes extrémistes la tolérance de l'expression de l'opinion a baissé en fonction de l'hétérogénéité de leur réseau (Lyons, 2007:736). La recherche a démontré les limites des tests de telles études ; les sondages se concentrant sur la conscience des groupes sociaux via des indices statistiques (par exemple en s'appuyant sur la location géographique) ne sont pas capables de mesurer directement l'interaction originale entre les groupes et ne peut formuler que des hypothèses sur l'existence de cette interaction.²²

Résultats et recommandations

Pour ce qui est des données disponibles sur le crime de haine, en générale nous pouvons constater que leur distribution est très inégale sur le continent avec des pays du centre qui fournissent beaucoup plus de données que la périphérie. Cependant l'absence des bases de données publiquement accessibles au sein des nations les plus développées pose également un problème car le format narratif de leur rapports souvent de plusieurs centaines de pages ne se prêtent pas à l'aperçu et l'analyse des données disponibles. Le flux horizontal et hiérarchique des informations entre les organisations nationales et internationales qui collectent, gèrent, publient et analysent des données, représente un problème partout en Europe.

Tandis que les rapports internationaux détaillés plus haut fournissent des informations mises à jour à la minute, avec beaucoup de données, les organisations internationales n'ont pas pu élaborer ni un collecte de données standard ni une stratégie de gestion de données.

L'OSCE est probablement la seule organisation qui possède un système transparent ; elle demande des données nationales des fournisseurs de données qui se servent de leurs propres questionnaires et les utilise pour organiser et présenter des informations à l'aide de ses propres analyses. Cependant, à toutes fins pratiques les organisations nationales de contact qui connaissent bien les sources de données locales et les types de données ne rédigent des rapports nécessaires que pour les organisations internationales ce qui signifie qu'elles ne publient pas de données criminelles qu'elles gèrent et enregistrent et ne fournissent pas d'informations sur les sources de données nationales.

22 Une recherche fondée sur l'internet peut le modifier à condition que l'identité des individus soit démontrable.

S'il n'y a pas une seule organisation officielle ou civile qui fait la coordination de toutes ces sources et données, de nombreuses institutions collectent à peine des données sur le crime de haine dans beaucoup de pays.

Sur la scène internationale, FRA et d'autres organisations internationales publient des rapports sur toute l'Union depuis une dizaine d'années, malgré les problèmes de collecte de données persistants elles signalent un manque de données issues des pays qui se sont engagés depuis des années à la collecte longitudinale des données sur le crime de haine. Les organisations internationales connaissent encore moins les données locales gérées par des organisations civiles ou leur utilité dans l'identification de l'extrémisme partout en Europe. Au niveau national le partage d'information entre le gouvernement et les organisations civiles représente un autre problème ; en générale, les organisations civiles s'appuient sur les statistiques officielles, tandis que le système officiel institutionnel tire rarement parti des sources offertes par le secteur civil. De ce fait, au niveau national - la source principale fournissant de données aux organisations internationales - la collecte de données sur le crime de haine est principalement dans la main des agences de l'état. Pour ce qui est du « versant est-ouest » le dernier constat peut être ajusté en soulignant qu'aux pays occidentaux c'est le collecte de données effectué par les organisations officielles qui est toujours plus dominant tandis qu'aux pays de la périphérie les activités de monitoring des organisations civiles locales jouent un rôle plus important pour compléter les données officielles. Fait intéressant, dans le cas de grandes organisations internationales de droits de l'homme, telles que ENAR,²³ Statewatch²⁴, etc., l'« effet oblique » ne s'applique pas ; même si aux pays occidentaux développés le contrôle et la correction civile des données officielles sophistiquées sont efficaces. L'expérience montre en général que la collecte officielle de données se concentre sur les cas de crime dans un sens plus limité et l'arrière-plan sur le contexte plus large de ces incidents est fourni par des organisations civiles. L'approche hiérarchique présentée au chapitre théorique met plus l'accent sur l'étude des groupes sélectionnés ce qui est particulièrement vrai pour les pratiques de collecte de données des pays européens. Au-delà d'une analyse des groupes victimes particuliers les rapports observant le contexte plus large des crimes de haine se concentrent avant tout sur le démasquement de l'extrême droite, de l'extrême gauche et des lieux du terrorisme, plus précisément, ils décrivent les conditions de la violence dans un contexte organisationnel et de groupe. Du point de vue philosophique et empirique l'approche hiérarchique entrave la compréhension de la violence raciste ordinaire sans affiliation à l'idéologie ou aux groupes extrémistes. Malgré les problèmes énumérés plus haut, pour ce qui est des crimes de haine, l'élaboration des politiques européennes a mené à l'émergence des méta-catégories analytiques et statistiques similaires dans plusieurs pays. Les données spécifiques aux pays divergent premièrement selon les situations concrètes des crimes de haine, bien que l'attribution des motivations délibérées aux actes criminels traditionnels comme une circonstance aggravante porte partout la même signification. Les catégories utilisées pour présenter les données sont similaires dans tous les pays, avec le nombre des cas ventilés par les circonstances et les motivations et l'information de base est complétée par le contexte de données sur la scène du crime, notamment le temps, la cible et l'aspect organisationnel du groupe.

23 <http://www.enar-eu.org/>

24 <http://www.statewatch.org/>

Le contrôle de groupes démontre habituellement le nombre des organisations, leurs membres, leurs événements organisés et leur idéologie. Evidemment, malgré la correspondance entre les méta-catégories, les données criminelles provenant de différents pays européens ne sont pas comparables sans clarifier les différentes définitions sur lesquelles reposent ces catégories.

Sur la base de ce qui précède nous pouvons conclure qu'il y a une pénurie de données empiriques pertinentes et comparables en Europe tant pour tenir compte du crime de haine que pour faire la liste des critères de démarcation des groupes « en danger ». Pour ce qui est des « groupes en danger », à la place des données empiriques le développement de nouveaux indices devrait s'appuyer sur les catégories de données disponibles au niveau national. Le problème s'explique en partie par le fait que nous sommes en face d'un environnement institutionnel et législatif qui évolue rapidement et produit un flux de données européennes pratiquement changeant année après année. D'autre part l'approche fondée sur le pouvoir et la politique classifie les divers phénomènes sociaux et psychologiques sous quelques dispositions légales et un seul concept générique - pour une raison compréhensible du point de vue du pouvoir et de la législation - tandis que le problème saisi par une telle politique ne coïncide pas nécessairement avec le phénomène qui se prête à la recherche scientifique. La question se pose également de savoir si on peut supposer qu'un seul phénomène principal puisse conduire au développement d'une seule explication exhaustive.

Pour que la recherche soit efficace il faut séparer les niveaux d'interprétation de la politique de crime de haine et celui de la science politique parce que la criminalisation de divers actes, exemples de comportement et de groupes au niveau global donne une seule catégorie abstraite dans leur classification. Il est possible de concevoir trois solutions alternatives à la gestion de données et à la recherche. Premièrement, l'évaluation de la latence et l'amélioration des données criminelles déjà disponibles ainsi que les rendre plus comparables sont des options évidentes. Deuxièmement les données criminelles existantes peuvent être complétées par des données économiques-démographiques d'autres bases de données, même si cela peut conduire à une analyse théoriquement moins ciblée avec une logique démographique à la base et au déplacement du centre. Troisièmement, nous pouvons développer de nouveaux projets de recherche aussi pour obtenir plus d'indices spécifiques qui sont nécessaires pour expliquer le phénomène, le cas échéant, à l'aide des fichiers de données existants. En outre, il peut s'avérer utile de lier les données sur les crimes de haine aux informations disponibles sur toute la discrimination et ses aspects pratiques ; il existe un grand nombre de cette dernière et les actes criminels peuvent être également interprétés comme partie de la discrimination ordinaire. Toutes les stratégies de recherche pourraient bénéficier d'une pré-recherche comparative des données nationales afin de fournir un accès partiel ou total aux données applicables au niveau international ou au moins au niveau régional.

DONNÉES RELATIVES À LA VIOLENCE POLITIQUE DISPONIBLES

Le rapport RAXEN est le seul qui est prêt à entreprendre un compte rendu exhaustif sur les crimes de haine, en faisant la distinction entre les niveaux micro-mezzo et macro dans les explications. Tandis que les autres documents cités observent de près en profondeur le contexte de la politique internationale et nationale ainsi que le contexte social de ces incidents, ils ne souhaitent pas vraiment développer des explications exhaustives ce qui s'explique peut-être en partie par le fait que les données sont insuffisantes pour une comparaison et un analyse statistique au niveau international. C'est pourquoi il vaudrait peut être la peine de résumer les différents types des explications théoriques concernant le sujet à l'aide d'une étude menée par Green et al., *Crime de haine : Un Agenda de recherche émergente* (Green-McFalls-Smith, 2001) qui peut servir plus tard de guide pour interpréter les résultats de la recherche empirique supplémentaire présentée plus loin. Green distingue deux types fondamentaux de l'analyse de cause dans l'identification des groupes vulnérables : l'approche individuelle - psychologique et l'approche sociale (Green-McFalls-Smith, 2001). Les explications individuelles portent essentiellement sur l'identification des motivations psychologiques à la base de l'acte qui peut être décrite comme une orientation psychologique explicite ou des convictions activées par des situations spécifiques à l'arrière-plan (Green-McFalls-Smith, 2001:484). En revanche, les explications macrosociologiques souhaitent définir un contexte social, économique et politique plus vaste conduisant à des actes isolés. Les auteurs de l'étude distinguent six catégories générales utilisées pour expliquer ces actes. (Green-McFalls-Smith, 2001:485).

L'approche basée sur les traits psychologiques essaie d'identifier les raisons psychologiques qui se cachent derrière la commission d'un crime. Les définitions principales du crime de haine fondées sur la présomption que les auteurs de crime cachent des sentiments hostiles contre leurs victimes considèrent que la relevance de cette considération est évidente. Cette approche associe et explique simultanément ces actes par le préjugé extrême dans le contexte des conclusions d'Allport qui a expliqué une gamme large de comportements discriminatifs par des anomalies affectives (frustration, projection et paranoïa, etc.) liées aux stéréotypes. Bien que les théories liées aux personnalités autoritaires essaient de développer le profil de la personnalité standard des auteurs de crime sur la base d'un analyse du comportement - une recherche des traits de la personnalité, il n'est pas suffisant pour une explication. Seulement un taux très faibles des individus ayant un côté autoritaire commet ces crimes (Green-McFalls-Smith, 2001:485).

Au-delà des préjugés individuels, les explications socio-psychologiques tentent également identifier les circonstances qui conduisent au comportement violent. Certains modèles expliquent les actes isolés par les dynamiques de petits groupes lorsque des comportements violents prolifèrent sous la pression ou les valeurs qui rendent les membres extrémistes ou sensibles à ces exemples de comportement. Les études empiriques ont démontré la pertinence de ces facteurs aux groupes racistes des blancs. D'autres approches, avant tout la recherche européenne, observent la corrélation entre l'orientation psychologique et les forces de motivation sociales plus larges, notamment les causes-ef-fets du média électronique et imprimé.

En conséquence, la présentation médiatique de divers crimes de haine peut non seulement conduire à la prolifération de ce genre d'actes (en montrant des exemples), mais aussi servir de force de motivation directe via la présentation, la promotion et la légitimation des stéréotypes associés aux groupes victimes potentiels. Le rôle secondaire passif du média peut être observé lorsqu'il diffuse et renforce les affirmations des forces politiques et hommes politiques fondées sur les stéréotypes existants (Green-McFalls-Smith, 2001:486).

L'approche sociologique explique l'origine par une théorie de modernisation de Durkheim, et associe le crime aux actions et agressions criminelles des populations jeunes exposées aux changements sociaux rapides. Une version de la théorie sociologique a été testée spécialement dans les pays post-communistes auxquels l'organisation sociale subissent des changements radicaux, déduisant que dans la plupart des cas les auteurs de crimes sont des victimes collectifs ou isolés de la modernisation, par exemple les individus non intégrés à la société et les membres des communautés pieds et poings liés, dont l'existence est menacée.²⁵

Une explication plus large est proposée par le modèle de mondialisation qui se concentre sur les migrants marginalisés, peu éduqués et facilement identifiables, qui émergent avant tout dans divers pays développés (Green-McFalls-Smith, 2001:487). Les « théories économiques » expliquent cette anomia sociale non par la dissolution des relations sociales mais par la frustration-transfert et la compétition²⁶ des groupes pour les ressources générée par les difficultés économiques. Selon la soit disant « théorie réaliste de conflit de groupe » le comportement hostile peut être expliqué par le fossé qui sépare le pouvoir économique des divers groupes. Les auteurs de l'étude remarquent que la théorie nécessite une discordance fine empirique dans les domaines de compétition (travail, habitation et éducation, etc.) et de statut ce qui peut potentiellement motiver ces groupes à commettre des crimes. La question se pose si un groupe dominant, qui est placé plus haut dans la hiérarchie sociale, est plus susceptible de lancer une attaque préventive (pour protéger son territoire) contre des groupes plus faibles qui occupent un statut inférieur ou cela implique une action de la part de l'élite au pouvoir étant sur le point de perdre sa position dominante. Lors de ce processus il faut tenir compte du rôle des élites politiques et des groupes d'intérêts articulés dans la concentration et la mobilisation des frustrations structurellement inhérentes²⁷ (Green-McFalls-Smith, 2001:488). L'école historique-culturelle étudie l'impact du discours politique sur la commission des crimes bien qu'elle adopte une perspective à long terme.

25 Le texte fait plusieurs fois référence à la vague d'attaques xénophobes suite à l'unification avec l'Allemagne de l'Est en 1991.

26 Plus précisément, de ce point de vue, au lieu de la socialisation à une violence directe, les mouvements politiques extrémistes peuvent jouer un rôle plus important en passant des opinions extrémistes au public et en suscitant de la frustration comme cause public légitime comme nous avons pu voir dans la communication Rome du parti Jobbik.

27 Plus précisément, de ce point de vue, au lieu de la socialisation à une violence directe, les mouvements politiques extrémistes peuvent jouer un rôle plus important en passant des opinions extrémistes au public et en suscitant de la frustration comme cause public légitime comme nous avons pu voir dans la communication Rome du parti Jobbik.

Cette explication place le crime de haine dans le contexte des traditions culturelles et les exemples de comportement quasi « immuables » et de longue durée. Même si les auteurs de l'étude pensent que sur ce point l'approche culturelle doit proposer des connexions de cause persuasives, elle a prouvé l'utilité pour comprendre les taux de crime radicalement et constamment différents des sociétés ayant des structures sociales similaires (par exemple dans la comparaison des tendances de crime de haine aux USA et au Canada) (Green-McFalls-Smith, 2001:486).

Enfin, les théories politiques du crime de haine étudient la mobilisation des griefs (Green-McFalls-Smith, 2001:488). Conformément à l'explication politique comptant sur la théorie des mouvements sociaux, au lieu des griefs réels ou perçus des auteurs concernant la victime, le facteur déterminant est la « structure de l'opportunité politique » qui justifie éventuellement l'acte. Cela implique que l'existence des forums et les moyens adéquats pour l'expression des griefs personnels (structurée également par la société et des groupes), légitiment l'expression des préjugés en public et aux discours politiques tout comme la probabilité faible de la prévention du crime de haine et la criminalisation. La « structure d'opportunité » peut conduire à plusieurs conclusions mutuellement contradictoires et empiriquement étudiées. Pour ce qui est des organisations politiques, l'absence des organisations qui articulent les opinions extrémistes au discours politique dominant peut conduire d'une part à la montée de la violence²⁸ et la présence des hommes politiques et des organisations politiques extrémistes peut se concentrer sur les passions et susciter la violence d'autre part²⁹.

En terme de la structure d'opportunité il ne faut pas ignorer la faiblesse de l'environnement institutionnel (police, poursuites judiciaires, tribunaux, etc.) son rôle distant, indifférent et le rôle potentiellement complice au racisme, y compris le comportement de l'élite politique. Les auteurs de l'étude soulignent cependant, que même si la structure d'opportunité ait un impact « libérateur » à la base, le soutien provenant des élites politiques est essentiel pour le renforcement du phénomène³⁰ (Green-McFalls-Smith, 2001:489).

L'étude de Lena Roxell (Roxell, 2011) a observé spécialement les complices des crimes de haine enregistrés et la spécialisation à ces crimes.

28 C'était une des explications possibles de la vague de violence contre les étrangers dans l'Allemagne fraîchement réunifiée dans les années 90.

29 En connexion avec les meurtres des Roms en Hongrie on ne peut pas ignorer le discours du parti Jobbik et l'impact des organisations extrémistes, telles que la Garde hongroise qui ont radicalisés la vie publique.

30 La relation entre la structure d'opportunité politique et l'élite est complexe, parce que l'élite est parallèlement une partie et la promotrice de la structure et elle évite peut être les incidents racistes causés par la structure.

L'étude souligne les problèmes de l'enregistrement officiel des crimes et les limites de la recherche qui en résultent (par ex : les victimes sont plus susceptibles de signaler les crimes graves que les incidents mineurs et les crimes commis par des étrangers³¹) (Roxell, 2011:206). A la lumière de ce qui précède nous pouvons penser que les importants types de crimes de haine manquent des données officielles et ils ne peuvent être étudiés que par d'autres moyens, par exemple via une recherche appuyée sur les victimes. Sur la base des études internationales, on peut également se questionner sur la pertinence de la définition de la motivation des crimes. Après avoir étudié 2976 cas de crimes de haine enregistrés aux Etats-Unis entre 1997 et 1999, Levin et McDevitt ont démontré que 66 % des crimes commis était motivé par le « sensationnalisme », 25 % par l'autoprotection, 8 % par la vengeance et seulement 1 % des auteurs de crime « voulait sauver le monde » des groupes indésirables (Roxell, 2011:203). Dans le cas des jeunes auteurs de crime les recherches ont démontré d'habitude des préjugés contre plusieurs minorités. Dans ces cas un degré important de l'intolérance est allé en pair avec le niveau de scolarité et le statut social inférieurs des parents, la vie familiale troublée et au niveau personnel l'agitation, l'agression et le manque de l'empathie, ainsi que les faibles résultats scolaires. (Roxell, 2011:202). Ces circonstances se sont également servies de facteur de vulnérabilité au comportement criminel. La recherche menée par Roxell s'est concentré sur les agresseurs xénophobes, anti-islamiques et homophobes, enregistrés par la police suédoise en 2006, accusés d'agression, menaces et harcèlement, en accordant une attention spéciale aux complices et à la spécialisation aux crimes de haine (Roxell, 2011:198, 205). Les données disponibles concernant les auteurs de crimes portaient sur l'âge, le genre, le passé criminel et l'implication en tant que complice (Roxell, 2011:199). Les résultats de la recherche démontrent que la majorité écrasante des auteurs de crimes était des hommes connus de la majorité de leurs victimes.³² Même si la plupart des crimes commis en 2006 était de nature xénophobe les auteurs des crimes contre des homosexuels avaient la plus basse moyenne d'âge et 55 % des suspects étaient des récidivistes, il n'y a pas de différence significative par rapport à l'âge, le genre ou le passé criminel de ceux qui ont commis d'autres crimes. Les crimes commis sont associés presque exclusivement à des « auteurs solitaires », qui ne montrent aucun signe de spécialisation aux crimes de haine (Roxell, 2011:212).

31 Bien que selon la plupart des données et recherches criminologiques les auteurs de crime sont habituellement des « tiers », selon l'auteur de l'étude cela dépend en grande mesure de la définition de l'« étrangeté ». C'est pourquoi il se peut que même si la victime et l'auteur de crime ne se connaissent pas personnellement, quelques auteurs examinés dans l'étude vivent dans le même quartier, a fréquenté la même école ou a travaillé au même endroit que la victime (Roxell, 2011:201).

32 Bien que les offenseurs étaient identifiables seulement dans 30% des cas.

Marshall H. Medoff applique la théorie de la décision rationnelle pour analyser les facteurs économiques / démographiques qui motivent le crime de haine (Medoff, 1999). Medoff commence par la présomption que le niveau de criminalité de haine diminue lorsque (1) le revenu marchand, (2) la valorisation du temps, (3) l'âge et (4) la lutte contre la criminalité augmente (Medoff, 1999:959).³³ Pour la plupart, les résultats ont confirmé les hypothèses sous-jacentes. Les crimes de haine ont une corrélation négative avec le taux de chômage, le taux de la tranche d'âge de 15-29 ans dans l'ensemble de la population, les comportements libéraux du pays donné et le niveau de scolarité. Une corrélation négative a été observée dans le cas du niveau du revenu marchand. Cependant, l'intensité du respect de la loi et des convictions religieuses n'avait pas d'impact significatif sur le crime de haine, tout comme l'urbanisation, la situation inférieure d'emploi, la mobilité sociale montrant une tendance à la baisse qui sont toutes considérées comme des causes typiques à la base du crime de haine, n'ont pas été perçues comme des principaux facteurs déterminants non plus (Medoff, 1999:970). De toutes les conclusions c'est la corrélation entre l'idéologie libérale et le plus haut niveau d'éducation d'une part et le nombre des incidents criminels d'autre part qui doit être approfondie. Conformément à la théorie économique, le coût de la production d'une unité de crime de haine est inférieur dans les états libéraux où les comportements sont les plus tolérants, et dans ces états l'identification des victimes potentiels est plus facile et les coûts marginaux des auteurs de crime sont les plus bas. Un niveau de scolarité plus élevé contribue également à l'identification des actes criminels : ceux qui ont une scolarité plus élevée (états ayant de telles populations) sont d'habitude plus tolérants et ont une opinion politique plus libérale. (Medoff, 1999:967).

Matt E. Ryan et Peter T. Leeson ont étudié la corrélation empirique entre l'existence des groupes extrémistes et le crime de haine aux États-Unis (Ryan-Leeson, 2011). La recherche a comparé plusieurs groupes de haines (par exemple des KKK et des néo-nazis) identifiés par le Southern Poverty Law Center avec les indices des statistiques de crime de haine ventilés par états du FBI pour la période de 2002-2008. Plusieurs variables démographiques et économiques ont été utilisées dans la recherche³⁴, en partie pour le contrôle et en partie en tant que variables indépendantes (Ryan-Leeson, 2011:257). La recherche a testé la thèse de « frustration-agrégation », en postulant que les personnes ayant des difficultés économiques reportent leurs frustrations sur les groupes sociaux sans défense (Ryan-Leeson, 2011:255).

33 Les données sociales-économiques proviennent du relevé des statistiques des États-Unis de 1996 et des rapport de l'état de 1996 du bureau de recensement des États-Unis et les chiffres de crime de haine s'appuient sur la base de données de la déclaration uniforme de la criminalité du FBI de 1995 (Medoff, 1999:871).

34 Les variables économiques comprennent le taux de chômage, le nombre de ceux qui vivent sous le seuil officiel de pauvreté et en dessous du produit national brut par habitant (PNB). Variables démographiques : le taux des habitants de villes, le taux des minorités afro-américaines et juives, le taux qui étaient abusés avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans. Les données démographiques officielles relatives à la période examinée proviennent du relevé des statistiques des États-Unis.

La sélection des indices démographiques s'est appuyée sur des observations du passé, selon laquelle l'urbanisation est susceptible de conduire au crime, l'incidence du crime de haine est directement liée à la taille des populations minoritaires et les personnes qui sont victimes d'abus, comme les enfants sont plus susceptibles de devenir criminel (Ryan-Leeson, 2011:257). Les résultats n'ont pas prouvé le rôle décisif des groupes extrémistes ou celui des facteurs économiques / démographiques à la commission des crimes de haine. Le nombre des groupes extrémistes n'a montré aucun ou très peu de corrélation avec le taux du crime de haine. Comme indices prospectives, les facteurs économiques ont montré une corrélation faible tandis que les indices démographiques n'étaient pas du tout applicables à cette fin (Ryan-Leeson, 2011:262). A la lumière des écrits susmentionnés de Medoff il est intéressant de voir l'effet prédictif faible des variables économiques et démographiques générales sur la criminalité. Cependant, il est évident que la recherche de Ryan et Medoff démontre les impacts de certains indices économiques même si l'urbanisation, le taux des minorités, le statut et la mobilité sociaux, causes typiquement identifiées des crimes motivés par le racisme, ne semblent pas être significatifs. Par ailleurs, le rôle des facteurs spécifiques (par exemple la religion, l'éducation et le comportement politique) ne peut être interprété qu'au niveau organisationnel ou dans un contexte social plus large.

La recherche visant les causes sous-jacentes de la violence en Europe occidentale et celles de la violence politique s'est également appuyée sur la théorie de décision rationnelle pour découvrir les facteurs économiques. Une analyse effectuée par Raul Caruso et Friedrich Schneider a comparé des données ³⁵ de 12 pays de la période de 1994-2007 (Caruso-Schneider, 2011). Les auteurs de l'analyse ont essayé de découvrir parallèlement les « facteurs créant des possibilités pour le terrorisme à long terme » et la brutalité de ces actes (Caruso-Schneider, 2011:37). Leur explication économique qui place le concept du coût³⁶ de l'opportunité au cœur de l'analyse commence par l'affirmation que le nombre et la brutalité des actes terroristes (fondée sur le nombre des personnes tuées ou blessées dans ces actes) est déterminé à l'aide d'une perspective négative et un déplacement aux perspectives de présent ou d'avenir pour le succès économique. Ainsi le « coût de l'opportunité » de participer dans un acte terroriste diminue lorsque le fossé entre le profit du terrorisme improductif et celui des activités productive devient plus étroite (Caruso-Schneider, 2011:48). Selon le « modèle de privation » économique du terrorisme, la pauvreté et l'inégalité des revenus rend les groupes dépourvus plus frustrés et la participation aux actes terroristes « rentable » à leurs yeux. Conformément à la « théorie de la modernisation appauvrissante », le développement économique représente un inconvénient pour certains groupes sociaux, plus précisément pour le « coût de l'opportunité » de la chute du terrorisme (Caruso-Schneider, 2011:38).

35 France, RU (l'Irlande du Nord y compris) Allemagne, Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Irlande, Suisse et Suède.

36 Le coût de l'opportunité est un coût spécial ; il est subi lorsque avec le choix d'une ligne d'affaires nous renonçons à d'autres opportunités également profitables.

Les auteurs de l'étude ont tenu compte des variables actuelles (chômage, inflation, productivité et ouverture de l'économie) et futures (taux d'investissement et taux de l'emploi des jeunes) qui influencent les opportunités économiques pour expliquer le nombre des actes terroristes et le nombre des blessés dans tels actes en tant que variables indépendantes, ainsi que des variables politiques associées au terrorisme sur la base de la littérature professionnelle (accorder la fragmentation, la durée et la cohérence de la politique et de la participation électorale).³⁷ Sur la base des résultats, l'étude des facteurs qui influencent le terrorisme a conduit à la consolidation des thèses de la privation et de la modernisation. Dans le cas de la thèse de privation, une corrélation négative forte a été trouvée entre les conditions économiques et le terrorisme. Plus précisément, 1 % de croissance du PIB a fait diminuer les actes terroristes de 1,64 % et le même taux de croissance de la productivité a provoqué la chute du taux du terrorisme de près de 5 %. Les effets négatifs de la modernisation sont marqués par une corrélation positive entre le terrorisme et les investissements (conformément aux prévisions de la future croissance économique potentielle) et le chômage des jeunes (comme la frustration en raison de l'avenir). 1 % de croissance des investissements notés au PIB est accompagnée de 3 % et 1 % de diminution du chômage des jeunes résulte 0,5 % de croissance des actes terroristes. Fait intéressant, la fragmentation des mandats parlementaires entre les partis, soit la fragmentation du système politique s'associe aussi de manière positive au nombre des actes terroristes (Caruso-Schneider, 2011:44). Les facteurs à la source de la croissance économique fournissent aussi une explication à la brutalité du terrorisme : selon les auteurs de l'étude, aux pays développés ayant un taux élevé de revenus les terroristes souhaitent également être plus efficaces et productifs. L'endurance des gouvernements montre également une corrélation positive avec la brutalité des actes terroristes. Les auteurs de l'étude maintiennent que dans le cas d'une gouvernance durable et stable la brutalité des terroristes peut également augmenter pour attirer plus d'attention et obtenir plus de soutien de la part de la population (Caruso-Schneider, 2011:48). Bref, les thèses économiques de l'étude ont mis en lumière l'impact de l'inégalité économique sur l'instabilité et la violence politiques.

Mesurage de la violence politique

Tandis que du point de vue de la recherche fondamentale et appliquée la mesure de l'acceptation de la violence politique est un sujet principal, relativement peu d'information est disponible sur le sujet. Il est essentiel de prendre en considération que la mesure du potentiel représente certains défis méthodologiques.

37 Les données étaient fournies par la base de données globale sur le terrorisme, Penn world tables, Indices clés du marché du travail (ILO-KILM) et les bases de données Polity IV et Série III de données politiques comparatives. Grâce aux similitudes entre les niveaux de scolarité des pays, la recherche n'a pas utilisé d'indices d'éducation et de niveau d'études qui peuvent être également liés au terrorisme.

Il faut noter que même s'il ne soit pas facile d'identifier les groupes susceptibles d'accepter la violence (par exemple vulnérable en face du recrutement mené par les organisations extrémistes), il y a des tendances générales qui sont reconnaissables indépendamment des méthodes appliquées. Plus loin nous présenterons les résultats pertinents d'une enquête basée sur un échantillon représentative des Hongrois (Konfliktusmonitor) et ceux du Sondage sur les valeurs européennes de 2008.

La base de données Konfliktusmonitor

Sur la base d'un échantillon de 1011 répondants à l'affirmation « La violence est acceptable si elle sert une cause noble » nous avons établi deux groupes. 178 répondants étaient d'accord avec l'affirmation (17,6 %) et 589 personnes l'ont refusée (58,29 %). Ce qui se sont placés au milieu de l'échelle de cinq ou n'ont pas répondu à la question étaient écartées de la comparaison. Au groupe qui était d'accord avec l'affirmation il y avait plus d'hommes et des personnes ayant une scolarité moins élevée qu'au groupe de ceux qui n'étaient pas d'accord bien qu'en termes d'âge il n'y avait pas de différence significative entre les deux groupes. La répartition des réponses a montré le plus fort lien avec l'affirmation suivante : « J'aimerais être plutôt une personnalité éminente qu'une personne heureuse ». Nous avons également étudié la relation entre l'acceptation de la violence et l'orientation vers la dominance sociale (ODS). Sur la base des résultats, le groupe acceptant la violence a atteint un résultat plus haut sur la sous-échelle de dominance sociale de l'échelle ODS, bien que la différence soit insignifiante tout au long de la préférence de l'égalité. Il y a moins de différences visibles en terme de satisfaction de la vie et l'évaluation du contexte familial. Tandis qu'on peut dire que le groupe acceptant la violence est plus satisfait de la vie ses membres considèrent la famille plus rigide, rejetant et punissant.

L'une des corrélations les plus intéressantes est observée dans le cas de l'échelle qui mesure les sentiments nationaux. En créant une échelle de 20 éléments nous avons trouvé que le groupe acceptant la violence a atteint un résultat quelque peu plus haut en termes de sentiments nationaux. Pour étudier en profondeur la corrélation nous avons soumis ces éléments à une analyse de facteur en les répartissant en deux groupes : en séparant les opinions positives de son groupe, des affirmations négatives liées au groupe non dominant. Tandis qu'en termes de sentiments positifs liés à son propre groupe il n'y ait pas de différence entre ceux qui acceptent et ceux qui refusent la violence, la perception négative d'un groupe non dominant caractérise plus ceux qui acceptent la violence. Le groupe acceptant la violence se distingue aussi des autres répondants de l'échantillon sur le plan des comportements complexes tels que l'évaluation des événements historiques. L'exemple classique et parlant est le comportement du groupe à l'égard du Parti des Croix fléchées.

En examinant les caractéristiques sociodémographiques de groupe la plus importante conclusion est que via l'application d'un seul élément sans formulation particulièrement forte, il est possible d'identifier avec succès un sous-échantillon ayant des opinions légèrement différentes.

En estimant que le groupe acceptant la violence peut être caractérisé par une orientation de dominance sociale plus importante, une évaluation plus négative d'un groupe non dominant, un sentiment de mission plus fort, moins acceptant le contexte familial et par rapport à l'ensemble de l'échantillon, une interprétation unique de l'histoire, on peut constater que ces connexions connues surtout de la recherche qualitative peuvent être également démontrées statistiquement. Ensuite, un résultat intermédiaire intéressant est le fait que la satisfaction de la vie au sein de le sous-échantillon susmentionné est plus forte, ce qui peut faire référence à une mesure de la justification du système à la lumière de la dominance sociale plus importante et le dénigrement du groupe non dominant. Cependant l'interprétation des résultats cités est limitée par deux facteurs importants. Le premier problème clairement apparent réside aux divergences légères trouvées aux statistiques descriptives. La publication est cependant justifiée par le fait que ces relations montrent un schéma logiquement et substantivement consistant. L'autre élément spécial est l'interprétation des résultats qui serait beaucoup plus facile si les préférences de partis et l'orientation politique des répondants étaient connues. Cependant ce genre de données n'est pas disponible.

Étude relative aux valeurs européennes

L'analyse présentée plus loin est fondé sur l'affirmation suivante de l'Etude des valeurs européennes (EVS) de 2008 : « Le terrorisme peut être justifié dans certaines conditions / doit être toujours condamné / aucun ». Nous avons comparé des groupes qui ont choisi la première ou la seconde option de réponse dans l'ensemble de l'échantillon, et ensuite dans quelques sous-échantillons aussi afin d'identifier les différences potentielles entre des pays spécifiques. Lors de l'examen des contextes sociodémographiques et en s'appuyant sur les données agrégées des pays participants à l'enquête, il a été démontré qu'il y a plus d'hommes et de jeunes gens parmi ceux qui acceptent la violence avec certaines conditions que parmi ceux qui refusent la violence. Le groupe qui accepte la violence considère que le travail, la famille et la religion sont moins pertinents et trouve que les loisirs et la politique sont plus importants. En conséquence, ce groupe s'intéresse plus à la politique et est plus susceptible de parler des sujets politiques. Tout comme dans le cas des activités politiques, les membres du groupe éprouvent un intérêt très fort pour toutes les formes de l'activité politique (ils ont déjà assisté ou aimeraient assister aux activités politiques énumérées). La plus importante différence est qu'ils sont moins susceptibles de s'opposer aux grèves ou à l'occupation d'un bâtiment / usine que le reste de l'échantillon. Les sous-échantillons montrent également une différence pour ce qui est des divers systèmes politiques. Ceux qui sont plus prêts à accepter le terrorisme s'opposent moins à un chef fort, à la dominance d'un gouvernement technocrate ou de l'armée.³⁸ A la lumière de ce qui précède il n'est pas surprenant qu'ils font moins confiance aux institutions démocratiques aussi. nous avons comparé la répartition des réponses au terrorisme avec les opinions sur les immigrants (5 éléments au total), le mariage, la religion, l'orientation sexuelle et l'avortement (20 éléments au total).

38 La plus grande divergence était observée dans le cas de l'armée. La « démocratie » était la quatrième alternative au questionnaire.

Les données démontrent que le groupe plus susceptible d'accepter la violence dans certaines conditions, considère les immigrants moins menaçant, est plus tolérant à leur égard et selon l'autre série de questions, il est généralement plus tolérant. Ce résultat intermédiaire a justifié la comparaison des deux groupes à travers d'autres variables, il est considéré comme le reflet des valeurs sociales traditionnelles (par exemple la cohabitation, comportements à l'égard de la paternité, le droit des couples homosexuels d'adopter des enfants). Les études supplémentaires ont également démontré que généralement le groupe qui accepte la violence est plus tolérant et moins axé sur les traditions.

Similaire aux observations proposées de la base de données Konfliktusmonitor il est évident encore une fois que la recherche à travers un seul élément il est déjà assez de faire certains analyses de base, bien que les divergences observées aux statistiques descriptives ne sont pas spectaculaires ici non plus. Le profil de ceux qui sont plus susceptibles d'accepter le terrorisme montre les grandes lignes d'un groupe qui est plus ouvert aux sujets politiques et même aux actions spécifiques et cependant plus critique à l'égard du système démocratique actuellement en place.

Cependant la fiabilité de ces résultats peut être mise en question à plusieurs égards, notamment on ne pourrait pas dire que les différences entre les deux groupes seraient significatives. Il serait dès lors imaginable que les différences observées soient dues au fait que ceux qui sont plus susceptibles d'accepter la violence soient moins susceptibles de suivre les normes sociales, soit ils s'identifient moins avec les exigences sociales.

Nous présenterons plus loin les différences entre les pays spécifiques à travers les variables indiquées ci-après. Lors de notre analyse nous nous sommes concentrés sur la question de savoir si les différences entre les pays spécifiques peuvent être démontrées à l'aide des facteurs liés à l'acceptation de la violence. Si l'objectif est l'élaboration d'un outil de mesure applicable au niveau international c'est un sujet extrêmement important. Le taux des répondants qui disaient que le terrorisme était acceptable sous certaines conditions était le plus haut en Finlande, en Grèce et en Roumanie. En examinant les comportements à l'égard des immigrants, la confiance aux institutions, la « légitimité » totale du divorce, l'homosexualité et l'avortement, nous avons trouvés les résultats suivants. Dans le cas de la Finlande il n'y avait pas de différences significatives concernant les immigrants, contrairement aux sujets de la confiance aux institutions et la « légitimité » du phénomène susmentionné. Par ailleurs, un taux plus élevé peut être démontré dans le cas du discours politique aussi. En Grèce, les deux groupes, ceux qui acceptent et ceux qui refusent la violence montrent des différences tant pour le sujet des immigrants que la confiance aux institutions et la légitimité. La Roumanie marque une exception ; il n'y a pas de différence entre les deux groupes concernant la perception des immigrants, le degré de confiance aux institutions, ou le discours politique et en fait parmi les trois pays la Roumanie est le seul où le pouvoir de l'armée est refusé par nettement moins de personnes acceptant d'ailleurs la violence que dans l'autre sous-échantillon.

En raison de la nature politique du phénomène examiné il est utile de comparer ces groupes sur la base de leurs orientations politiques et leurs préférences de partis.

La base de données EVS dispose les variables suivantes sur ce sujet : orientation politique (gauche-droite, autodéfinition sur une échelle de 10), préférence de partis et préférence de partis convertie à l'échelle d'autodéfinition gauche-droite. Pour ce qui est du penchant idéologique deux sujets peuvent être envisagés : sa direction (droite ou gauche) et son intensité. En présumant que le soutien des extrémistes de gauche et de droite va de pair avec l'acceptation de la violence politique, il est raisonnable d'appliquer une échelle d'intensité ce qui signifie dans la pratique l'enregistrement de l'autodéfinition originale des répondants, où les positions radicales et modérées se trouvent au même endroit indépendamment du fait que leurs orientations soient de gauche ou de droite. plus loin nous présenterons les différences démontrées à l'aide de l'échelle traditionnelle de gauche-droite et de préférence de partis ainsi qu'à l'aide de l'échelle d'intensité citée plus haut.

On peut observer dans les quatre pays un mouvement vers la gauche du groupe qui accepte la violence et la seule différence consiste à l'importance du déplacement par rapport à l'ensemble de l'échantillon. Il faut également noter que même si les personnes du sous-échantillon se placent typiquement dans des positions idéologiques plus engagées (plus loin du centre) elles ne se placent pas forcément dans des positions extrémistes. En connexion avec les résultats énumérés l'une des observations principales est que si l'on voit clairement les causes de l'acceptation de la violence politique il faut prendre en considération les différences entre les pays spécifiques. En d'autres termes, l'activité politique au pays donné et son lien avec la démocratie ne peuvent pas être ignorés lors de l'analyse et l'interprétation des résultats. Les résultats relatifs au radicalisme politique doivent être traités avec prudence, car comme il a été démontré aux analyses précédentes, le sous-échantillon en générale plus susceptible d'accepter la violence peut être caractérisée par des comportements plus tolérants (vraisemblablement ne sont pas indépendants de l'orientation).

Problèmes de mesure

Les données et les résultats du rapport ont démontré des déficiences sérieuses sur le point de l'identification ciblée des individus qui sont susceptibles de soutenir / commettre une violence politique et celui de la mesure de l'acceptation de la violence. Cependant, à la lumière de celui précède, il est possible de faire quelques observations majeures concernant les méthodes appliquées.

La première question de savoir si cela vaut la peine d'appeler l'objet de la mesure par son nom. Il est peut être raisonnable de voir les avantages et les inconvénients d'une formulation directe. A la base de données EVS l'élément présenté pose la question du cas plutôt extrême de la violence politique. En raison de l'effet de distorsion prétendu d'adhérer aux normes sociales cela peut contribuer à une situation où moins de répondants donnent une réponse affirmative.³⁹

39 Dans le cas d'un sondage visant spécifiquement l'acceptation de la violence, le contrôle de la désirabilité sociale appliquée d'une certaine manière peut s'avérer nécessaire. La littérature professionnelle propose plusieurs outils appropriés à la tâche, tels que l'échelle de mensonge appliquée par l'échelle de besoin de fermeture (Need for Closure scale) de Kruglanski (1993) permettant le filtrage des individus qui essaient de se conformer aux normes dans une situation extrême.

Cependant, il peut s'avérer utile si l'on met au même groupe ceux qui ne sont pas « pétrifiés » par ce genre de formulation, et pour y arriver nous aurons vraisemblablement un sous-échantillon comprenant plus de caractères. A leur tour, les futures analyses sont considérablement facilitées. Utiliser une question largement ouverte mène à une situation où dans certains cas, tellement peu de gens entrent dans un sous-échantillon qu'il n'est pas possible de tirer des conclusions appuyées par un test approprié. Dans une précédente base de données de Sondage sur les valeurs mondiales (WVS) figure une affirmation plus générale : « Le recours à la violence pour des fins politiques n'est jamais justifiable ». A condition que nous acceptons la comparaison de ces deux bases de données élaborées à différents moments, il est évident que cette formulation a suscité moins de résistance de la part des participants, cette fois-ci plus de monde a trouvé la violence acceptable (dans ce cas en répondant par « je suis d'accord / Je ne suis pas d'accord »).

Le questionnaire de Konfliktusmonitor recourt aussi à une formulation différente lorsqu'au lieu des fins politiques la question utilise l'expression de la « cause noble ». Une différence importante peut être également observée entre les options offertes aux répondants. Dans le cas de l'EVS les participants peuvent normalement choisir entre des réponses aux questions, ce qui soulève le problème de la formulation susceptible d'inciter les répondants à donner des réponses correspondant davantage aux standards acceptés. Les bases de données WVS et Konfliktusmonitor étaient déjà exploitées à différents niveaux en accord avec l'énoncé, bien qu'il existe encore une fois des différences importantes : dans le cas de l'ancienne la formulation est inversée et il n'y a pas de score médian (une échelle à 4 et 5 points). Dans la définition des groupes vulnérables le rôle des facteurs qui indiquent une corrélation ne peut être ignoré en aucun cas. Cela peut affiner la prévision de la volonté d'un individu d'accepter la violence. A commencer par le plus simple, les variables sociodémographiques jouent un rôle important dans ce contexte. Le rôle des attitudes différentes ne peut être ignoré non plus (par exemple l'intérêt à la politique et l'orientation politique). Cependant, il est également très important de mentionner les aspects ethniques de la mesure. Lors de l'interprétation des résultats il ne faut jamais oublier que la classification se base sur les réponses données à une seule question et que ce fait ne justifie pas automatiquement la classification de certains répondants parmi les personnes disposées à accepter la violence. Un tel sondage porte un risque important de la stigmatisation.

Par ailleurs, les traits de la personnalité, examinés dans le cadre de la recherche quantitative, ne jouent pas de grand rôle aux bases de données citées plus haut. C'est pourquoi, il est difficile de tirer une conclusion si ces traits sont liés ou non à l'acceptation de la violence politique. Cependant, l'interprétation fiable des résultats exige absolument une évaluation de comportement liée à la violence « en générale » ce qui pourrait servir à son tour d'une sorte de « repère » pour l'étude de la violence politique. Il est facile d'admettre que les individus présentant plus d'agressivité sont plus susceptibles de donner une réponse affirmative à une question liée à la violence politique. Au-delà du fait que relativement peu de gens appartiennent au groupe de ceux qui sont susceptibles d'accepter la violence, il ne faut pas ignorer que ce groupe n'est pas homogène non plus.

La différence majeure consiste au contexte social : tout comme il est devenu évident lors la présentation des résultats, le phénomène peut avoir un contexte comportemental différent dans chaque pays. Les caractéristiques nationales ou régionales, tels que le degré de l'activité politique ou les différences culturelles exprimées aux normes généralement reconnues, font une différence nette.

Conclusions

Il paraît que les données provenant des analyses empiriques renforcent les modèles explicatifs et les résultats des recherches précédents relatifs aux crimes de haine. En ligne avec les modèles psychologiques, sociologiques et économiques les groupes de ceux qui sont plus prêts à la violence comprennent surtout de jeunes gens, des personnes ayant un handicap économique ou social et surtout des hommes. Les facteurs qui conduisent au développement d'une personnalité autoritaire entrent également en jeu tant au niveau individuel qu'au niveau du groupe (par exemple un contexte familial rigide, la dominance sociale et l'hostilité à l'égard des groupes non dominants). Soutenir les chefs forts et l'armée, le manque de confiance aux institutions démocratiques, l'emphase sur les sentiments nationaux et un degré plus élevé de l'activité politique font tous partie du contexte de la logique et la mobilisation politique. L'interprétation alternative des événements historiques peut être identifiée comme un composant de la mentalité « historique-culturelle ». En même temps certains éléments ne peuvent pas être associés logiquement à l'acceptation plus élevée de la violence dans certains groupes. Par exemple, l'évaluation du travail, de la famille ou du loisir, et en fait un comportement plus tolérant à l'égard des immigrants, qui sort des résultats défie les attentes.

A la lumière de ce qui précède l'une des conclusions centrales des analyses empiriques est la suivante : l'acceptation de la violence politique, le mesurage des comportements liés et l'identification basée sur ces résultats ne signifient pas que quelqu'un commettrait vraiment ce genre d'actes. C'est pourquoi la définition des groupes vulnérables et le dépi-stage des facteurs prédictifs est possible uniquement en tenant compte du contexte social complémentaire.

La mesure au niveau de groupe suppose à la base que les traits individuels, les conditions et les comportements de micro-niveau jouent un rôle dans le cadre des familles, de divers groupes et institutions de micro- et mezzo-niveau même si au macro-niveau la relation hiérarchique ou éventuellement égale du groupe donné avec d'autres groupes et la place qu'il occupe dans la structure sociale et sur le marché, etc. reste à définir. Les groupes et les institutions offrent à l'individu un environnement direct ce qui peut à travers les normes et exemples de comportement tolérants ou racistes déterminer fondamentalement l'expression des attitudes personnelles, leur concrétisation en terme d'action ou l'absence de groupes de pair, par exemple l'intégration peut contribuer au développement du comportement déviant. L'analyse des pages spécifiques sur Facebook permet l'identification ciblée des groupes et individus marginalisés et difficiles à mesurer, afin de chercher des sujets politiquement motivés et particulièrement sensibles au crime de haine. Réciproquement, la meilleure compréhension du contexte social, de la nature de ces groupes permet de faire une analyse plus exhaustive des résultats.

L'ajour du groupe représente un éloignement des explications traditionnelles suggérées par les données criminologiques pour les couches sociales désorganisées à un niveau inférieur de la socialisation, les individus émotionnellement motivés dans un état de privation et au-delà du contrôle social (individuellement ou en tant que membre d'un groupe sont prédisposés à commettre un crime de haine. Dans le cadre des résultats la recherche en profitant du contexte communautaire et institutionnel peut même arriver aux conclusions qu'ils défont les attentes (par exemple l'interprétation des statistiques de l'état sur le haut niveau de l'éducation) et en fait du point de vue criminologique elle associe les facteurs anti-spécifiques (haute position, revenus élevés et pas de passé criminel) avec les actes criminels ce qui effectue un pouvoir prédictif uniquement à travers la médiation collective.

Recherche par entrevue personnelle

Hongrie

Sur le sondage en Hongrie

La recherche a été menée en juin 2014, par Ipsos Zrt., sous forme des entrevues personnelles avec les répondants à leurs domiciles. L'échantillon composée de 1.000 personnes représente la population adulte (personnes âgées de 18 ans et plus) de la Hongrie en y incluant le genre, l'âge, la scolarité et le type de domicile. Bien que l'étude comprenne 3,1 % d'erreur statistique et au cas où les questions ne concernaient qu'un groupe spécifique des répondants au lieu de l'ensemble de l'échantillon, la marge d'erreur est plus élevée.

Une série de questions plus exhaustive a été appliquée dans le cadre de la recherche hongroise CAPI qui a permis une analyse plus approfondi de l'acceptation de la violence politique. Nous verrons plus loin le niveau de la tolérance de la violence en générale et nous examinerons de plus près que selon les gens le recours à la violence dans quelles situations, avec quelle étendue et contre quels groupes sociaux peut être justifié. Ensuite nous présenterons les facteurs qui expliquent l'acceptation de la violence politique. Nous dresserons le bilan des différentes variables sociodémographiques, des intérêts et des activités politiques, et des perceptions générales de la démocratie et des préférences de partis. Ensuite, nous observerons les différents traits de la personnalité. Nous analyserons les effets des types spécifiques de préjugés tels que les sentiments anti-Roms, l'antisémitisme, l'homophobie et la xénophobie. Par ailleurs, nous présenterons l'examen proche de la corrélation entre l'autoritarisme de droite, l'orientation de la dominance sociale et l'acceptation de la violence politique, qui sont des catégories largement utilisées dans la littérature professionnelle.

Violence politique - perceptions générales

Nous avons mesuré les perceptions générales de la violence politique par quatre questions. Dans chaque cas nous avons proposé deux affirmations et les répondants ont été demandé de choisir celle qui est plus proche de leur opinion. Les affirmations étaient les suivantes :⁴⁰

- Démocratie et violence politique.

Proposition 1 : « Indépendamment de l'objectif; l'utilisation de la violence est inacceptable dans une démocratie. »

Proposition 2 : « Pour atteindre des objectifs importants en cas de besoin le recours à la violence est acceptable. »

- La fin justifie les moyens.

Proposition 1 : « Le recours à la violence n'est justifié par aucun objectif. »

Proposition 2 : « Lorsqu'il s'agit des objectifs que vous considérez importants le recours à la violence est également possible. »

- Soutien du terrorisme comme une forme extrême de la violence politique.

Proposition 1 : « Le terrorisme doit être condamné dans tous les cas indépendamment de sa justification. »

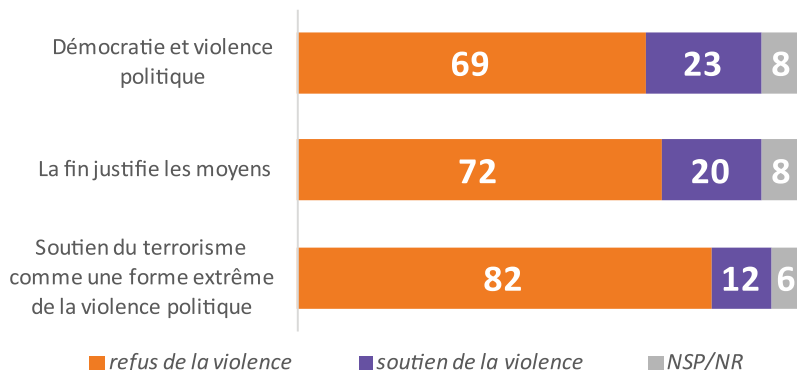
Proposition 2 : « Dans certaines conditions le terrorisme est le seul moyen pour exprimer l'opinion politique. »

23 % des répondants pense que pour atteindre des objectifs important il est acceptable de recourir à la violence même dans une démocratie. 20 % dit que la violence peut être utilisée pour des objectifs qu'ils considèrent importants. La tolérance était la moins importante à l'égard du terrorisme : 12 % des répondants pense que dans certaines circonstances le terrorisme est acceptable.

40 Au questionnaire l'ordre des questions n'était pas le même afin d'éviter les réponses automatiques.

Tolérance à l'égard de la violence politique

(%, n = 1000)



Pour ce qui est des trois questions, il a été démontré que les hommes sont plus susceptibles de soutenir la violence. Du point de vue de l'âge, seulement les comportements liés au terrorisme montrent une différence : les jeunes gens, peut-être plus enclins au radicalisme le considèrent un peu plus acceptable. Le niveau de la scolarité est important uniquement dans le cas où il s'agit de la relation entre la démocratie et la violence politique : ceux qui ont une scolarité moins élevée sont beaucoup plus susceptibles de trouver que les deux sont compatibles. Et on peut dire la même chose des habitants des villes qui ont aussi une perception plus favorable au terrorisme. Les différences régionales ont donné aussi des résultats intéressants : par rapport à l'ensemble de l'échantillon, parmi les répondants qui habitent la Plaine du Nord plus de personnes pensent que dans une démocratie il est possible de recourir à la violence aussi pour atteindre un objectif important. Cependant, lorsqu'il s'agit du terrorisme, les gens vivant dans la région centrale de la Hongrie expriment des opinions plus tolérantes. Tandis que 30 % de l'échantillon vit dans cette région de la Hongrie, 46 % entre eux se trouve dans le groupe qui soutient le terrorisme. Il faut noter que ce n'est pas dû au fait que les habitants constituant la majorité de ceux qui vivent dans la région soient moins susceptibles d'accepter le terrorisme. Compte tenu de toutes les variables libres, les sympathisants de Jobbik sont clairement les plus susceptibles de soutenir la violence. Tandis que 18 % de ceux qui sont des votants de Jobbik selon la préférence de partis, au sein de l'échantillon le taux de ces votants disant que la violence est compatible avec la démocratie atteint 28 %, le taux de ceux qui disent que la violence est justifiée pour atteindre certains buts est de 25 % et le taux de ceux qui acceptent le terrorisme de 30 %. Les votants de Fidesz, dont l'évaluation est moyenne parmi leurs rangs, le terrorisme mis à part, sont nettement contre le recours à la violence dans les deux autres cas. Les votants ayant d'autres préférences de partis pensent que le terrorisme est inacceptable pour quelque raison que ce soit.

Acceptation de la violence politique selon les préférences de partis (pourcentage)

	Sym- pathisants de Fidesz (n = 362)	Sym- pathisants de Jobbik (n = 123)	Sym- pathisants d'autres partis (n = 202)	Toute l'échan- tillon (n= 1000)
Indépendamment de l'objectif; l'utili- sation de la violence est inaccept- able dans une démocratie	73	50	68	69
Pour atteindre des objectifs impor- tants en cas de besoin le recours à la violence est acceptable	22	39	23	23
données manquantes (ne sait pas, n'a pas répondu)	5	11	9	8
Total	100	100	100	100
Le recours à la violence n'est justifié par aucun objectif.	77	57	67	72
Lorsqu'il s'agit des objectifs que vous considérez importants le recours à la violence est également possible	19	32	24	20
données manquantes (ne sait pas, n'a pas répondu)	4	11	9	8
Total	100	100	100	100
Le terrorisme doit être condamné dans tous les cas indépendamment de sa justification	84	72	87	82
Dans certaines conditions le terroris- me est le seul moyen pour exprimer l'opinion politique	13	22	8	12
données manquantes (ne sait pas, n'a pas répondu)	3	6	5	6
Total	100	100	100	100

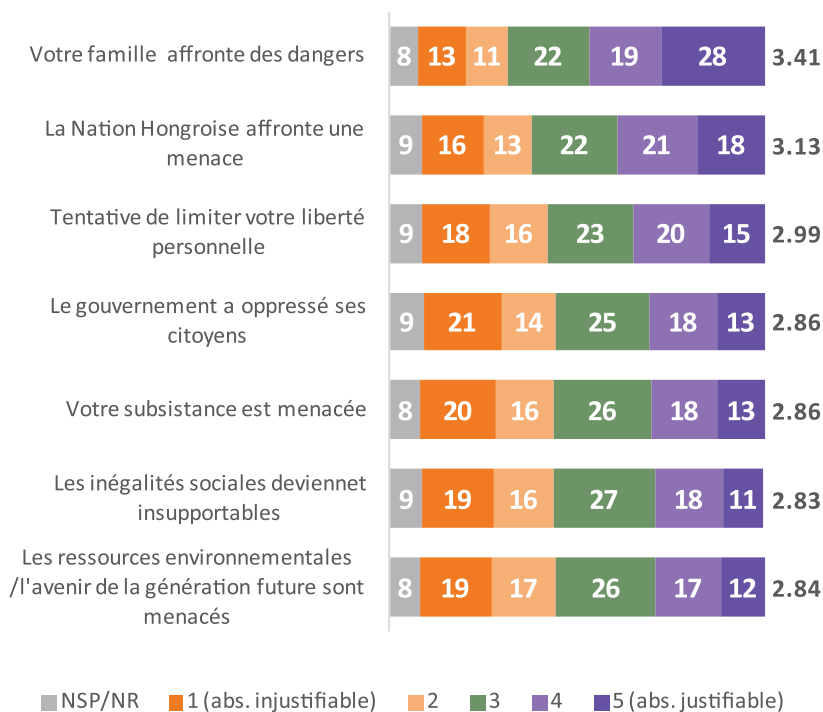
Fins « justifiables »

Nous avons demandé les répondants dans quelle mesure ils pensent que la violence soit acceptable pour atteindre des objectifs spécifiques. Sur la liste des situations potentielles lorsque la famille de quelqu'un est menacée : dans ce cas près de la moitié des répondants (47 %) dit que la violence est justifiée et seulement 24 % refuse l'option catégoriquement. Quand il s'agit de l'autre objectif lié à la vie personnelle et lorsque la subsistance du répondant est menacée les taux de ceux qui sont contre la violence sont respectivement de 31 % et de 36 %. Dans le cas des objectifs politiques plus abstraits, le taux du soutien de la violence commise pour protéger la nation et la liberté personnelle est extrêmement haut.

Dans le premier cas 39 % soutient la violence et 29 % s'y oppose, tandis que dans l'autre cas ces taux atteignent respectivement 35 % et 34 %. Le recours à la violence est le moins soutenu lorsqu'il s'agit de l'inégalité qui a atteint un niveau inacceptable dans la société et des ressources naturelles menacées, bien qu'il faille noter que le taux de ceux qui la soutiennent atteint ici aussi 29 %.

La justification de la violence dans des situations diverses

(% et la moyenne sur une échelle de 1-5, n = 1 000)



Bref, de nombreuses personnes pensent qu'il existe des situations où la violence est justifiée. Un tiers de l'échantillon (32 %) pense que la violence est inacceptable dans toutes les situations suivantes et 12 % soutiendrait la violence en un seul cas. Naturellement, même si accepter la violence n'est pas le faire, on peut présumer que ceux qui soutiennent la violence dans certaines situations sont plus susceptibles de commettre de la violence, et en cas de violence sont plus susceptibles de trouver des excuses morales pour eux-mêmes et pour les autres.

La position prise dans les situations suivantes dépend moins du contexte sociodémographique des répondants.⁴¹ Dans chaque cas la conclusion est que les hommes ont plus tendance à justifier la violence que les femmes. A l'exception de la nation hongroise et l'environnement, cela vaut également pour les plus jeunes. Ceux qui vivent dans des villes plus grandes partagent les mêmes opinions excepté les cas où leur subsistance est en danger et les citoyens sont réprimés.⁴² En générale,⁴³ les hommes, les jeunes, ceux moins à l'aise financièrement⁴⁴ et ceux qui vivent dans des zones où la densité de la population est plus élevée sont plus susceptibles de penser que la violence soit justifiable pour atteindre certains buts.

41 Nous avons étudié les corrélations à travers l'agression linéaire, incluant le genre, l'âge, l'éducation, la situation financière et le lieu de résidence des répondants. Tandis que les modèles sont pertinents dans chaque cas, le percentile expliqué par des variables indépendantes n'atteint nulle part 5 %.

42 Dans les cas énumérés l'âge et le type du lieu de résidence n'avaient pas d'impact significatif.

43 L'indice composite fondé sur ces variables est créé surtout à l'aide de l'analyse des composants principaux. L'indice obtenu comme résultat des totaux pondérés dérivés des variables lors de l'analyse des composants principaux comprend le plus d'information possible sans mentionner que la perte d'information est quantifiable. La méthode a également l'avantage qu'à l'aide de l'appartenance liée aux variables il est possible d'examiner le taux des variables diffusées est conservé par le composant principal, par exemple, si le variable spécifique appartient à la dimension mesurée. Nous avons appliqué la règle empirique largement acceptée : les appartenances doivent atteindre au moins 0,25 et le contenu d'information conservé au moins 33 %. Dans notre cas l'appartenance minimale était de 0,618 et le contenu d'information conservé a atteint 72,9 %. Ensuite, à l'aide des pondérations établies à l'aide des composants principaux nous avons créé un indice dont la taille était équivalente à celle des variables mesurées sur l'échelle originale de 5 grades de Likert.

44 La situation financière des répondants était mesurée à l'aide d'un indice fondé sur les biens durables du ménage (par exemple: ordinateur personnel / portable, voiture et caméra numérique). Il était fait nécessairement avec un indice élevé de réponses refusées concernant les variables qui mesurent les revenus tout comme dans le cas des problèmes liés à la pertinence et la validité de ces variables. nous avons créé l'indice à l'aide du modèle Z-Score, au lieu d'ajouter simplement le nombre des biens durables possédés, nous l'avons pondéré par le nombre de ces biens durables. De ce fait, les biens de consommation ordinaires pesaient moins et ceux qui étaient plus petits et rares pesaient plus à l'indice financier.

Groupes hostiles

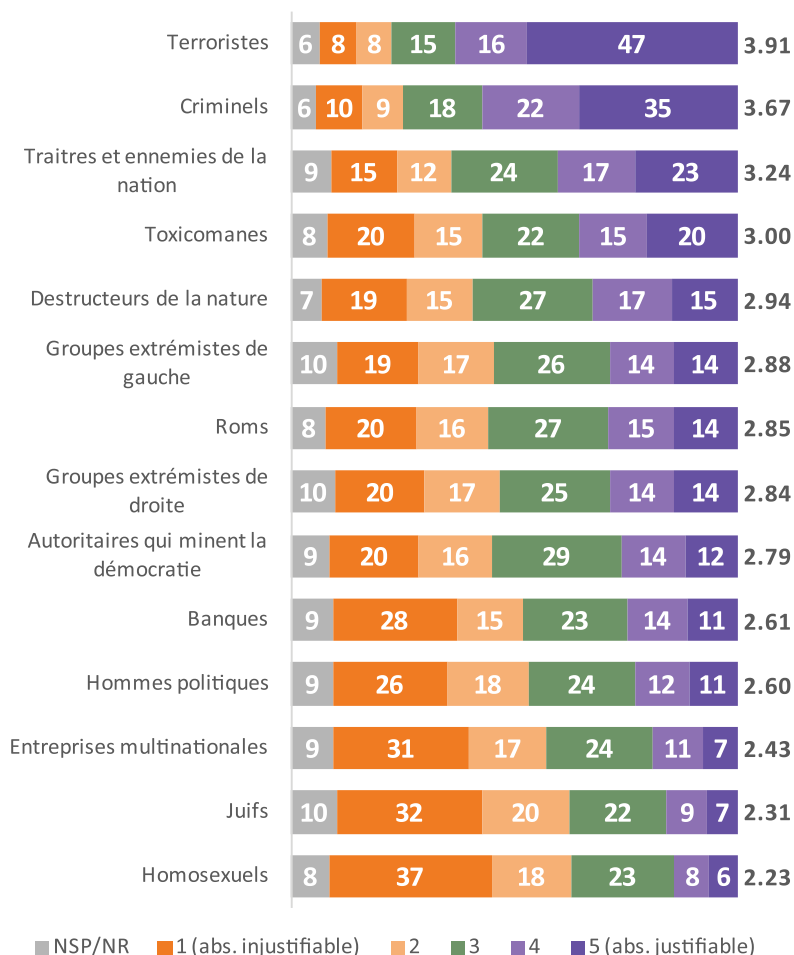
Nous avons également vérifié contre quels groupes sociaux était acceptable la violence selon les répondants. Les opinions sur ce sujet sont nettement plus diversifiées que celles constatées dans les autres cas. Un pourcentage exceptionnellement élevé des personnes pense que le recours à la violence est justifiable contre les terroristes (63 %) et les criminels (47 %). Plus loin nous avons constaté que le soutien de la violence était exceptionnellement fort lorsque la nation hongroise était en danger. En effet, 40 % des répondants soutiendraient la violence contre les terroristes et les ennemis de la nation. Le même nombre des répondants pense que la violence est justifiée contre les groupes extrémistes de gauche et de droite (28 %).

Le comportement fort anti-Roms de la société hongroise est illustré par le taux de 29 % des répondants qui acceptent la violence contre ce groupe. Les répondants avaient plus tendance à justifier la violence contre les toxicomanes que contre les homosexuels (respectivement 35 % et 14 %). À la lumière de l'autre recherche qui suggère un degré élevé de l'homophobie en Hongrie, les autres chiffres sont intrigants et peuvent suggérer que même si les répondants condamnent l'homosexualité ils considèrent que le recours à la violence n'est pas approprié dans ce cas. Nous avons constaté des comportements similaires à l'égard des chefs autoritaires qui menacent la démocratie (26 %), des banques (25 %) et des hommes politiques (23 %), tout comme contre les entreprises multinationales (18 %) et les Juifs (16 %).⁴⁵

⁴⁵ Ensuite, dans le cadre d'un examen de la corrélation entre les variables nous avons constaté que cela n'était pas une coïncidence.

La justification de la violence contre certains groupes

(% et la moyenne sur une échelle de 1-5, n = 1000)

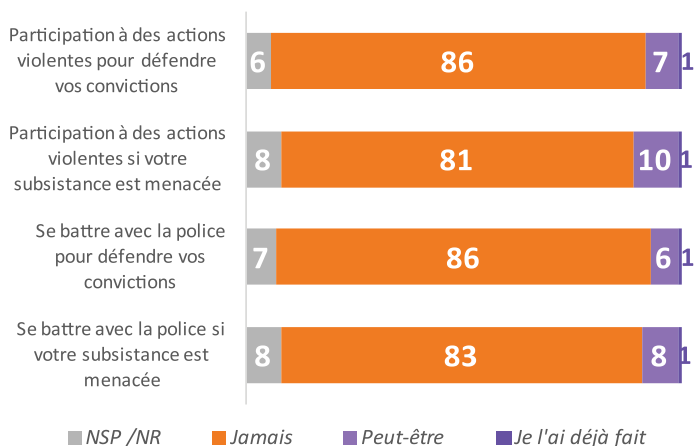


Essentiellement, le soutien de la violence potentielle contre divers groupes ne dépend pas des caractéristiques sociodémographiques des répondants : dans la plupart des cas, aucune de ces variables appliquées ne correspond aux comportements des répondants.^{46 47}

Action violente

Dans le bloc de questions sur l'activité politique qui sera examiné plus en détail ci-dessous, certaines questions étaient liées à des actions particulièrement violentes, ainsi elles sont intégrées ici. Il est commun de tous que seulement un nombre négligeable des répondants (1 %) a commis ce genre d'actes et la grande majorité, quatre cinquièmes dans chacun des cas, considère ne jamais commettre de tels actes.

Action civile politique violente de la part des répondants (pourcentage, n = 1 000)



46 Les comportements à l'égard des homosexuels dépendent le plus de l'arrière-plan sociodémographique des répondants ; ici le taux expliqué par le modèle n'a atteint cependant que 4%. Ces comportements étaient acceptés plus par des hommes, ayant une situation financière précaire et habitants de petits villages.

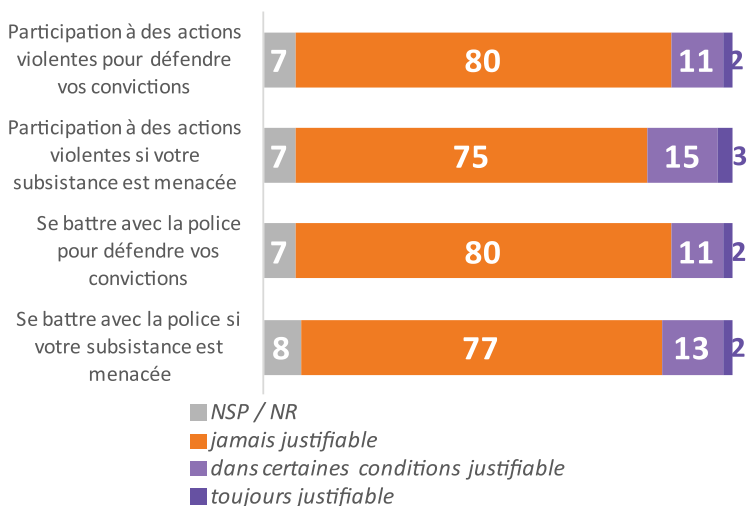
47 Pour faciliter les analyses futures nous avons établi un indice composite pour mesurer le degré auquel les répondants trouvent acceptable la violence contre des groupes spécifiques. Ici aussi, nous avons appliqué premièrement l'analyse des composants principaux. Nous n'avons pas traité les questions liées aux criminels, terroristes et homosexuels car même si leur appartenance a dépassé 0,25, le fait qu'elle restait constamment inférieur aux autres variables (respectivement 0,461, 0,344 et 0,44) laissait clairement penser qu'elle ne fait pas partie de la dimension en question. Dans le cas du composant principal créé à l'aide des variables restantes la plus basse appartenance a atteint 0,513 et le taux des informations conservées était de 64 %. Ensuite à l'aide des pondérations établies grâce aux composants principaux nous avons créé un indice dont la taille était équivalente à celle des variables mesurées à l'origine sur l'échelle de 5 de Likert.

On constate que tous les ⁴⁸ hommes sont plus susceptibles d'accepter les actions violentes. Nous avons également étudié les comportements de ceux qui pensent que le recours à la violence pour certains objectifs ou contre certains groupes est justifiables. Tandis que chaque variable avait en soi un impact sur le comportement étudié, la première variable comprend la force explicative de la seconde variable.⁴⁹

Nous avons demandé aussi les répondants dans quelle mesure ils acceptent ces comportements de la part des autres. Les répondants avaient tendance à l'accepter plus facilement lorsque la majorité était concernée. C'est particulièrement vrai quand quelqu'un tourne vers la violence lorsque sa subsistance est en jeu. 3 % des répondants trouvent qu'elle est acceptable dans tous les cas et selon 15 % dans certaines conditions.

Tolérance des actions politiques civiles violentes

(pourcentage, n = 1 000)



48 Pour mesurer l'activité politique civile violente nous avons établi un indice mixte. La valeur alpha de Cronbach était de 0,878. Par la mise en place de la mesure nous avons pondéré différemment les réponses données à la question suivante : « seriez-vous prêt à participer à une action violente ou avez-vous déjà y participé? » Les activités soutenues par moins de répondants avaient plus d'importance. En raison de la fréquence importante elle est peu pertinente ici, bien que nous avons appliqué plus tard la même méthode pour poser des questions concernant l'activité politique générale.

49 Nous avons étudié la corrélation des variables à l'aide de l'analyse de régression linéaire. Nous avons ajouté au modèle les variables suivantes : le genre, l'âge, l'éducation, situation financière et le type de résidence des répondants, l'acceptation de l'utilisation de la violence dans certaines conditions et contre des groupes spécifiques. Le percentile expliqué par le modèle est de 6,9%.

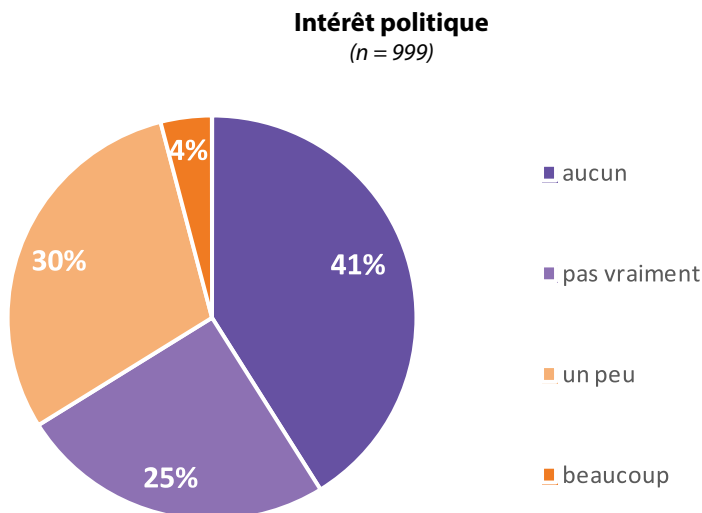
Globalement⁵⁰ l'acceptation des actions violentes est plus commune parmi ceux qui pensent que les actions violentes sont justifiables pour certains objectifs et contre certains groupes, et les deux variables ont des impacts spécifiques.⁵¹

Sur ce point de notre étude nous nous sommes intéressés à l'analyse des variables contextuelles qui pourraient selon nous avoir un impact sur l'acceptation de la violence politique et ce qui pourrait nous aider à dessiner le profil des personnes qui sont fort susceptibles de soutenir la violence.

Attitudes politiques

Intérêts politiques, activité politique civile

Presqu'un tiers des répondants s'intéressaient à la politique : 27 pourcent était un peu intéressé et 4 pourcent était très intéressé.



50 Pour mesurer l'activité politique civile violente nous avons établi un indice mixte. La valeur alpha de Cronbach était de 0,921. Par la mise en place de la mesure nous avons attribué une importance différente aux réponses données à la question suivante : « seriez-vous prêt à participer à une action violente ou avez-vous déjà y participé? » Les activités soutenues par moins de répondants avaient plus d'importance.

51 Nous avons étudié la corrélation des variables à l'aide de l'analyse de régression linéaire. Nous avons ajouté au modèle les variables suivantes : le genre, l'âge, l'éducation, situation financière et le lieu de résidence des répondants, l'acceptation de l'utilisation de la violence dans certaines conditions et contre des groupes spécifiques. Le percentile expliqué par le modèle est de 7,7 %.

Les caractéristiques démographiques des répondants effectuent peu d'influence sur l'intérêt politique. D'une manière générale, les hommes, les personnes âgées, les habitants des centres urbains, ceux qui ont un niveau plus élevé de scolarité et une meilleure situation financière s'intéressent plus à la politique.⁵² Ceux qui tolèrent plus la violence dans certaines situations ou contre certains groupes s'intéressent plus à la politique.⁵³

Le questionnaire comprenait plusieurs questions visant à découvrir les comportements des répondants à l'égard des formes diverses de l'activité politique civile.

Il est clair qu'un taux faible des répondants a déjà participé à l'une des activités énumérées. Le plus haut taux (8 %) était atteint par ceux qui ont déjà collecté ou signé des pétitions tandis que dans le cas d'autres activités la participation véritable fluctue entre 1 et 3 %. Le taux de ceux qui n'excluent pas la possibilité de participer à telles activités dans l'avenir - même s'ils n'y ont pas participé auparavant - montre des variations importantes. Il faut noter que ces participants pensent qu'il est important si une grève ou une manifestation est illégale. Dans l'autre cas le taux de ceux qui avaient déjà participé à telles événements a baissé près de la moitié ou de tiers tandis que le taux de ceux qui envisagent ce genre d'actions a diminué de moitié. Dans cette série de questions il y a deux éléments qui sont proches à la définition de la violence politique : d'abord la diffamation d'un homme politique corrompu même en sa présence et encore plus directement écorcher ou frapper un homme politique corrompu. La tolérance de ces actions est également très faible.

En générale, on peut constater que ⁵⁴ la question qui concerne l'activisme politique du répondant est essentiellement déterminée par son intérêt politique : ceux qui s'intéressent plus à la politique sont nettement plus actifs. En outre, nous avons également observé que les hommes, les jeunes, les habitants de grandes villes, ceux qui ont une scolarité plus élevée et ceux dont la situation financière est meilleure sont plus susceptibles de s'engager ou prévoir la participation à telles activités.

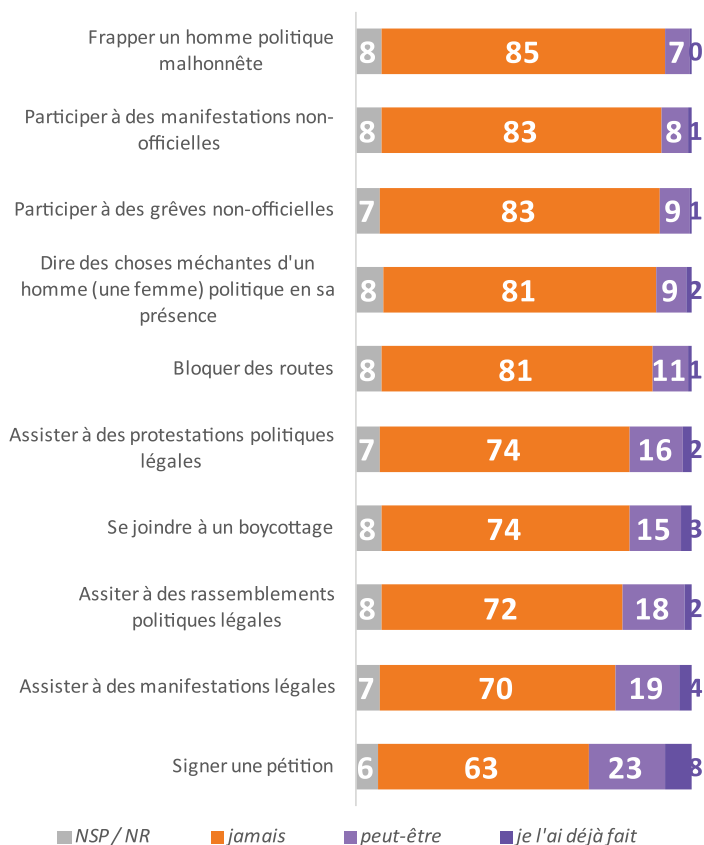
52 Nous avons étudié la corrélation des variables démographiques à l'aide de l'analyse de régression linéaire. Les variables incluses représentaient 9 % de l'hétérogénéité à la variable de l'intérêt politique.

53 Concernant l'acceptation de la violence dans certaines situations, la valeur du coefficient de corrélation de Pearson est de 0,1255 et concernant l'acceptation de la violence contre des groupes spécifiques est de 0,104.

54 Pour mesurer l'activité politique civile violente nous avons établi un indice mixte. La valeur alpha de Cronbach était de 0,022. Par la mise en place de la mesure nous avons attribué une importance différente aux réponses données à la question suivante : « seriez-vous prêt à participer à une action violente ou avez-vous déjà y participé? » Les activités soutenues par moins de répondants avaient plus d'importance. La répartition variable montre l'accumulation forte des pôles. La plus importante est le taux de 54 % de ceux de l'échantillon qui ne se sont jamais engagés à telles activités et ne le prévoient pas non plus.

Cependant, selon le genre, le lieu de résidence et la scolarité ce résultat est plus directement influencé par la situation financière et l'intérêt politique, notamment les hommes, les habitants de grandes villes et les personnes plus éduquées sont typiquement plus aisés et s'intéressent plus à la politique, et deviennent en effet plus actifs.⁵⁵ Ceux qui acceptent plus la violence dans certaines situations et contre certains groupes sont politiquement plus actifs.⁵⁶

Activité politique civile des répondants (pourcentage, n = 1 000)



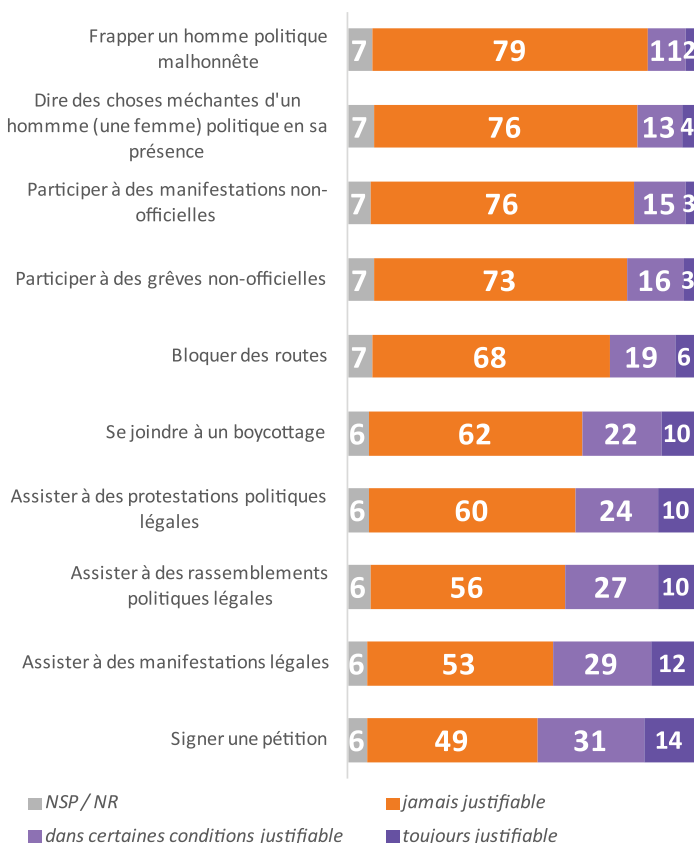
⁵⁵ nous avons mesuré l'impact des variables incluses à l'aide des corrélations, corrélations partielles et régressions linéaires. Les variables incluses au modèle de régression ont atteint 14 % de hétérogénéité dans le cas de la variable relative à l'activité politique civile.

⁵⁶ Concernant l'acceptation de la violence dans certaines situations, la valeur du coefficient de corrélation de Pearson est de 0,233 et concernant l'acceptation de la violence contre des groupes spécifiques est de 0,159.

Concernant la suivante série de questions nous avons également demandé les répondants dans quelle mesure ils trouvent les attitudes des autres acceptables.

Pour ce qui est de l'activisme mesuré au niveau individuel il est évident que l'ordre du degré de l'acceptation et de l'activité politique est très similaire. Dans le cas des sujets que les répondants trouvent socialement plus acceptables ils sont plus susceptibles de s'y engager et n'excluent pas la possibilité de participer à telles activités dans l'avenir. En même temps, les degrés de l'acceptation et de l'activité montrent une différence nette. Principalement nous pouvons conclure que la différence est la plus fréquente au niveau individuel, en fluctuant entre 14 et 17 %. Dans le cas des incidents moins fréquents la différence est de 5-7 % (les grèves et barrages routiers non autorisés font l'exception en quelque sorte lorsque la différence est un peu plus grande).

Admission de l'activité politique civile (pourcentage, n = 1 000)



En examinant l'acceptation sociale en son ensemble ⁵⁷ nous avons constaté que l'intérêt politique est le facteur le plus déterminant : ceux qui sont politiquement plus actifs considèrent aussi les diverses activités politiques plus acceptables. L'influence des autres variables aux comportements relatifs à l'activité civile est assez similaire aux suivantes avec deux différences : d'abord on ne fait pas de différence entre hommes et femmes à cet égard. Puis l'impact du type du lieu de résidence du répondant sur ses comportements liés à l'activisme civique est significatif dans ce cas. Il est aussi compréhensible que ceux qui vivent dans des grandes villes sont plus susceptibles de penser que les autres considèrent ces formes d'activité plus acceptables et ce indépendamment de leurs autres caractéristiques démographiques. Ici aussi, l'impact de la scolarisation se reflète à la position financière de la personne, notamment ceux qui sont plus éduqués considèrent ces activités plus acceptables parce qu'ils sont dans une meilleure situation financière.⁵⁸ Ceux qui tolèrent plus la violence dans certaines situations ou contre des groupes spécifiques, sont plus susceptibles de penser que les autres sont plus actifs politiquement.⁵⁹ Cette variable est mieux corrélée que la variable qui mesure l'activité politique de quelqu'un.

Le concept de la démocratie

En générale, les répondants considèrent qu'il est important de vivre dans un pays démocratique (une moyenne de 7,75 sur une échelle de 1-10). Cependant la majorité a tendance de percevoir l'état actuel du pays de façon négative et peut penser que son gouvernement actuel n'est pas absolument démocratique (6,15) et que les droits de l'homme ne sont pas suffisamment respectés (6,03). Principalement l'opinion générale sur l'état de la démocratie en Hongrie est peu influencée par les caractéristiques démocratiques des répondants. La seule exception remarquable est que ceux qui vivent en grandes ou petites villes sont plus convaincus qu'il est important de vivre en démocratie.⁶⁰ Cependant, il existe une corrélation entre l'acceptation du recours à la violence et l'opinion sur l'état actuel de la démocratie en Hongrie. Ceux qui pensent que la Hongrie est moins démocratique et que les droits de l'homme sont limités trouvent la violence plus acceptable.⁶¹

57 Pour mesurer l'activité politique civile violente nous avons établi un indice composite en attribuant une importance différente aux réponses données par les participants à la question suivante : « dans quelle mesure soutenez-vous l'activité spécifique? ». Les activités soutenues par moins de répondants avaient plus d'importance. La répartition variable montre l'accumulation forte des pôles aussi, 43 % de l'échantillon n'accepterait pas du tout de telles activités. Dans ce cas, l'indice alpha de Cronbach était de 0,947.

58 Nous avons mesuré l'impact des variables incluses à l'aide des corrélations, corrélations partielles et régressions linéaires. Les variables incluses au modèle de régression ont atteint 14 % d'hétérogénéité dans le cas de la variable relative à l'activité politique civile.

59 Concernant l'acceptation de la violence dans certaines situations, la valeur du coefficient de corrélation de Pearson est de 0,264 et concernant l'acceptation de la violence contre des groupes spécifiques est de 0,186.

60 La corrélation est relativement forte, la valeur du coefficient de régression normalisé (bêta) est 0,19 et son importance est 0,000.

61 La valeur du coefficient de corrélation de Pearson est - 0.169 lorsque l'état de la démocratie entre en jeu dans le cas de l'acceptation de la violence dans certaines situations et - 0.099 dans le cas de l'acceptation de la violence contre des groupes spécifiques. Pour le renforcement des droits de l'homme elle est respectivement de - 0.143 et - 0.133.

Elections et préférences de partis

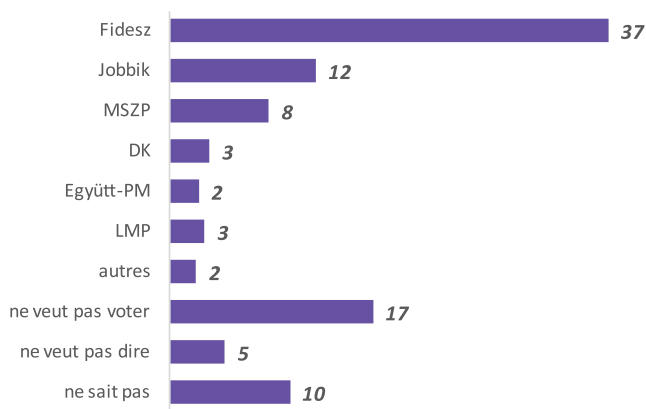
Deux tiers des répondants pense que le vote est une exigence fondamentale à exercer dans tous les cas. Ce taux est un peu plus élevé que les 62 % de scrutins obtenus lors des élections parlementaires en 2014. La perception de l'importance du vote est principalement une fonction de l'éducation : ceux qui ont un niveau de scolarisation plus élevé sont plus susceptibles de dire que le droit doit être exercé. Tandis que 62 % de ceux qui ont une scolarisation moins élevée y est d'accord, lorsqu'il s'agit de ceux qui ont un baccalauréat ou un diplôme universitaire ce taux grimpe respectivement à 76 % et 91 %.

68 % des répondants a nommé un parti pour laquelle il voterait si des élections se tenaient samedi prochain. 5 % ne savait pas pour quel parti il voterait mais avait l'intention de se rendre aux urnes. 17 % ne voulait pas aller voter et un répondant sur dix a refusé de répondre à la question.

37 % des répondants voterait pour Fidesz (54 % de ceux qui ont une préférence de parti claire), 12 % pour Jobbik (18 %), 8 % pour MSZP (parti socialiste hongrois, 12 %), 3 % pour DK (Coalition démocratique, 5 %), 3 % pour LMP (La politique peut être différente, 4 %) et 2 % pour Együtt-PM (Ensemble - Dialogue pour la Hongrie), 4 %).

Préférences de partis

(%, n = 1,000)



Par rapport à la moyenne, parmi les votants pour Fidesz il y a plus de femmes, des personnes ayant un niveau de scolarisation inférieur, des personnes dans une mauvaise situation financière et des habitants de petits villages. Parmi les partisans de Jobbik, les hommes, les jeunes et ceux qui ont une formation professionnelle sont surreprésentés. Fait intéressant, il n'est pas possible de conclure qu'ils soient dans une situation financière précaire, ce qui nous fait conduire à l'observation que le parti peut convaincre beaucoup de votants ayant une formation professionnelle spécialement ceux qui sont plus aisés dans cette classe.

Les partisans de Jobbik sont répartis de façon plus égale sur le territoire. Nos données reflètent aussi les tendances observées aux élections, notamment que Jobbik est dorénavant populaire non seulement dans les régions les plus dépourvues du pays où vivent des populations importantes de Roms. Essentiellement, l'élément des autres partis ⁶² est déterminé par les éléments des votants pour MSZP qui représente le plus grand groupe de cette catégorie. Ces votants sont principalement des personnes âgées habitant à Budapest et ceux qui ont un diplôme d'études secondaires.

L'examen du contexte comportemental démontre que la différence réelle se situe entre Jobbik et les votants des autres partis. L'exception réside à la perception de l'état de la démocratie dans le pays et à l'application des droits de l'homme et la ligne de faille se situe nettement entre les votants pour le gouvernement et les votants de l'opposition. D'autre part les sympathisants de Jobbik s'intéressent plus à la politique, sont nettement plus actifs dans la vie politique et montrent plus de tolérance pour la violence politique.⁶³

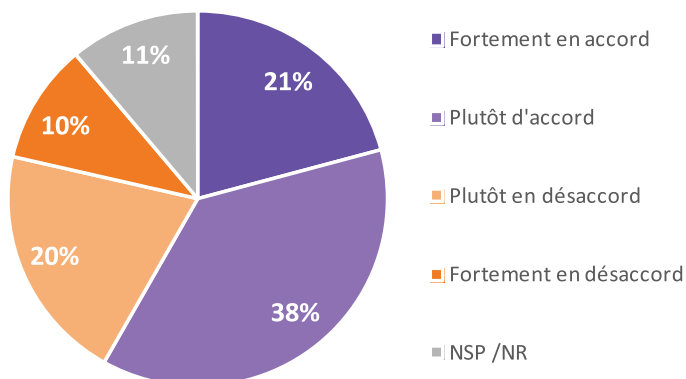
Préjudice

Attitudes anti-Roms

Dans notre recherche nous avons mesuré les comportements anti-Roms en appliquant une affirmation forte. Nous avons demandé les répondants dans quelle mesure seraient-ils d'accord avec l'affirmation que les Roms sont des criminels-nés. Plus que la moitié des répondants (58 %) est d'accord avec cette affirmation avec une certaine étendue. 11 pourcent n'a pas répondu.

La criminalité est dans le sang des Roms

(pourcentage, n = 1 000)



62 Dans l'analyse de corrélation, en raison des éléments peu nombreux, mis à part les votants pour Fidesz et Jobbik, nous avons dû agréger les partisans d'autres partis.

63 Ils acceptent plus l'action politique civile de la part des autres mais uniquement parce qu'ils sont aussi plus impliqués dans ces activités.

Sur une échelle allant jusqu'à 4 l'indice moyen du comportement anti-Rom est 2,77. Par ailleurs, les hommes ayant une formation professionnelle sont plus contre les Roms. Sur le plan de la répartition territoriale, nous avons constaté que les comportements anti-Roms sont plus fréquents parmi les habitants des villes de taille moyenne et les habitants de la Plaine du nord et des régions de la Transdanubie centrale et occidentale. Ce phénomène relativement nouveau a été nettement démontré lors des élections parlementaires de 2014 par le résultat de Jobbik, dont les partisans sont visiblement plus contre les Roms que la population moyenne.

Antisémitisme

Nous avons évalué le degré de l'antisémitisme à l'aide de plusieurs éléments.⁶⁴ Six entre ces éléments servaient à évaluer dans quelle mesure les répondants étaient croyaient à la conspiration mondiale des Juifs.⁶⁵ Les affirmations étaient les suivantes :

- Les juifs veulent étendre leur influence sur l'économie mondiale ;
- souvent, les juifs agissent secrètement, derrière les coulisses ;
- souvent, les juifs se rencontrent en secret pour discuter les sujets qui sont importants pour eux ;
- les juifs veulent diriger le monde ;
- les juifs veulent jouer un rôle de leader aux institutions financières internationales ;
- les juifs veulent atteindre leurs buts à travers des accords secrets ;

L'application de ces éléments pour mesurer la violence politique est justifiée si l'on considère que le fait de croire à ces affirmations crée directement des ennemis - le répondant peut y croire - contre lesquels il faut lutter en recourant à la violence et un tel comportement est un bon indicateur d'autres traits de personnalité aussi (Bilewicz et al. 2013)

Le septième élément mesure l'isolation des juifs, en demandant aux répondants dans quelle mesure seraient-ils d'accord avec l'affirmation que « les juifs restent étrangers dans la société hongroise - gardent leurs anciennes valeurs culturelles et normes et ne s'adaptent pas aux coutumes hongroises ».

La moyenne de l'indice composite de l'antisémitisme pour l'échantillon totale est de 2,89.⁶⁶

64 L'indice de l'antisémitisme à sept composants a été créé premièrement à l'aide de l'analyse des composants principaux. L'appartenance la plus faible était de 0,607 et le taux de l'information conservée était de 78,6 %. Ensuite, à l'aide des pondérations établies à l'aide des composants principaux nous avons créé un indice dont la taille était équivalente à celle des variables mesurées sur l'échelle originale de 5 grades de Likert.

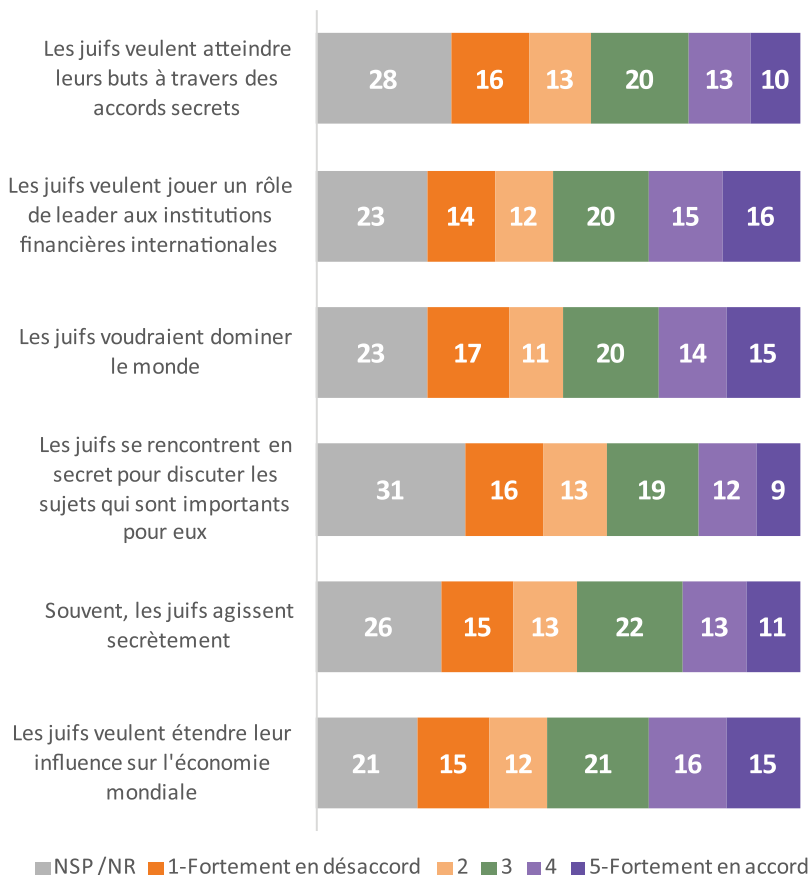
65 La série d'éléments était également utilisée dans le cadre de l'étude de l'antisémitisme en Pologne (Bilewicz et al. 2013).

66 Il faut noter que dans le cas de ces questions le taux des refus était exceptionnellement haut, fluctuant entre 19 % et 30 %. Cela s'explique en partie par la latence relativement haute dans le cas des sentiments contre les juifs.

Dans ce contexte, les différences entre les répondants ayant des contextes démographiques différentes sont nettement inférieures que celles trouvées dans les cas des comportements anti-Roms. Les partisans de Jobbik sont nettement plus intolérants (3,34). Du point de vue territorial nous avons trouvé des différences supplémentaires : les habitants de Budapest et des villes de taille moyenne sont plus antisémites et on peut dire la même chose de ceux qui habitent dans la région centrale (spécifiquement Budapest), nordique de la Hongrie et de la Plaine du nord.⁶⁷

Stérotypes antisémites

(est d'accord / n'est pas d'accord avec les affirmations, %)



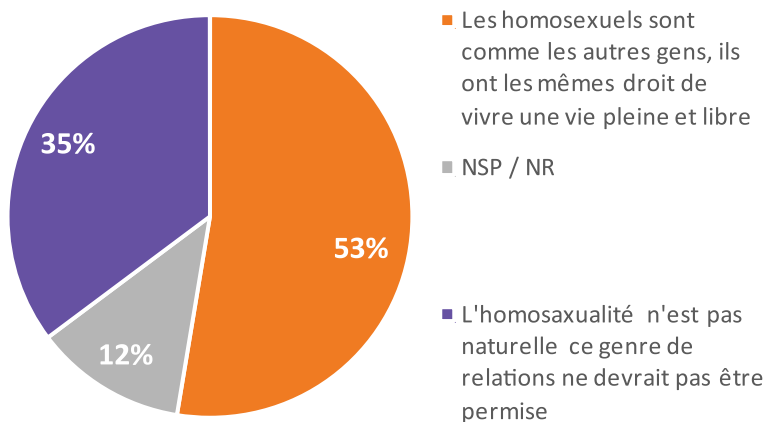
⁶⁷ Les hommes ont plus tendance d'être antisémites et même si la corrélation est significative la différence entre les deux genres n'est pas négligeable.

Homophobie

Nous avons proposé deux affirmations aux répondants et nous les avons demandés de choisir celle avec laquelle ils sont plus d'accord. La première affirmation était comme suite : « Les homosexuels sont comme les autres gens, ils ont les mêmes droit de vivre une vie pleine et libre ». La deuxième affirmation : « Etant donné que l'homosexualité n'est pas naturelle ce genre de relations ne devrait pas être permis ». 53 % des répondants a choisi la première et 35 % la seconde option. 12 % a refusé de répondre à la question. Les hommes ayant un faible niveau de scolarisation et ceux en mauvaise situation financière, ainsi que les habitants des villes rurales ont plus tendance de condamner l'homosexualité. Au niveau régional, les habitants de la Pleine du nord sont dans cette catégorie. Il faut noter que les votants pour Jobbik ne sont pas plus homophobes que la moyenne, tandis que l'homophobie caractérise significativement plus les votants pour Fidesz.

Opinions sur les homosexuels

(pourcentage, n = 1 000)

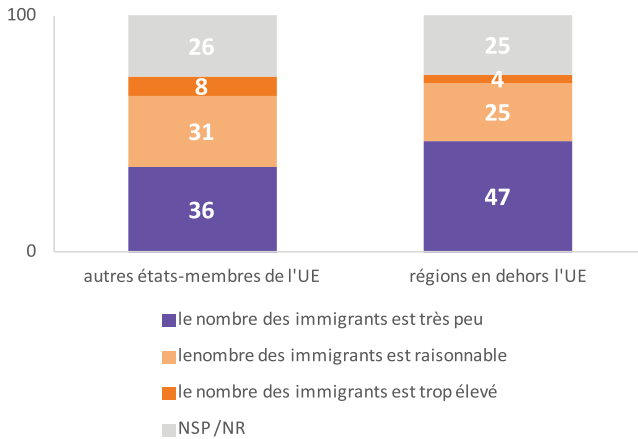


Xénophobie

Les comportements à l'égard des migrants arrivant de l'Union européenne sont en quelque sorte plus favorables qu'à l'égard de ceux qui arrivent des pays tiers. Dans le cas du premier groupe 31 % pense que le nombre des migrants est acceptable et 36 % qu'il est trop élevé. Dans le cas du second groupe, les chiffres correspondants sont respectivement 25 % et 47 %. Cependant, un quart des répondants n'a pas d'opinion sur le degré de l'immigration

Opinions sur l'immigration

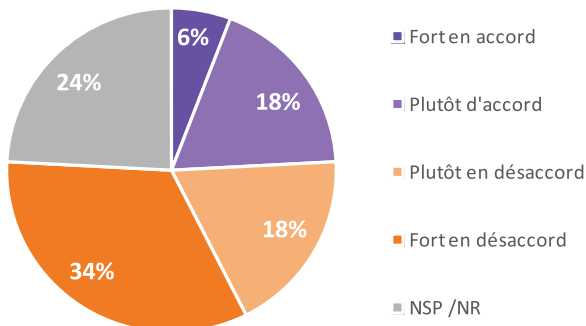
(pourcentage, n = 1 000)



En examinant le sujet de la xénophobie nous avons appliqué à peu près les mêmes indices que dans le cas des comportements anti-Roms. Nous avons demandé les répondants dans quelle mesure seraient-ils d'accord avec l'affirmation que la majorité des immigrants sont des criminels. Près d'un cinquième des répondants (18 %) a refusé de répondre à la question, bien que dans ce cas nous avons présumé qu'il ne s'agit pas de cacher leurs opinions, la majorité des répondants n'a tout simplement aucune expérience avec les migrants. La majorité des répondants (54 %) n'est pas d'accord avec l'affirmation tandis qu'un cinquième partage cette opinion dans une certaine mesure.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation que la majorité des immigrants sont des criminels ?

(%, n = 1 000)



Pour l'ensemble de l'échantillon sur une échelle de 4 l'indice moyen de la xénophobie est 2,25. Ce taux dépend moins du contexte sociodémographique des répondants bien que le comportement soit plus dominant que la moyenne parmi ceux qui ont une scolarité moins élevée et ceux qui vivent aux sièges de départements. Il n'y a pas de différence entre les participants ayant différentes préférences de partis.

Préjugé et violence politique

Il existe un lien entre les préjugés contre des groupes divers même si la force de ce lien montre qu'il s'agit ici des sentiments différents nettement reconnaissables. Les comportements à l'égard des Roms et des migrants sont étroitement liés même s'il existe un danger de renforcer la relation existence par les formulations similaires des deux propositions.⁶⁸ L'antisémitisme est clairement distinct de ces attitudes.⁶⁹ Il y a une relation modérée entre l'homophobie d'une part et les comportements anti-Roms et anti-juifs d'autre part.⁷⁰

A l'exception de l'homophobie la justification du recours à la violence dans diverses situations et contre des groupes spécifiques s'explique par l'ensemble des indices de préjugés. Cependant, dans le cas de la violence politique liée à des situations différentes la force explicative des comportements anti-Roms et anti-migrants coïncide avec les sentiments anti-juifs.⁷¹ En parlant de l'acceptation de la violence contre certains groupes, la xénophobie s'avère redondante.⁷²

Autoritarisme de droite et orientation en dominance sociale

Dans le cadre de notre recherche nous avons examiné l'autoritarisme de droite (ADD) et l'orientation en dominance sociale (ODS). Dans le premiers cas, pour évaluer les comportements nous avons analysé les réponses données aux cinq affirmations suivantes :

- Un vrai patriote doit agir contre ceux qui sont condamnés par les dirigeants du pays.
- Les relations immorales sont dues aux parents et les professeurs qui oublient que la punition physique est toujours la meilleure méthode de l'éducation.

68 « Les Roms présentent une prédisposition génétique à la criminalité » et « la majorité des immigrants sont des criminels ». La valeur de corrélation entre deux variables est de 0,537.

69 Sa relation avec le comportement anti-Roms est caractérisé par une valeur de corrélation de 0,277 et l'hostilité à l'égard des immigrants par une valeur de corrélation de 0,228.

70 Dans le cas des comportements anti-Roms et de l'antisémitisme la valeur bêta est respectivement 0,135 et 0,176.

71 La relation entre l'acceptation de la violence dans certaines situations et les comportements anti-Roms et l'hostilité à l'égard des immigrants est caractérisée par un coefficient de corrélation de 0,162 et 0,124. Cependant, en examinant les corrélations partielles et gardant sous contrôle le sentiment anti-juif, la corrélation était statistiquement zéro.

72 La corrélation entre l'acceptation de la violence contre certains groupes et l'hostilité à l'égard des immigrants est 0,218. Cependant en gardant sous contrôle le sentiment anti-Roms et l'antisémitisme, la corrélation est statistiquement zéro.

- Il faudrait insister moins sur les valeurs religieuses traditionnelles ; chacun devrait plutôt décider lui-même ce qui est éthique et ce qui ne l'est pas.
- La plupart des problèmes sociaux seraient résolues si l'on éliminait les individus immoraux et dégénérés.

Pour l'échantillon total, l'indice moyen composite de l'ADD est de 2,48.⁷³ L'autoritarisme caractérise plus les gens ayant un niveau de scolarisation inférieure, et les habitants des petites villes rurales, de la région nordique de la Hongrie et de la Pleine du nord. Ce trait est particulièrement valable pour les votants de Jobbik.

L'orientation en dominance sociale (ODS) a été évaluée sur la base des réponses données aux deux affirmations suivantes :

- Parfois la violence est nécessaire pour mettre les autres groupes à leurs places.
- Pour réussir dans la vie, il faut réprimer les autres groupes dans certains cas.

Pour l'échantillon total, l'indice moyen composite de l'ODS est de 2,18.⁷⁴ L'orientation en dominance sociale caractérise plus les hommes, les jeunes, ceux qui ont une formation professionnelle et les habitants des villes rurales. Sur le plan régional, elle est plus dominante parmi les habitants dans la région centrale de la Hongrie et sur la Pleine du sud. Ici encore une fois, les partisans de Jobbik surreprésentés par rapport à la moyenne de l'échantillon.

L'acceptation de la violence politique dans les deux situations et contre certains groupes s'explique avant tout par les traits de la personnalité.⁷⁵ L'orientation en dominance sociale exerce une influence significative sur la première et une influence un peu plus forte sur la deuxième réponse.

73 L'indice ADD composé des éléments suivants a été créé avant tout à l'aide de l'analyse des composants principaux. Ici nous avons dû omettre la proposition sur les valeurs religieuses traditionnelles car, tandis que l'appartenance a dépassé 0,25, la valeur était nettement inférieure dans les autres cas (0,394) ce qui laisse penser que cela ne fait pas partie de la dimension donnée. Dans le cas du composant principal émergent l'appartenance inférieure était de 0,579 et le taux de l'information conservée était de 60,9 %. Ensuite, à l'aide des pondérations établies à l'aide des composants principaux nous avons créé un indice dont la taille était équivalente à celle des variables mesurées sur l'échelle originale de 5 grades de Likert.

74 Dans le cas de l'ODS nous avons élaboré un indice en moyennant les éléments dont la taille correspondait aux variables évaluées sur l'échelle originale de 5 grades de Likert. Dans le cas de deux éléments, sur le plan linéaire le composant principale obtenu ne diffère pas de la somme des deux composants. La corrélation entre les variables est de 0,701.

75 Les études précédentes ont démontré que même si l'autoritarisme de droite et l'orientation en dominance sociale sont adaptés pour prévoir différentes positions, plus particulièrement concernant le préjugé, ils comportent des contenus psychologiques distincts (Heaven et Bucci 2001) et c'est pourquoi nous avons décidé d'appliquer dans notre modèle les deux modèles séparément.

Les facteurs clés de l'acceptation de la violence politique dans un espace multidimensionnel

Dans ce chapitre de l'étude nous résumons les impacts des différentes variables présentées plus loin relatives à l'acceptation de la violence potentiellement utilisée dans certaines situations et contre des groupes spécifiques. Les variables explicatives seront incluses au modèle dans la partie des groupes et aux stades successifs. L'affectation des variables aux groupes spécifiques était déterminée sur la base des analyses précédentes. La première étape est le groupe des variables sociodémographiques et des préférences de partis. En deuxième étape nous avons intégré l'activité politique civile des répondants. En troisième étape nous avons intégré deux indices de préjugés, les sentiments anti-Roms et l'antisémitisme.^{76 77} Et finalement l'autoritarisme de droite et l'orientation en dominance sociale étaient aussi intégrés au modèle.

Ceux qui ont des difficultés financières, ceux qui sont politiquement actifs et ceux qui partagent des opinions antisémites ceux qui sont caractérisés par l'autoritarisme de droite et par l'orientation en dominance sociale sont plus susceptibles de penser que le recours à la violence dans certaines situations est justifiable.⁷⁸

Cependant, il faut analyser comment change l'inclusion des groupes de contrôle la force explicative des variables spécifiques. Après l'inclusion du premier groupe il est devenu immédiatement évident que l'impact de l'âge et du type de lieu de résidence se transmettent par la préférence de partis dans ce cas par le vote pour Jobbik.⁷⁹

Lors de l'élaboration d'un modèle l'impact du vote pour Jobbik est érodé lentement : d'abord il diminue de manière significatif au moment où les sentiments anti-Roms et l'antisémitisme sont inclus au modèle et est complètement omis lorsque l'ADD et l'ODS sont introduites étant donné que l'impact de la variable n'est plus significatif. Cela démontre nettement que le choix du parti Jobbik est plutôt un « symptôme » ; en fait l'acceptation de la violence est une fonction du comportement extrémiste, autoritaire et préjudiciel des répondants. Le résultat de ce projet de recherche confirme que l'examen de la disposition présente dans la société est aussi important que celui des acteurs de support politique qui s'y appuient.

76 Ensuite, nous avons d'abord exploité les variables qui évaluent l'état de la démocratie hongroise, bien qu'elles ne soient pas significatives pour les catégories de la violence et leurs impacts d'interférence était également négligeable.

77 L'impact de l'homophobie et de la xénophobie était toujours faible et nous nous sommes rendu compte que ces éléments étaient transmis par les sentiments anti-Roms et l'antisémitisme, ce qui explique notre décision de les omettre.

78 C'est le résultat du modèle de régression finale, notamment nous observons l'effet d'une seule variable tandis que toutes les autres variables incluses au modèle sont sous contrôle. Le modèle donne un taux d'explication de 32,6 %.

79 Au chapitre *Fins « justifiables »* de notre étude, nous avons constaté que ce comportement est influencé par l'âge et le type de lieu de résidence des répondants. Maintenant, après avoir inclus « la préférence de partis » au modèle, nous nous rendons compte que ces impacts ne sont plus significatifs.

Il faut également noter que la « voie » des comportements anti-Roms porte une force explicative significative - lorsqu'elle est incluse - et perd sa pertinence avec l'introduction des indices ADD et ODS.

Les personnes politiquement plus actives, ceux qui partagent des opinions anti-Roms et antisémites, ainsi que ceux qui ont des résultats élevés d'ADD et ODS, ont tendance à accepter plus le recours potentiel à la violence contre différents groupes sociaux.⁸⁰

Un changement aux effets de la variable qui évalue le choix de Jobbik est très semblable à ce que nous avons observé dans le cas du modèle précédent. On pourrait penser que le fait que la variable mesurant les comportements anti-Roms est resté au modèle peut être attribué à la présence des Roms dans le groupe, mais l'impact de la variable est significatif même si ce groupe est temporairement enlevé de l'indice.

Mesurage de la violence politique – recommandations relatives à la méthodologie

Sur la base des résultats de la présente étude, nous traiterons dans cette section mes variables qui devraient être conservées ou rejetées selon nous, y compris les variables dont la pertinence continue devrait être repensée. Nous devons attirer l'attention sur un problème méthodologique fondamentale. Etant donné qu'il n'existe pas à ce jour de mesure systématique pour la violence sociale nous devons nous appuyer sur les résultats de cette étude lorsque nous formulons nos recommandations. Il faut noter que le questionnaire est fondée sur les théories des préjugés et des crimes de haine et les questions posées auparavant dans d'autres études pertinentes, utilisés au hasard, par exemple l'élaboration du questionnaire a été précédée d'un long processus de conceptualisation et opérationnalisation. Dans ce contexte, la pertinence de nos recommandations sera testée dans le cadre de futures études. Les résultats ultérieurs de ce chapitre doivent être interprétés dans cette optique.

Perceptions publiques de la violence politique

Afin d'évaluer ma perception de la violence politique nous avons utilisé trois paires de propositions. Les variables appliquées pour la mesure ne constituent pas d'indice composite.⁸¹

80 C'est le résultat du modèle de régression finales. Le modèle donne un taux d'explication de 35,1%.

81 Etant donné que des variables dichotomiques sont impliquées nous avons évalué la cohérence des indices fondés sur les variables à l'aide de la formule Kuder-Richardson 20 (KR-20). En étudiant les valeurs des indices nous avons utilisé les valeurs maximales acceptées pour Cronbach alpha. Dans le cas des trois variables – KR-20 = 0,455. L'élément qui examine la relation entre la démocratie et la violence politique possède le plus faible lien avec le reste, bien que la valeur KR-20 ne soit que 0,519 même après l'écartement de cet élément.

Cependant les réponses sont graduées, notamment si quelqu'un soutient la violence dans le cas d'une proposition « plus stricte » nous souhaitons faire de même pour rendre les indices « plus souples » aussi. Dans notre cas cela signifie que la personne qui n'exclut pas le recours au terrorisme pense probablement que les fins chères à son cœur justifient la violence et que la démocratie et la violence politique sont réconciliables.⁸²

fins et groupes

Ainsi qu'il a été dit précédemment, nous avons traité le sujet de la violence politique sous deux aspects spécifiques. Nous avons voulu découvrir pour quelles fins et contre quelles personnes la violence serait justifiable selon les répondants. Dans ce chapitre de l'étude nous tentons d'identifier les variables qui pourront être intégrées, selon nous, aux futurs sondages.

La suppression es t justifiables dans deux cas. Mais dans un cas comme dans l'autre, la variable en question n'est pas liée du tout à la dimension à mesurer ou bien il y a un lien faible entre elles. Or elle est redondante, notamment par rapport aux autres éléments impliqués elle ne comporte aucune information supplémentaire ce qui rend son évaluation non pertinente en présence des autres variables. Dans les deux cas nous appliquons deux méthodes : une étude de cohérence interne à l'aide de la calculatrice Cronbach alpha et de l'analyse des composants principaux. Tandis que les résultats sont étroitement liés⁸³, nous pensons que leur étude parallèle peut donner d'avantage de substance à nos recommandations. Nous avons également étudié dans chaque cas les coefficients de corrélation⁸⁴, bien qu'il faille noter que leur analyse seul n'aurait pas donné de résultats car cela décrits uniquement les relations associées des variables.

Variables non liées aux dimensions

Au cours du test nous avons pris en considération les points suivants

alpha Cronbach

Corrélation d'élément total rectifiée : la valeur appartenant à une variable montre la corrélation entre l'élément donné et l'indice d'autres éléments fondés sur l'agrégation. Dans ce cas nous avons considéré la valeur de 0,2 nettement problématique et celle entre 0,21 et 0,3 légèrement problématique.

82 Nous avons évalué la structure de l'échelle à l'aide du coefficient de répétabilité. Cela montre le taux des réponses originales qui peut être reproduit sur la base des scores de l'échelle à l'aide des variables. Conformément à la règle empirique acceptée l'indice doit atteindre une valeur minimale de 0,9. Dans notre cas cette valeur est de 0,94 ce qui signifie que sur la base des scores de l'échelle 94 % des réponses peut être reproduite.

83 Cependant il existe une différence importante dont l'analyse du composant principal se sert pour créer des indices cumulés de poids, le Cronbach alpha calcule à l'aide de l'indice créé par l'agrégation la variable au poids spécifique.

84 Cela est d'autant plus logique parce que Cronbach alpha et l'analyse du composant principal y reposit.

Indice Cronbach Alpha si l'élément est supprimé : pour toutes les variables il montre la valeur de Cronbach alpha si la variable en question a été supprimée. Dans ce cas nous essayons de découvrir s'il existe une variable dont la suppression fait augmenter la valeur de Cronbach alpha.

Analyse du composant principal

Nous avons cherché des appartenances. Les appartenances inférieures à 0,25 étaient considérées comme le signe clair de la non-dimensionnalité. Par ailleurs, nous avons trouvé intrigant le fait que l'appartenance d'une variable soit inférieure à celle des autres variables. Nous avons observé également que combien augmente le contenu d'information par leur suppression.

Dans le cas des fins, sur la base de l'indice Cronbach alpha nous n'avons pas trouvé de variables, nous recommandons la suppression sans aucune hésitation. Cependant, lorsqu'il s'agit de l'analyse des appartenances, dans le cas des variables « Lorsque la nation hongroise est menacée » et « Si votre famille est menacée », les valeurs trouvées étaient inférieures par rapport à celles des autres variables⁸⁵. Principalement, ces deux variables ont confirmé que la définition est plus difficile parce que dans ce cas le taux de ceux qui partagent la même opinion est élevé, et probablement ceux aussi qui refusent en générale la violence seraient d'accord avec ces affirmations. Sur la base des données agrégées nous pouvons tirer la conclusion que ces variables en soi seraient absolument impossible d'évaluer l'acceptation de la violence politique dans le cas des diverses tendances, bien qu'en les utilisant avec les autres elles appartiennent nettement à la dimension à évaluer. Cependant, si nous devons omettre l'un des éléments (par exemple pour abrégier le questionnaire), nous recommandons clairement leur suppression. Dans ce contexte, aux sondages internationaux nous recommandons omettre plutôt l'élément lié à la famille parce que les positions prises dans d'autres peuvent faire plus l'objet du système du pays donné.

Dans le cas des groupes, sur la base de l'analyse Cronbach alpha nous ne pouvons pas recommander la suppression d'une seule variable.⁸⁶ Sur la base de l'analyse du composant principal les appartenances des questions relatives aux criminels, terroristes et homosexuels sont loin des autres variables, bien que toutes soient supérieures à 0,25.⁸⁷

85 73 % de l'information conservée par le composant principal toutes les variables incluses. Par l'omission de la première variable mentionnée la croissance est de 3 points de %, par l'omission de la seconde la croissance est de 2 points de % et par l'omission simultanée des deux la croissance est de 5 points de %.

86 Incidemment, dans le cas des fins et ici aussi, la raison est que ces variables se sont étroitement liées.

87 59% de l'information est conservée par le composant principal toutes les variables incluses. Les trois éléments susmentionnés étaient omis lors du développement de l'indice composite créé et analysé auparavant. Par la suppression de l'élément lié aux criminels le contenu de l'information conservé au composant principal a augmenté de 1 point de %, par la suppression de celui lié au terrorisme la croissance était de 2 points de % et par la suppression de celui lié aux homosexuels 1 point de %. La suppression simultanée des trois variable a donné une augmentation de 5 points de %.

Variables redondantes

Lors du test nous avons pris en considération les points suivants

alpha Cronbach

Corrélation d'élément total rectifiée : nous avons pris en considération les variables caractérisées par une valeur supérieure à 0,8 pour la redondance, celles ayant une valeur supérieure à 0,85 étaient très redondantes.⁸⁸

Analyse du composant principal

Nous avons cherché des appartenances. Des appartenances exceptionnellement importantes étaient observées comme signes de la redondance. Nous avons cherché également combien augmente le contenu d'information par leur suppression.

Dans ces cas de finalité sur la base des valeurs Cronbach alpha les éléments suivants sont considérés redondants⁸⁹ :

« Lorsque les inégalités deviennent intolérables au sein de la société. »

« Si quelqu'un limitait votre liberté personnelle. »

« Si le gouvernement oppressait ses citoyens. »

L'analyse du composant principal a démontré également que leur appartenance ressort.⁹⁰ Dans le cas des fins; nous ne croyons pas nécessairement que c'est grâce à la redondance que les variables baissent, tout de même s'il devient nécessaire nous recommandons celle qui sont citées plus haut.⁹¹ Dans le cas d'un sondage international, le choix parmi ces variables peut être également déterminé par les conditions données dans le pays examiné.

Dans le cas des groupes l'analyse Cronbach alpha n'a pas démontré de redondance significative et en cherchant des appartenances, nous n'avons pas trouvé de hautes valeurs de points. Plus haut nous avons déjà vu que dans cette série de variables la quantité d'information conservée par le composant principal était également bien inférieure. La question se pose si la position de ces groupes est différente de celle des autres, en d'autres termes s'il existe des séries de groupes dont les positions sont liées d'avantage entre elles que celles d'autres groupes. La réponse est affirmative, elles la sont.⁹²

88 La littérature professionnelle demande déjà une réflexion aux valeurs dépassant 0,75.

89 La proposition « Si les ressources environnementales et l'avenir de la future génération étaient menacées » est un cas limite.

90 Sur la base des nombreux coefficients de corrélation qui caractérisent les variables, la variable qui évalue le premier élément recommandé s'explique par les autres variables en 72 %, le deuxième en 70 % et le troisième en 75%.

91 La diminution de la quantité d'information conservée n'atteint pas 1 % si elles sont supprimées une par une ou ensemble.

92 Nous avons effectué l'analyse à l'aide de l'examen du coefficient de corrélation. À l'aide de l'analyse du facteur de probabilité maximale nous avons également examiné s'il existe une structure latente derrière les positions des divers types de groupe, même si la concordance du modèle de facteur et la possibilité de son interprétation n'étaient pas appropriés.

La plus forte correspondance a été observée dans le cas de l'acceptation de la violence contre les groupes de l'extrême droit et de l'extrême gauche.⁹³ Le lien entre ces variables est plus fort qu'avec d'autres variables.⁹⁴ Le suivant point nodal est constitué des variables qui évaluent l'acceptation de la violence contre les groupes suivants : hommes politiques, banques, juifs et entreprises multinationales.⁹⁵ Il est aussi étroitement lié à la perception des hommes politiques et des chefs autoritaires⁹⁶, bien que le lien soit bien moins fort avec les trois autres variables. La perception des criminels et des terroristes montre également une relation relativement forte.⁹⁷

On peut cependant dire que les variables montrant une corrélation forte mesurent des choses similaires⁹⁸, bien que ces liens dépendent aussi en grande mesure de la situation et du climat politiques du pays donné et par conséquent leur suppression porte des risques précis. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit des éléments étroitement liés qui sont rassemblés dans un sondage, nous recommandons de les placer à une certaine distance les uns des autres dans le questionnaire. Si l'analyse des situations diverses devient important il faut faire des efforts pour trouver une définition plus appropriée pour ces point nodaux aussi dans une future étude.

Si la question est si le sondage relatif aux situations ou groupes est plus pertinent nous opterions pour le premier. Les analyses laissent penser que la force explicative du seconde est déjà intégrée à celle du premier, notamment lorsque les deux figuraient simultanément aux modèles et le second était sous contrôle, l'impact du seconde était insignifiant.

Dans le cas des actes violents nous avons trouvé qu'il n'est peut-être pas pertinent d'en poser des questions parce que le taux de ceux qui en ont déjà commis et même le taux de ceux qui pourraient envisager de commettre dans l'avenir ce genre d'actes, est négligeable.

Cela a été nettement démontré dans le cas des questions liées à l'activisme politique, proche de la violence politique aussi⁹⁹.

93 La valeur du coefficient de corrélation entre les variables est de 0,862. Incidemment, ce la valeur plus élevée parmi toutes.

94 Fait intéressant, si nous les regardons ensemble, il y a un lien avec les variables qui évaluent l'acceptation de la violence contre les criminels et les toxicomanes. Les group radicaux de gauche sont également liés à la perception des chefs autoritaires qui menacent la démocratie. Même si cela peut s'expliquer par des raisons historiques, il faut noter que la perception de l'extrême droite y est moins liée. (Toutes les corrélations sélectionnées dépassent 0,5)

95 Dans ce cas, les corrélations associées les unes aux autres dépassent 0,7 dans chaque cas. La perception du lien entre les juifs et les entreprises multinationales est exceptionnellement forte : dans ce cas la corrélation est 0,814.

96 Le coefficient de corrélation est de 0,717.

97 Le coefficient de corrélation entre deux variables est de 0,739.

98 A la lumière de tout ce qui précède, le contexte social de la perception des groupes radicaux de droit et de gauche peut être différente.

99 La diffamation et la médisance d'un homme politique corrompu, même en sa présence et plus directement, écorcher ou frapper un homme politique corrompu.

Facteurs représentant une prédisposition à accepter la violence politique

Des études précédentes démontrent clairement que l'acceptation de la violence politique est motivé principalement par les divers traits personnels, tels que l'autoritarisme de droit ou de gauche, l'orientation en dominance sociale et le préjugé. Dans la dernière catégorie en Hongrie, les comportements anti-Roms et l'antisémitisme semblent avoir la majorité des variables explicatives. Le pouvoir d'explication faible des sentiments anti-migrants peuvent s'expliquer en partie par la similitude de la formulation de la variable avec celle des sentiments anti-Roms. Cependant, il faut également noter que par rapport aux pays caractérisés par le sentiment fort contre les migrants et auxquels l'idéologie des partis de l'extrême droite est également dominée par cette attitude, il y a peu d'immigrants en Hongrie. Cela signifie aussi qu'il faudrait absolument ignorer la variable ou la série de variables anti-migrants dans une étude internationale.

Etant donné qu'au sondage actuel, dans le cadre de l'examen de l'antisémitisme, nous avons évalué de manière approfondie la croissance à la conspiration mondiale des juifs, nous ne pouvons pas dire que les autres dimensions de l'antisémitisme dans quelle mesure pourraient influencer les comportements à l'égard de la violence politique. Cependant, sur la base des études précédentes susmentionnées et des résultats récents nous concluons que la réduction était la bonne décision. Plus haut nous avons dit que lors de l'élaboration de l'indice composite nous avons dû omettre un élément¹⁰⁰ qui évalue le statut de tiers des juifs et nous sommes d'avis que la suppression de l'autre élément¹⁰¹ rendrait l'indice encore plus consistant.

Lors de l'évaluation de l'ADD nous avons mentionné que nous avons dû omettre l'affirmation liée aux valeurs religieuses traditionnelles, quoique les variables gardées aient capturé suffisamment ce trait de personnalité. Etant donné que sur la base des modèles l'ODS a prouvé sa grande importance, nous recommandons l'insertion des éléments supplémentaires pour la mesurer.

Bref, il faut voir que les impacts des éléments démographiques des répondants, leurs préférences de partis et l'activisme politique suivent leurs traits personnels qui sont aussi de leur part étroitement liés à ces variables. Si une étude plus détaillée sur l'espace associative de la violence politique devient nécessaire, nous devons trouver d'autres tests normalisés pour l'identification de la personnalité et démontrer la corrélation avec le potentiel d'accepter la violence. L'application de ces tests normalisés est la plus pratique solution car ils peuvent être utilisés avec une haute efficacité aux études internationales aussi.

100 « Les juifs n'ont pas de culture propre à eux ils essaient de prendre des choses importantes dans leur pays de résidence. »

101 « Les juifs restent étrangers dans la société hongroise - ils conservent leur ancienne culture et normes et refusent à adopter le style de vie hongrois. » L'appartenance de la variable est 0,607, tandis que celle de l'ensemble des autres variables est supérieure à 0,805. Du à la suppression de la variable le contenu d'information du composant principal a augmenté de 5 points de %.

Sur le sondage au Royaume-Uni

La recherche a été menée par Ipsos Mori en novembre 2014. L'échantillon comprenait 1003 personnes. L'échantillon représente la population adulte (personnes âgées de 16 ans et plus) du Royaume-Uni en y incluant le genre, l'âge, la scolarité et le type du lieu de résidence. Bien que l'étude comprenne 3,1 % d'erreur statistique et au cas où les questions ne concernaient qu'un groupe spécifique des répondants au lieu de l'ensemble de l'échantillon, la marge d'erreur est plus élevée.

Etant donné qu'il existe de grandes différences entre les prix des études en Hongrie et au Royaume-Uni, la portée de la recherche s'est limitée sur le Royaume-Uni. Nous avons mis au questionnaire ces deux groupes d'éléments qui paraissaient les plus pertinents - sur la base des résultats précédents du sondage hongrois.

D'abord, les répondants étaient demandés dans quelle mesure serait justifiable selon eux de recourir à la violence pour atteindre certains objectifs.¹⁰² Il y avait six scénarios de réponses:

- « La nation britannique faisait face à une menace »; « le gouvernement oppressait ses citoyens »; « une tentative de limiter votre liberté personnelle a eu lieu »; « l'inégalité sociale devient intolérable »; « votre subsistance était menacée » et « votre famille faisait face à des dangers ».

Deuxièmement les répondants étaient demandés s'ils trouvaient justifiable la violence contre certains groupes.¹⁰³ Il y avait 14 groupes différents :

- terroristes; groupes radicaux de droite; groupes radicaux de gauche; traîtres et ennemis de la nation; Roms; hommes politiques; banques; juifs; toxicomanes; homosexuels; responsables autoritaires qui minent la démocratie; les SDF; les musulmans et les immigrants.

Pour les deux séries de questions les données étaient réparties selon le genre, l'âge, la classe sociale, le statut de travailleur, l'ethnicité, la région administrative (ce qui signifie de quelle U ils sont), s'il y a des enfants à la charge et les revenus.

Les résultats clés et les sujets de chaque série de questions sont présentés ci-après. Les données sont exprimées aux deux formats de résultat moyen et au pourcentage de ceux qui ont trouvé la violence justifiable ou non justifiable.

102 Sur une échelle de 1 à 5 1 signifie « je le considère complètement injustifiable » et 5 signifie « je le considère complètement justifiable ».

103 Sur une échelle de 1 à 5 1 signifie « je le considère complètement injustifiable » et 5 signifie « je le considère complètement justifiable ».

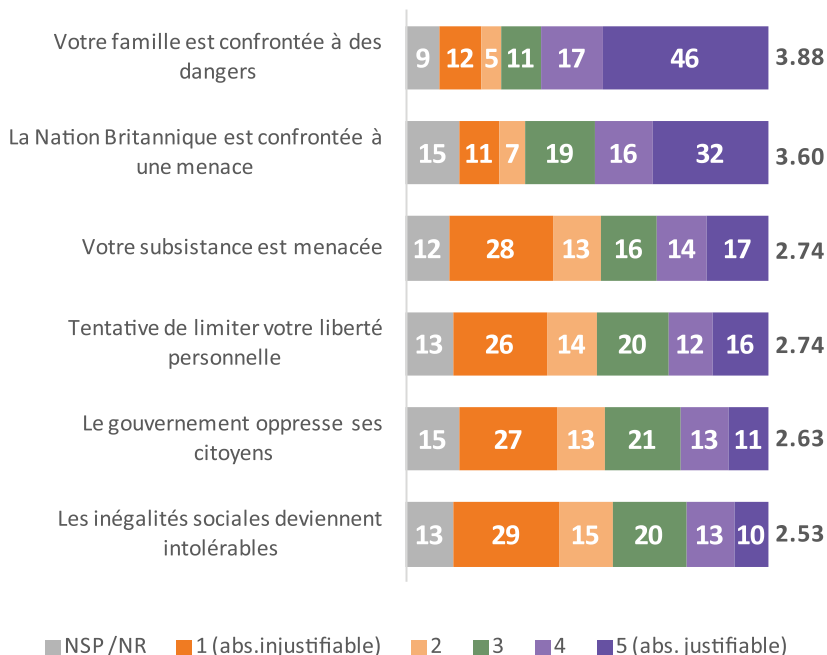
Recourir à la violence pour atteindre des objectifs spécifiques

Au total, les répondants estimaient que la violence est plus justifiable si « leur famille est en danger » (63 % pensait qu'elle est justifiable et 18% qu'elle ne l'est pas, avec une score moyenne de 3,88 / 5) ; tandis que les répondants pensaient que la violence est justifiable au moins si « l'inégalité sociale devient intolérable » (seulement 23 % des gens pensait qu'elle est justifiable et 44 % qu'elle ne l'est pas, avec une score moyenne de 2,53). L'autre et unique scénario où la score moyenne a dépassé 3 (en laissant penser qu'elle est totalement justifiable) était celui où la nation britannique était confrontée à une menace.

Il faut noter que cependant pour toutes les questions au moins 10 % des répondants n'a pas pu décider et un taux significatif a répondu que la violence n'était ni justifiable ni non justifiable pour eux (c'est à dire les réponses par 3 sur l'échelle de Likert).

La justification de la violence dans des situations diverses

(% et la moyenne sur une échelle de 1–5, n = 1 003)



Ces résultats masquent des différences significatives qui sont visibles en chaque question entre les différents groupes sociodémographiques. Ils sont ventilés selon chaque scénario avec les différences clés retirées (lorsqu'aucune différence n'est indiquée c'est parce qu'elles étaient considérées trop insignifiantes pour être intégrées dans ce travail).

Si la nation britannique faisait face à une menace

Au total, 48 % des gens pensait que la violence était justifiable si la nation britannique était confronté à une menace et 18 % disait qu'elle n'était pas justifiable (19 % des gens pensait que la violence n'était ni justifiable ni injustifiable et 14 % n'a pas pu décider). Cette question a atteint un résultat moyen de 3,60.

Les hommes avaient plus tendance à penser que la violence est justifiable (52 %) que les femmes (44 %). par rapport aux jeunes gens les personnes âgées avaient plus tendance à penser qu'elle est justifiable : 39 % des personnes de la tranche d'âge de 15-24 ans pensait que la violence est justifiable ; tandis que 59 % de la tranche d'âge de 55-64 ans et 53 % de ceux qui avaient 65 ans ou plus pensaient la même chose.

La classe sociale (répartie à AB / C1 / C2 / DE)¹⁰⁴ ne paraît pas trop significative dans le cas des corrélations. Tandis que 53 % des répondants AB estimait que la violence est justifiable (le taux le plus élevé), 45 % des répondants C2 pensait la même chose (le taux le plus bas). De même, 47 % des répondants employés pensait que la violence est justifiable et 49 % de ceux qui n'avaient pas de travail. Cependant ceux qui appartiennent au groupe des répondants aux revenus élevés (gagnant £25.000 par an) étaient plus susceptibles de penser que la violence est justifiable (57 %) que ceux dont le revenu ne dépasse pas £11.499 (42 %).

Si le gouvernement oppressait ses citoyens

Au total, seulement 24 % des répondants pense que la violence est justifiable si le gouvernement oppresse ses citoyens, par rapport aux 40 % de ceux pour qui elle n'est pas justifiable ; le score moyen était de 2,63.

Comme plus haut, les hommes avaient encore plus tendance à penser qu'elle est justifiable (28 %) que les femmes (21 %). Concernant les tranches d'âge il n'y avait pas de corrélation évidente en terme d'âge parmi ceux qui pensaient que la violence est justifiable (selon 26 % de la tranche d'âge de 15-24 ans elle est justifiable ; le même taux a été constaté parmi les répondants de 45-54 ans). Cependant, si l'on observe l'ensemble des répondants âgés avaient tendance à penser que la violence n'est pas justifiable (la différence était très peu par rapport à ceux qui ont répondu par « ni oui ni non » ou « ne peut pas décider »). 31 % des répondants âgés de 15-24 ans la considérait non justifiable tandis que dans la tranche d'âge de 45-54 ans 49 % pensait la même chose.

¹⁰⁴ AB correspond aux positions supérieures et intermédiaires de la gestion, de l'administration et des activités professionnelles (22,17 % des adultes au RU) ; C1 représente les positions de surveillance, administratives et de niveau junior de la gestion, de l'administration et des activités professionnelles (30,84 %) ; C2 représente les professions manuelles qualifiées (20,94 %) ; DE correspond aux professions manuelles semi-qualifiées et non qualifiées, aux chômeurs et aux professions de niveau inférieur (26,05%).

Sur la base des scores moyennes ceux qui appartiennent à une classe sociale supérieure sont plus susceptibles de penser que la violence n'est pas justifiable (résultats AB 2,53) que ceux qui appartiennent à une classe sociale inférieure (résultats DE 2,75) ; tandis que ceux qui n'avaient pas de travail (2,52) avaient plus tendance à dire qu'elle est injustifiable que ceux qui travaillaient (2,71). Ceux qui ont des revenus moyens (£11.500-24.999) avaient plus tendance de dire que la violence n'est pas justifiable (score moyenne : 2,56) que ceux qui avaient moins (2,76) ou plus (2,70) de revenus.

Les répondants londoniens étaient les moins susceptibles de penser que la violence est justifiée (15 %) ; cependant ceux qui habitent au Nord étaient plus nombreux de le penser (31 %). Toutefois, par rapport aux londoniens ceux qui habitent au Nord avaient plus tendance à penser qu'elle était injustifiable (28 % contre 37 %) - tandis que 30 % des londoniens n'a pas pu décider. Concernant les résultats moyens, les habitants de Wales étaient les plus susceptibles de penser que la violence est injustifiable (2,38) et les habitants du Nord étaient les moins susceptibles de le penser (2,82).

Si une tentative de limiter votre liberté personnelle avait lieu

Au total, 28 % des répondants estimait qu'il est justifiable de recourir à la violence si une tentative de limiter leur liberté personnelle avait lieu ; et 40 % pensait qu'elle est injustifiable (20 % pensait « ni l'un ni l'autre » et 12 % n'a pas pu décider). Cela a donné un résultat moyen de 2,74.

Par rapport aux femmes les hommes avaient plus tendance à dire que la violence est justifiable (2,55 contre 2,95). Il n'y avait pas de corrélation nette avec l'âge : 30 % des moins de 24 ans la pensait justifiable ; et 28 % des plus de 65 ans. Tandis que le résultat des répondants de la tranche d'âge de 15-24 ans montraient une tendance un peu plus favorable à la violence (2,94 contre 2,65 parmi les âgés de 65 ans ou plus) les autres tranches d'âge avaient des résultats assez similaires.

Fait intéressant, plus la classe sociale est inférieure, les répondants étaient plus favorables à la justification de la violence. Sur la base des résultats moyens AB a donné 2,48, C1 a atteint 2,70, C2 était de 2,88 et DE de 2,95. De même, les répondants du groupe avec des revenus inférieurs sont plus favorables à la justification de la violence (résultat moyen de 2,92 pour ceux qui gagnent moins de £11.499) que ceux qui ont des revenus plus élevés (2,67 pour ceux qui gagnent £25.000 ou plus).

Les membres des minorités ethniques étaient moins nombreux à penser que la violence est justifiable de ces conditions que les Britanniques blancs (2,60 contre 2,80). De même que dans le cas d'autres questions, les londoniens étaient les moins nombreux à penser que la violence est justifiable (18 %) mais ce résultat est partiellement dû au nombre important de ceux qui n'étaient pas certains. Concernant les résultats moyens régionaux, le Nord (2,98) et le Sud (2,96) étaient les plus favorables à la justification de la violence.

Si l'inégalité sociale devenait inacceptable

Au total, 23 % des répondants estimait qu'il est justifiable de recourir à la violence si l'inégalité sociale devient inacceptable ; et 44 % pensait qu'elle est injustifiable (20 % pensait « ni l'un ni l'autre » et 12 % n'a pas pu décider). Cela a donné un résultat moyen de 2,53. C'était le plus bas résultat moyen.

Comme dans le cas de toutes les réponses, les hommes étaient plus susceptibles de penser que la violence est justifiables que les femmes (score moyenne de 2,69 contre 2,38). Dans ce cas, les plus jeunes étaient un peu plus favorables à la justification de la violence que les plus âgés. 28 % de ceux qui font partie de la tranche d'âge de 15-24 ans la considérait justifiable et 20 % des personnes de la tranche d'âge 64 ans et plus (les résultats moyennes étaient 2,71 et 2,48).

Ceux qui appartiennent à une classes sociale inférieure étaient plus favorables (score moyenne de 2,66 pour DE) à la justification de la violence que ceux d'une classe sociale supérieure (2,47 pour AB) - bien que le statut lié à l'emploi avait un impact mineur sur les réponses. Les résultats selon les revenus sont les suivants : 41 % de ceux qui gagnent moins de £11.499 pensait que la violence est justifiable ; et 29 % de ceux dont les revenus dépassent £25.000. Contrairement aux autres questions, l'ethnicité n'était pas lié aux comportements non plus.

Si votre subsistance était menacée

Au total, 31 % des répondants estimait qu'il est justifiable de recourir à la violence si leur subsistance est menacée ; et 42 % pensait qu'elle est injustifiable (15 % pensait « ni l'un ni l'autre », 11 % n'a pas pu décider et 1 % a refusé de répondre). Cela a donné un résultat moyen de 2,74.

Comme plus haut, les hommes étaient plus susceptibles de penser que la violence est justifiables que les femmes (score moyenne de 2,68 contre 2,38). D'une manière générale, les jeunes avaient plus tendance à trouver que la violence est justifiable que les gens plus âgés - bien qu'il ne s'agisse pas ici d'un modèle uniforme : la tranche d'âge de moins de 24 ans a atteint une score moyenne de 3,03, ce qui est la plus élevée de tous les groupes : les blancs de 45-54 ans ont atteint la plus faible score de 2,41.

Pour la classe sociale, plus la classe sociale est inférieure plus de répondants pensaient que la violence est justifiable (AB : 2,53; C1: 2,58; C2: 2,81; DE: 3,10).

Contrairement aux autres réponses, les non blancs étaient plus nombreux de dire que la violence est justifiée que les blancs (sur la base des scores moyennes et des pourcentages). Dans le cas des régions, ceux qui vivent au Nord étaient plus susceptibles de penser que la violence est justifiée les Ecosais étaient les moins nombreux de penser ainsi et le groupe de ceux qui ont les plus hauts revenus était moins favorable à la pensée que la violence soit justifiée que les groupes de ceux qui disposent des revenus moyens ou faibles.

Si votre famille était menacée

Au total, 63 % des répondants estimait qu'il est justifiable de recourir à la violence si leur famille était confrontée à des dangers ; et 17 % pensait qu'elle est injustifiable (11 % pensait « ni l'un ni l'autre », 19 % n'a pas pu décider et 1 % a refusé de répondre). Cela a donné un résultat moyen de 3,88. C'était le plus haut résultat moyen.

Les hommes (score moyenne de 4,02) étaient plus nombreux de penser que la violence est justifiable que les femmes (3,72) ; et les personnes plus âgées étaient plus nombreuses de penser ainsi que les personnes plus jeunes - bien qu'il ne s'agisse pas ici d'un modèle uniforme. Les scores moyennes fondées sur l'âge sont les suivantes : 15-24 ans 3,69 ; 25-34 ans 3,57 ; 35-44 ans 4,07 ; 45-54 ans 3,77 ; 55-64 ans 4,19 ; et 65 ans et plus 4,02. Contrairement aux autres questions, la classe sociale ne semble pas faire une différence significative (en tout cas pas d'une manière uniforme). En termes de revenus, cependant les répondants ayant les revenus les plus élevés avaient plus tendance à dire que la violence est justifiable que ceux qui avaient des revenus moins importants (4,05 contre 3,84).

Concernant les régions, les londoniens étaient les moins susceptibles de penser que la violence est justifiable (résultat moyen de 2,38) et les habitants du Nord étaient les plus susceptibles de le penser (résultat moyen de 2,82). Un plus grand nombre des répondants blancs pensait que la violence est plus justifiable que les répondants ayant une autre couleur de peau (3,95 contre 3,36).

Corrélations entre des groupes particuliers

Lorsqu'on observe tous les résultats quelques schémas discernables apparaissent. Cela étant, lorsqu'on observe la série données en générale, le seul facteur sociodémographique qui est constamment corrélé à la pensée de la violence était justifié était le genre dans tous les scénarios. Les hommes étaient toujours plus susceptibles de penser que la violence est justifiable que les femmes. (Même si en générale le score moyen soit inférieure à 3, ce qui signifie qu'ils pensaient que la violence est injustifiable dans plusieurs scénarios).

Même si nous pouvions nous attendre à ce que l'âge soit largement corrélé aux comportements liés avec la violence, il paraît que cette corrélation dépend des questions. Par exemple, pendant que les jeunes sont bien plus nombreux à penser que la violence est justifiable si le gouvernement oppresse son peuple ; ou bien si l'inégalité sociale atteint un degré inacceptable, les personnes plus âgées pensent qu'elle est plus justifiable si l'état britannique est en danger ou leur famille est confrontée à une menace. Il n'est pas clair quel modèle thématique est impliqué.

De même, la classe sociale, le niveau des revenus et la situation d'emploi - tous les facteurs sociodémographiques - semblent avoir de diverses corrélations en fonction de la question (et pas toujours la même). Au total, il est plus probable que la classe sociale inférieure donne des résultats plus élevés pour la violence justifiée - bien que cela ne soit pas vrai pour chaque question.

Les groupes des répondants ayant de revenus élevés soutiennent la violence si l'état est en danger ou leur famille est en jeu - mais ils sont moins nombreux de penser ainsi que les groupes ayant des revenus inférieurs si leur liberté personnelle est limitée, si l'inégalité sociale devient inacceptable ou leur subsistance est menacée. Ainsi, il n'est pas étonnant que les classes sociales inférieures et les groupes ayant moins de revenus soient plus susceptibles de considérer que la violence est acceptable si l'inégalité sociale devient inacceptable et leur subsistance est menacée, puisque ce sont ces groupes qui risquent le plus de souffrir personnellement des conséquences de ces phénomènes.

En parlant de l'ethnicité, la plupart des scénarios démontre que les répondants blancs étaient plus nombreux à penser que la violence est justifiable que les non-blancs. Cependant, l'ethnicité montre une petite différence lorsqu'il s'agit des gens qui pensent que la violence est justifiable si l'inégalité sociale devient inacceptable. Si la subsistance est menacée les groupes des minorités ethniques avaient plus tendance à penser que la violence est justifiable que les répondants blancs. Il n'est pas clair à quel point ce résultat est déterminé par les considérations économiques, culturelles, ou autres.

Il paraît que le Nord du RU est la région où la violence est considérée justifiable le plus bien qu'une fois de plus cela varie considérablement. Par contre, London est une région typique où la violence est le moins soutenue si l'on considère le pourcentage des gens qui pensent que la violence est justifiable - bien que ce ne soit pas toujours le cas pour les scores moyennes. La situation peut être attribuable en partie à la proportion très élevée des minorités ethniques vivant à Londres. Cependant il n'y a pas de différence majeure s'il y a des enfants à la charge et si le répondant a du travail ou non.

Recours à la violence contre des groupes spécifiques

Au total, les répondants pensaient le plus que la violence est justifiable contre les terroristes (58 % pensait qu'elle est justifiable, 17 % qu'elle ne l'est et le score moyenne était de 3,8). Avec un certain écart, ce groupe a atteint la plus haute score.

Après les terroristes, les groupes politiques extrémistes - de gauche et de droite aussi et « les traîtres et les ennemis de la nation » - ont obtenu les scores les plus élevées en terme de l'acceptation de la violence. La score moyenne lorsque la violence est justifiable contre les traîtres et les ennemis de la nation était 3,0 ; dans le cas des groupes extrémistes de droite 2,68 et dans le cas des groupes extrémistes de gauche 2,60. Le seul groupe qui a encore obtenu une moyenne supérieure à 2 (2,32) était celui des « responsables autoritaires qui minent la démocratie ».

Dans le cas des groupes de minorités ethniques ou religieux, la violence était peu soutenue (au moins par rapport aux autres groupes énumérés) : Les Juifs, les Roms, les Musulmans et les immigrants ont atteint un niveau faible de cibles justifiés de la violence, environ 3-6 % des gens pensait ici que la violence est justifiable.

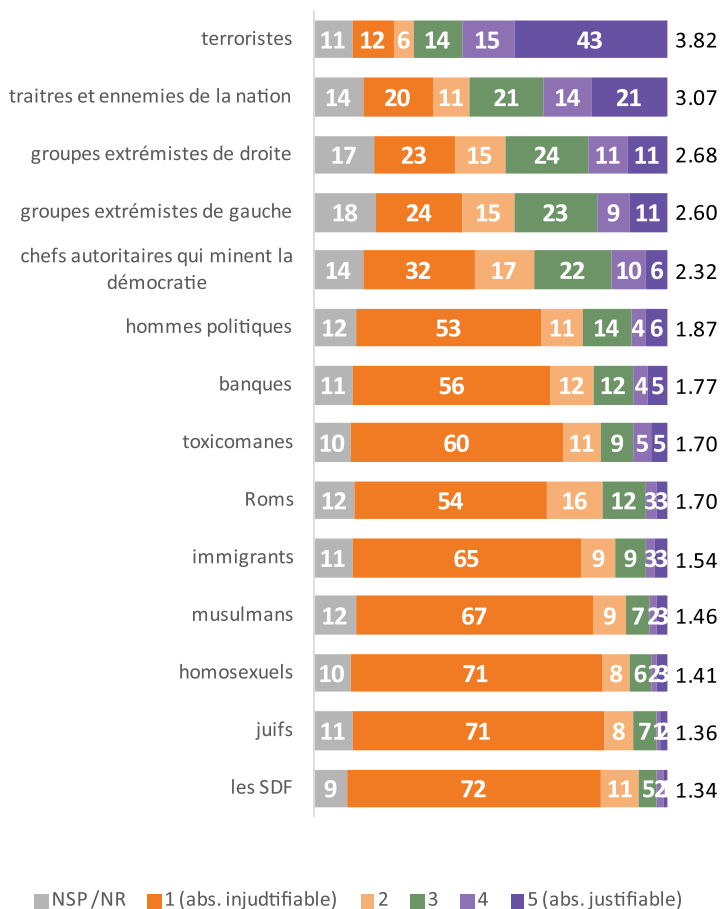
Fait intéressant, les banques et les hommes politiques ont obtenu des scores plus élevées que ces groupes - 10 % des répondants pensait que la violence est justifié cote les hommes politiques et 9 % qu'elle l'est contre les banques.

Pour les autres groupes, 10 % des gens pensait que la violence est justifiable contre les toxicomanes et seulement 3 % entre eux qu'elle l'est contre les SDF. (En matière du résultat moyen et le pourcentage liés à l'idée que la violence est justifiable, les actions violentes étaient les moins soutenues contre les SDF et les juifs.

Comme pour la première question, un nombre significatif des répondants disait que selon lui la violence n'était ni justifiable ni non justifiable (entre 5-22 % selon la question) ; ou n'a pas pu décider (entre 9-17 %, en fonction de la question).

La justification de la violence contre certains groupes

(% et la moyenne sur une échelle de 1–5, n = 1003)



Nous avons ventilé les résultats pour une future analyse fondée sur les catégories suivantes par souci de commodité : « groupes extrémistes » ; « groupes politiques » ; « groupes ethniques / religieux » et « d'autres groupes ».

Groupes extrémistes

Les terroristes sont loin les premiers parmi les groupes contre lesquels la violence bénéficie du plus haut niveau de soutien. (Pour les extrémistes en générale la violence est fort soutenue pour les raisons dont nous parlerons plus loin). Les personnes âgées ont d'avantage tendance à justifier la violence (la score moyenne pour la tranche d'âge de 14-24 ans est 3,63 et pour ceux qui ont 64 ans ou plus 4,05). Il paraît que la classe sociale, le statut de travailleur et le revenu ne sont pas corrélés ni linéairement ni de manière schématique. Ceux qui habitent au Nord ont plus tendance à justifier la violence et ceux qui vivent à Londres l'ont moins.

Le même schéma apparaît dans le cas des groupes extrémistes de gauche et de droite, ainsi que dans le cas des traîtres et ennemis de la nation - quoiqu'il semble que la violence soit moins soutenue par rapport au cas des terroristes. Les hommes ont plus tendance à justifier la violence que les femmes ; les personnes âgées sont un peu plus favorables à la justification de la violence que les jeunes bien que cette tendance n'augmente pas vraiment avec l'âge ; et ceux qui vivent au Nord sont plus susceptibles de justifier la violence que ceux qui vivent ailleurs. Même si l'on trouve de petites différences ailleurs, elles ne sont pas très importantes.

La série de résultats était la plus uniforme dans le cas du groupe des responsables autoritaires qui minent la démocratie. Outre le genre - lorsque les hommes étaient plus susceptibles de justifier la violence que les femmes - il n'y avait pas d'autre schéma très évident fondé sur le contexte sociodémographique.

Groupes politiques

Dans le cas des hommes politiques, les hommes étaient plus favorables à la justification de la violence que les femmes. Selon l'âge la situation est plus complexe : tandis que les gens de 15-24 ans étaient plus susceptibles de justifier la violence (tant en termes de score moyen - 2,18 - qu'en termes de pourcentage de la justification - 16 %) ce taux ne baisse pas de manière uniforme avec l'âge. Dans le cas de la classe sociale, plus la classe sociale est inférieure plus la violence est soutenue contre les hommes politiques (en terme de score moyenne, la score DE est 2,23 tandis que la score AB est 1,57). Fait intéressant, que le statut lié à l'emploi ne semble pas changer les choses contrairement aux revenus. Ceux qui gagnent plus que £25.000 ont moins tendance à considérer que la violence est justifiée que ceux qui ont des revenus moyens, qui sont à leur tour moins susceptibles de la justifier que ceux qui gagnent le moins (1,57 contre 1,95 contre 2,02). Les minorités ethniques (score moyenne 2,33) ont plus tendance à justifier la violence que les blancs (score moyenne 1,80). Contrairement aux autres questions, les londoniens sont plus nombreux à considérer que la violence est justifiable (2,26) par rapport aux autres régions.

Nous trouvons un schéma presque identique dans le cas des banques - les jeunes sont les plus favorables à la justification de la violence ; comme tous les groupes aux plus faibles revenus, les groupes appartenant à des classes sociales inférieures, les minorités ethniques et les habitants de Londres.

Groupes ethniques / religieux

Ce qui a été le plus frappant dans ces résultats, c'est le taux faible du soutien de la violence dans tous les groupes fondés sur l'ethnicité ou la religion. Etant donné que les taux étaient aussi faibles il est difficile de retirer de schémas clairs. Cependant il y avait quelques découvertes disponibles aussi.

Pour chaque groupe énuméré le soutien de la violence montre une tendance à la baisse avec la croissance de l'âge. A part les Roms (et uniquement une très faible proportion) la tranche d'âge de 15-24 ans se montre plus favorable aux actes violents contre ces groupes. Bien que la tendance générale montre que les personnes âgées sont moins susceptibles d'être en désaccord avec la violence, il y a quelques exceptions. Par exemple ceux qui ont 64 ans et plus sont plus susceptibles de soutenir les actions violentes contre les immigrants et les musulmans que les répondants des tranches d'âge de 45-54 ans ou 55-64 ans.

Par ailleurs, dans le cas de chaque groupe mentionné plus haut le soutien de la violence augmente avec la baisse dans les classes sociales. Quel que soit le groupe, AB est le moins favorable à la justification de la violence, suivi par C1, C2 et DE. (Fondé sur les scores moyens). On peut également constater une croissance lorsque les revenus baissent quel que soit le groupe (avec une petite exception, notamment que les répondants aux revenus moyens soutiennent plus la violence à l'égard des Roms que ceux qui ont des revenus faibles).

Fait intéressant, que le soutien de la violence contre ces groupes est toujours plus important parmi les non-blancs que parmi les blancs (quoi que le taux total soit faible dans les deux cas). De même, contrairement aux réponses à la première question, les répondants londoniens sont toujours les plus favorables à la violence quel que soit le groupe.

Autres groupes (dépendants de drogues, homosexuels, SDF)

Quel que soit le groupe - et similaire aux résultats des groupes ethniques et religieux - les groupes plus jeunes sont plus susceptibles de justifier la violence que les groupes des plus âgés (bien qu'il n'existe pas de schéma uniforme et il y ait des exceptions). Toutefois, les toxicomanes, les homosexuels et les SDF et la tranche d'âge de 15-24 ans sont les plus susceptibles de justifier la violence (avec les scores moyennes respectives de 1,81, 1,58 et 1,48). Dans chaque cas, le groupe le moins favorable à la justification de la violence est la tranche d'âge de 55-64 ans (avec des scores moyens respectifs de 1,56, 1,24 et 1,19). Dans les grandes lignes, le soutien de la violence baisse dans chaque catégorie avec la montée de l'âge jusqu'à 64 ans et + où le soutien est un peu plus fort.

Une croissance similaire et uniforme du soutien de la violence est observée à mesure que la classe sociale baisse. Pour les trois groupes le soutien de la violence est le moins important à la classe sociale AB, augmente dans la classe C1 et ensuite dans la classe C2 et atteint son point culminant dans la classe DE. Tout comme dans le cas des groupes ethniques et religieux, le soutien de la violence diminue avec la montée des revenus (avec une petite exception, les groupes ayant des revenus moyens soutiennent plus la violence que les groupes à revenus faibles, dans le cas des toxicomanes).

De même que dans le cas des résultats relatifs aux groupes religieux et ethniques, les minorités ethniques soutiennent plus la violence que les blancs dans le cas de tous les groupes énumérés. Par exemple, 24 % des minorités ethniques considère que la violence est justifiée contre les toxicomanes, tandis que parmi les blancs 8% pense la même chose ; 13 % des minorités ethniques considère que la violence contre les homosexuels est justifiée tandis que 4 % des blancs partage cette opinion.

Une fois de plus, de même que pour les résultats susmentionnés, dans chaque cas les londoniens étaient les plus favorables à justifier la violence contre ces groupes avec un certain écart. Par exemple, 24 % des londoniens considèrent que les actions violentes contre les toxicomanes sont justifiables, tandis que 5 % des habitants de Wales pensait la même chose ; 12 % considèrent que la violence est justifiable contre les homosexuels tandis que seulement 3 % des habitants de l'Ecosse partagent cette opinion ; et 5 % pensent que la violence est justifiable contre les SDF contre 2 % de ceux qui habitent au Nord. Il faudra cependant garder à l'esprit qu'une proportion significativement plus élevée de minorités ethniques vit à Londres que dans les autres régions ce qui peut être à l'origine de certaines variations.

Corrélations générales

Comme pour la première question, les hommes sont plus susceptibles de justifier la violence que les femmes, quel que soit le groupe.

Les terroristes sont loin les premiers parmi les groupes contre lesquels la violence bénéficie du plus haut niveau de soutien. Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les terroristes sont le seul groupe qui a une activité assumée, la violence. Cette règle générale s'applique aux autres groupes aussi, contre lesquels la violence est fort soutenue (extrémistes de droite, extrémistes de gauche, traîtres et ennemis de l'état). Parmi les groupes soumis au sondage ceux-ci ont une certaine position implicite tandis que les autres groupes ne l'ont pas.

Il convient de noter que contre les « groupes politiques » -les hommes politiques, les autoritaires, et les banques - la violence était trouvée significativement plus souvent justifiée que contre les groupes fondées sur l'ethnicité ou la religion. Par ailleurs, les types de répondants qui justifient la violence contre ces groupes sont nettement différents de ceux qui justifient la violence contre les extrémistes politiques (et justifient la violence comme un principe abstrait à la première question).

Tandis que les minorités ethniques sont moins susceptibles de soutenir la violence contre les extrémistes politiques - et de justifier la violence aux scénarios de la 1^{ère} question - ils sont plus favorables à le soutenir contre les hommes politiques, les banquiers, les groupes ethniques et religieux et d'« autres » groupes. De même, la baisse de la classe sociale est clairement et constamment liée à la croissance du soutien de la violence contre tous les groupes - excepté les extrémistes politiques, où la relation n'est pas uniforme.

Une relation assez similaire a été observée dans le cas de l'âge. Dans le cas des extrémistes politiques - terroriste, groupes de droite extrémiste / de gauche extrémiste - les tranches d'âge de 55-64 ans et de 64 ans et plus étaient constamment les plus susceptibles de soutenir la violence (sur la base des scores moyennes). Cependant, dans le cas des groupes individuels - groupes ethniques ou religieux, hommes politiques, banquiers, homosexuels, toxicomanes ou SDF - c'était toujours la plus jeune tranche d'âge (15-24) dont les scores étaient les plus élevées en terme de soutien des actes violents.

Comparaison des résultats hongrois et britanniques

Lors des deux sondages publics, les données étaient collectées à l'aide de la même méthodologie en ce qui concerne tant les questions posées que l'approche appliquée pour poser les questions, permettant la comparaison des résultats des deux blocs de questions en Hongrie et au Royaume-Uni.

Recours à la violence dans une variété de situations

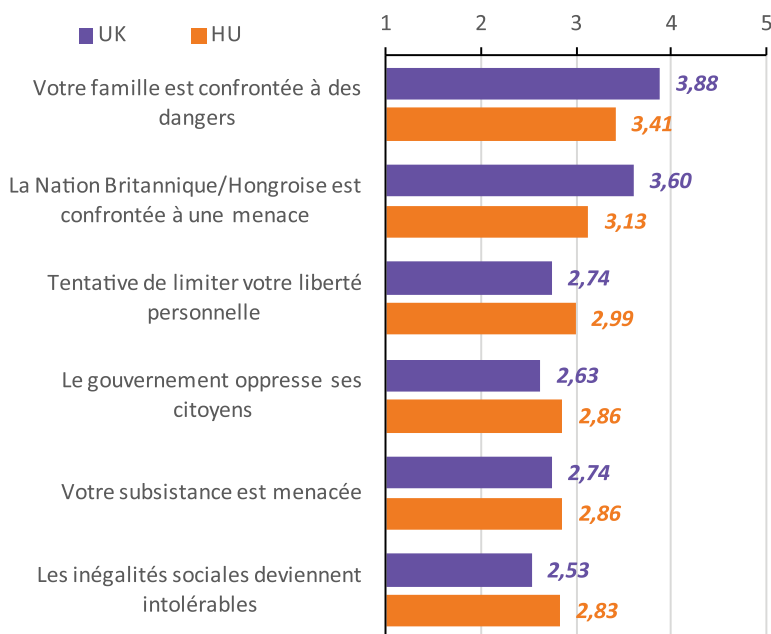
Dans les deux pays, les répondants estimaient que le recours à la violence est validée le plus lorsque la vie de leurs familles était en danger. 63 % des Britanniques pensaient que le recours à la force est confirmé avec une certaine étendue dans cette situation, tandis que 47 % des Hongrois pensait de la même façon. La différence en termes de moyennes de l'échelle (sur une échelle de 1-5, où la valeur supérieure signifie une validation forte du recours à la force) est présente aussi. Dans l'échantillon hongrois cette valeur est de 3,41 dans la britannique 3,88.

La même dissimilitude peut être observée entre les deux échantillons dans le cas de la seconde option plus préférée, lorsque la nation était en danger. 39 % des Hongrois et 48 % des Britanniques pensaient que le recours à la force est approprié dans cette situation. De même que dans la situation précédente, le soutien du recours à la violence est plus fort parmi les Britanniques.

Les quatre autres situations démontrent d'autre part les différentes tendances, comme les résultats hongrois reflètent un soutien plus fort de l'agression. Pour les deux pays, le dernier élément de l'ordre de préférences concerne le scénario où « l'inégalité sociale devient intolérables ». L'ordre pour le reste des scénarios est différent pour les deux échantillons mais cela ne constitue pas de différence significative.

La justification de la violence dans des situations diverses

(la moyenne sur une échelle de 1-5)



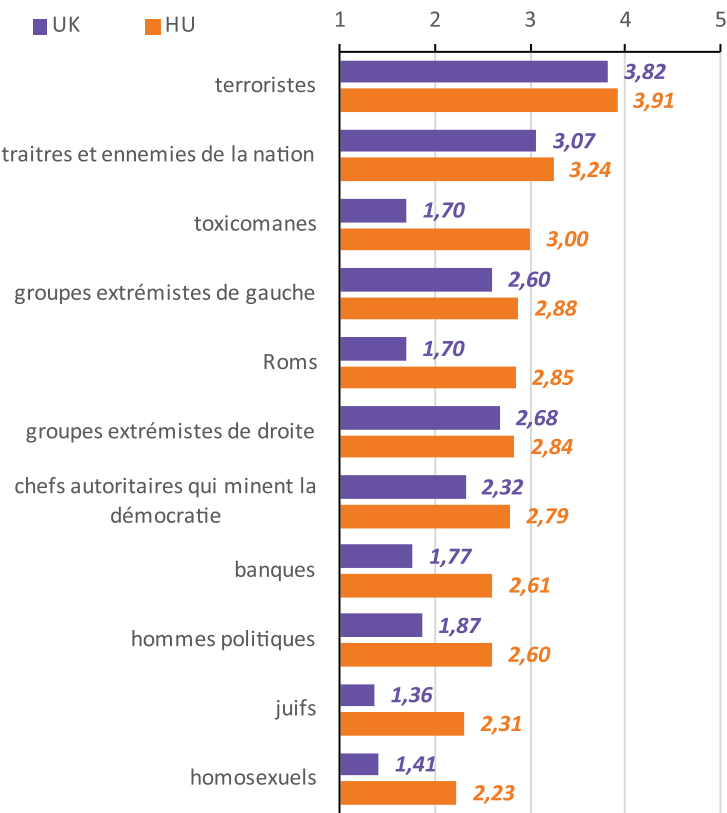
Recours à la violence contre une variété de groupes

Contrairement au soutien de la violence dans certaines situations, les Hongrois toléraient plus le recours à la violence contre les groupes que ceux qui étaient interrogés au Royaume-Uni. La différence entre les deux pays est la plus petite dans le cas de l'option préférée. Tant les Hongrois que les Britanniques acceptent le plus le recours à la force contre les terroristes. Les moyennes de l'échelle calculées pour cette option sont bondées et limitées par rapport à celles d'autres groupes. Les répondants des deux pays ont placé les « traîtres et ennemis de la nation » en deuxième position. Dans ce cas, les différences entre les moyennes de l'échelle étaient relativement petites (0,17). Le recours à la violence contre les groupes extrémistes (de droite et de gauche) était l'autre catégorie dans laquelle la différence entre l'échantillon britannique et l'échantillon hongrois était modeste.

L'acceptation du recours à la violence contre certains groupes de la société était nettement plus élevée parmi les répondants Hongrois que parmi les interrogés britanniques. Cette différence était la plus visible dans le cas des toxicomanes et des Roms. Le résultat moyen des répondants hongrois était 1,3 dans le premier cas et de 1,15 point dans le second cas sur une échelle de 1-5, ce qui constitue une différence remarquable.

Les homosexuels et les juifs, en tant que groupes minoritaires étaient ceux contre lesquels la violence était la moins acceptée tant par les répondants hongrois que par les répondants britanniques. Cependant, les résultats du sondage donnent des moyennes de 1,41 et 1,36 en Angleterre tandis que les moyennes hongroises nettement plus élevées (2,23 et 2,31).

La justification de la violence contre certains groupes
(la moyenne sur une échelle de 1–5)



Sur la recherche

Demos a collecté des données de sondage sur Facebook provenant des partisans de divers partis politiques au Royaume-Uni et en Hongrie.

Facebook permet à des tiers de concevoir des publicités, montrées ensuite aux utilisateurs de Facebook qui peuvent être ciblés sur la base des préférences ou données partagées par eux sur le site. Nous avons conçu des séries de publicités qui invitent les utilisateurs de participer au sondage. Les utilisateurs qui cliquent sur le sondage sont redirigés à la page du sondage où ils doivent d'abord confirmer leur consentement ; et ensuite ils sont invités à compléter le sondage. Nous avons posé des séries de questions liées aux données démographiques de base, aux données relatives aux comportements sociaux et politiques et des séries de questions liées aux comportements à l'égard de la violence.

La collecte de données nécessitait une conception de recrutement de sondage pilotée par Demos que Facebook utilise pour cibler les personnes qui « aiment » des pages spécifiques. En recourant aux mêmes techniques qu'aux séries de *Nouvelle face du populisme numérique* (*New Face of Digital Populism*) et *Nouveaux acteurs politiques en Europe* (*New Political Actors in Europe*) des sondages étaient réalisés via Facebook. Le choix est tombé sur Facebook parce qu'il est le plus généraliste et le plus populaire site des médias sociaux en Europe et les partis politiques ont une présence mesurable sur la plateforme (c'est particulièrement vrai pour les jeunes). Facebook permet aux annonces d'être ciblées sur la base des préférences politiques des utilisateurs, bien que cette solution ne soit pas toujours aussi précise que nous voudrions (par exemple cela permet la publicité visant ceux qui aiment les catégories comme un parti politique spécifique mais peut intégrer ceux aussi qui aiment des partis similaires).

Une annonce était montrée sur Facebook aux personnes ciblées qui les invitait à cliquer sur un lien pour participer au sondage. En cliquant sur l'annonce les participants étaient redirigés à une page de sondage numérique accueilli par le site web Survey Monkey, indiquant les détails et la raison des sondages auxquels ils sont invités à participer. Il n'y avait pas de compensation financière pour la participation aux sondages.

Collecte de données de mise en garde

Ce recrutement technique permet de collecter une série importante de données d'un groupe d'individus largement inexploré dont le recrutement est difficile via les approches de recrutement traditionnelles. Cependant il y a des mises en garde qu'il convient de garder à l'esprit.¹⁰⁵

Premièrement, la population est auto-sélectionnée. Il est fort difficile de contrôler pourquoi les groupes fondés sur participation des individus s'affilient et combien d'individus d'un groupe donné s'affilient.

¹⁰⁵ Pour voir l'analyse approfondie des forces et des faiblesses de la méthode consultez la *Nouvelle face du populisme numérique* de Bartlett et al. (2012), (*The New Face of Digital Populism*).

Tandis que le sondage est diffusé à un nombre large d'individus de la population qui s'affilient à des groupes politiques sur Facebook, il n'est pas du tout contrôlé qui complète finalement le sondage. Dans cette étude précise, nous avons eu des séries de données en quelque sorte différentes dans le cas du Royaume-Uni et dans le cas de la Hongrie mais à la place, nous avons obtenu un grand nombre de réponses des partisans de divers partis.

Deuxièmement, cette étude vise des individus qui suivent des partis politiques sur Facebook et non pas des acteurs ou activistes eux-mêmes. Par conséquent, il faut probablement être prudent en termes de généralisation des partis et des groupes en question, parce que les participants ne représentent pas forcément les groupes entiers.

Troisièmement, les options des annonces Facebook ne permettent pas de cibler des groupes spécifiques, il s'agit plutôt de la collecte de groupes *similaires*. Par conséquent, il n'est pas possible de ventiler les répondants selon les annonces Facebook qui leur sont parvenues. Les répondants étaient alors demandés à quel groupe ou mouvement politique ils sont le plus étroitement affiliés et ils étaient classés selon leurs réponses.

Cette échantillon n'est pas parfaitement représentative de la population et n'est pas non plus celle des utilisateurs de Facebook. C'est un sondage d'auto sélection, soit un sondage de ceux qui ont choisi de répondre. Bien que l'équipe de recherche adressait les annonces aux utilisateurs en créant un échantillon très similaire aux utilisateurs de Facebook au Royaume-Uni et en Hongrie en générale (sur la base des genres, l'âge et l'affiliation politique) parce que à cause des fonctions ciblées du Facebook il n'est pas possible de créer un échantillon parfait. L'auto sélection crée aussi des distorsions potentiellement significatives aux réponses du sondage. Les résultats doivent être interprétés donc en tenant compte de ces mises en garde.

Recherche au Royaume-Uni

Pour recruter des répondants nous avons visé les partisans Facebook de six partis et mouvements politiques britanniques (Démocrates libéraux, les conservateurs, parti travailliste, Parti de l'indépendance du RU, EDL et Parti national britannique).

Nous avons fait six campagnes distinctes pour chaque parti, visant des tranches d'âge et des genres différents afin d'atteindre une coupe transversale représentative des partisans de ces groupes si possible.

Les annonces et les sondages étaient administrés en anglais. Au total cela a donné 2.128 réponses de sondage complétées. Nous avons gardé tous les sondages dont moins les trois quarts étaient complétés. Nous avons indiqué le taux de « pas de réponse » à chaque question.

Démographie

La majorité des répondants (75 %) étaient des hommes et 20 % était de sexe féminin. 4 % des répondants a préféré à ne pas donner de réponse (1 % n'a pas répondu).

Les catégories d'âge sont réparties à six catégories. La plus grande catégorie d'âge est celle des 16-25 ans (35 % des répondants). Le reste était comme suite : les 26-35 ans 7 % ; les 36-45 ans 10 % ; les 46-55 ans 21 % ; les 56-65 ans 15 % et les 65 ans ou plus 11 %. Un pourcent n'a pas répondu.

Selon le lieu de résidence des répondants, 45 % est originaire d'une ville ou une petite ville ; 15 % est originaire d'une grande ville ; 16 % d'un village rural et 17 % des banlieues ou de la périphérie d'une grande ville. Trois pourcents sont d'une ferme ou d'une maison de campagne. Le reste n'a pas répondu ou disait qu'il ne savait pas.

Au total 40 % de notre échantillon avaient un emploi payé; 22 % étaient étudiants. Pour les niveaux de scolarité, 46 % dit que leur plus haut niveau de scolarité est l'enseignement supérieur, 38 % dit que l'enseignement secondaire et 6 % répond qu'une école de formation professionnelle.

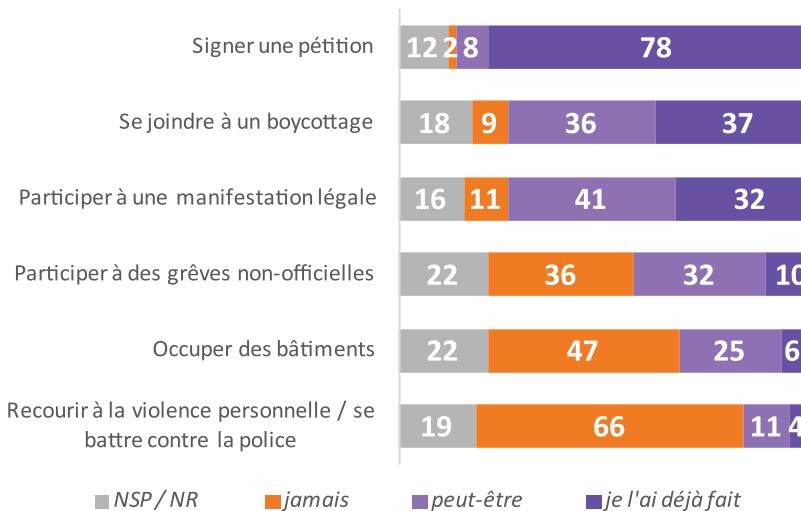
Pour les opinions politiques, nous avons demandé les répondants pour qui voteraient-ils aux élections de 2010. 17 % entre eux a répondu que pour le Parti conservatif; 16 % a dit le Parti travailliste, 14 % a indiqué UKIP, 8 % les Verts et 13 % le BNP. (Les autres ont répondu par « autre », « ne sait pas », « je n'ai pas voté » ou n'a pas répondu à la question).

Militantisme politique

Une série de questions a été posée aux répondants concernant leur activité politique : s'ils participent à différentes actions. Les répondants ont été demandés s'ils « avaient déjà participé », « envisagent peut-être de participer », « ne participeraient jamais » à un boycottage, une manifestation légale, une grève illégale, une occupation de bâtiment, une signature de pétition ou à l'utilisation de la violence personnelle telle que de se battre avec d'autres manifestants ou la police.

Militantisme politique

(pourcentage, n = 2128)



Les résultats démontrent qu'une proportion relativement haute des répondants a participé déjà à des manifestations pacifiques et légales : 37 % s'est joint à un boycottage, et 78 % a participé à une grève. Une proportion relativement basse était déjà impliquée à l'activisme plus sérieux et violent : seulement 4 % s'est servi de la violence telle que lutte contre la police ou d'autres manifestants (bien que 11 % dit qu'il « pourrait » le faire). Une proportion relativement haute des interrogés dit qu'il pourrait participer à une activité potentiellement illégale - 32 % dit qu'il « pourrait » participer à une grève non-officielle, tandis que 25 % dit qu'il « pourrait » occuper des bâtiments.

Lorsque nous faisons le tri croisé selon les réponses des gens où ils se placent sur la gamme politique et les catégories d'âge nous pouvons obtenir un autre aperçu. (Nous avons interrogé les répondants où se placent-ils sur la gamme politique, lorsque 1 signifie gauche et 5 signifie droite.)

S'est joint à un boycottage

Parmi ceux qui ont répondu par « 1 » sur la gamme politique (ce qui signifie extrême gauche, n=289 au total, ou 14 % de l'échantillon totale) 91 % a dit d'« avoir » ou « pouvoir » dans l'avenir participer à un boycottage. 68 % a dit d'« avoir » déjà participer à un boycottage dans le passé - la proportion plus élevée avec un certain écart. Par contre, 47 % de ceux qui ont répondu par « 2 » sur la gamme politique a dit d'avoir déjà participé à un boycottage ; et 41 % de ceux qui ont répondu par « 5 » s'est déjà joint à un boycottage.

Le taux le moins élevé était celui de la réponse « 4 » sur la gamme politique, où seulement 28 % s'est déjà joint à un boycottage. Cependant, une proportion importante de toute la gamme politique a dit de n'avoir pas ou de pouvoir y participer.

En terme de l'impact de l'âge, 28 % de la tranche d'âge de 16-35 ans a dit d'avoir participé à un boycottage ; cependant 44 % de la tranche d'âge de 36 ans ou plus a dit la même chose. (Ce phénomène peut s'expliquer par la différence d'âge : tandis que 41 % des répondants de moins 35 ans a dit de pouvoir se joindre à un boycottage, 33 % des répondants de 35 ans ou plus a dit la même chose).

A participé à une manifestation légale

Les résultats étaient similaires lorsque les répondants étaient interrogés s'ils avaient participé à une manifestation légale. Une fois de plus, la plus haute proportion de ceux qui ont répondu par « 1 » sur la gamme politique a dit qu'il l'avait déjà fait (69 %) et la plus basse proportion était atteinte par ceux qui ont répondu par « 4 » (20 %). De même que dans le cas de la question précédente, une proportion élevée de tous les groupes a dit d'« avoir » ou « pouvoir » participer à une manifestation légale. Un résultat similaire était démontré dans le cas de l'impact de l'âge : ceux de 35 ans ou plus étaient plus susceptibles de participer à une manifestation légale que les répondants de moins 35 ans (38 % contre 26 %) ; mais ils étaient moins susceptibles de dire que « peut-être » dans l'avenir ils le feront (36 % contre 47 %).

Participer à des grèves non-officielles

Une fois de plus, ceux qui se placent à l'extrême gauche avaient plus tendance à avoir participé (27 %) ou pouvoir participer (49 %) à des grèves non-officielles - qui sont suivis par ceux qui ont répondu par « 2 » sur la gamme politique , la droite centrale (« 4 » sur la gamme) était la moins susceptible de participer à ce genre d'activités (4 % a dit d'avoir déjà le faire et 25 % a dit de pouvoir le faire). Au total, très peu de gens sont impliqués à ce type d'activités : seulement 6 % des répondants de moins 35 ans et 13 % de ceux qui ont 35 ans ou plus.

Occuper un bâtiment

Une fois de plus, les résultats étaient similaires : en termes de proportions ceux qui ont répondu par « 1 » sur la gamme politique étaient plus susceptibles d'avoir déjà (18 %) ou pouvoir participer (47 %) à l'occupation des bâtiments par rapport aux autres groupes. Dans ce groupe seulement 19 % a dit qu'il ne participerait « jamais » à ce type d'activités contre 39 % de ceux qui ont répondu par « 2 » ; 57 % de ceux qui ont répondu par « 3 » ; 69 % de ceux qui ont répondu par « 4 » et 56 % de ceux qui ont répondu par « 5 ». Dans le cas de cette activité les jeunes avaient plus tendance à dire qu'ils avaient déjà ou dans l'avenir ils peuvent (35 % au total) le faire, par rapport aux gens plus âgés (29 %).

Signer une pétition

Une proportion très élevée des gens de toutes les catégories a répondu qu'il avait déjà ou il pourrait signer une pétition ; c'était pareil dans le cas des catégories d'âges.

A utilisé la violence personnelle telle que se débattre contre la police ou d'autres manifestants

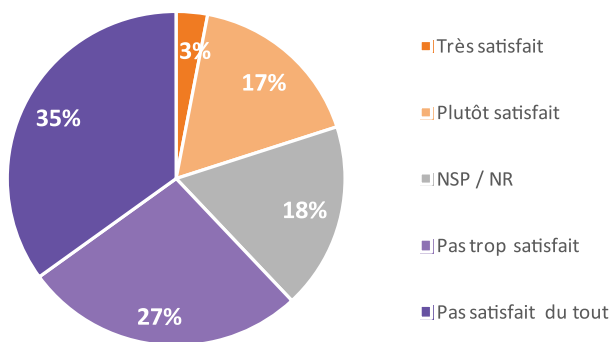
Fait intéressant, c'est la seule question où ce ne sont pas les répondants de l'extrême gauche qui étaient les plus susceptibles de participer à une activité : 6 % de ceux qui ont répondu par « 1 » y a déjà participé ; contre 8 % de ceux qui ont répondu par « 5 ». Pour cette activité, 60 % de ceux qui ont répondu par « 1 » ont dit qu'ils n'utiliseraient « jamais » la violence personnelle, contre 77 % de ceux qui ont répondu par « 2 », 77% de ceux qui ont répondu par « 3 », 77 % de ceux qui ont répondu par « 4 » et 60 % de ceux qui ont répondu par « 5 ». Et il n'est pas surprenant que selon les résultats cette activité est avant tout le privilège des franges les plus extrémistes. Les jeunes sont un peu plus susceptibles de dire qu'ils ont déjà participé ou ils pourraient participer à cette activité, par rapport aux plus âgés.! 18 % de ceux de 16-35 ans ont dit qu'ils « ont » ou ils « pourront » y participer contre 12 % de ceux de 35 ans ou plus.

Attitudes politiques et sociales

Nous avons posé aux répondants une série de questions sur leurs comportements à l'égard de la démocratie, la liberté d'expression, l'immigration, et s'ils étaient heureux d'avoir des amis de différents groupes ethniques ou religieux.

Nous avons posé la question suivante aux participants : « En générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie au Royaume-Uni? »

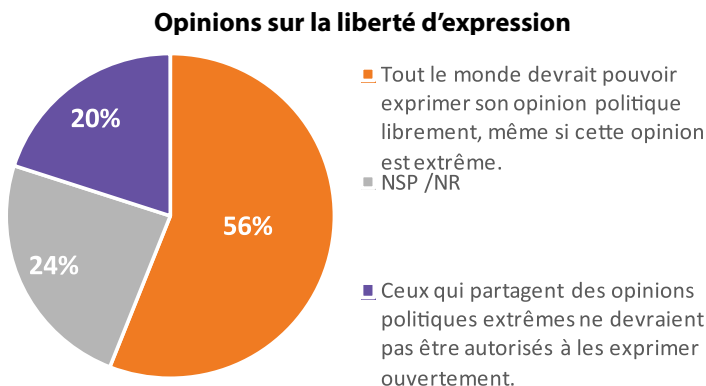
Satisfaction de la démocratie



Cela laisse penser que les répondants ne sont pas satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne au Royaume-Uni: 62 % des gens n'est pas trop satisfait ou pas satisfait du tout.

Fait intéressant, lors de la répartition selon leur position sur la gamme politique nous avons constaté qu'il y avait peu de différence entre ceux qui se sont positionnés à l'extrême gauche, à l'extrême droite ou au milieu. (19 % de ceux qui se sont positionnés à l'extrême gauche étaient « très » ou « assez » satisfaits ; dans le cas de ceux qui ont répondu par « 3 » le taux correspondant est de 23 % - une différence assez modeste. Les répondants de moins de 36 ans étaient un peu plus satisfaits (25 % assez ou très satisfait) par rapport à ceux de 36 ans et plus (17 %).

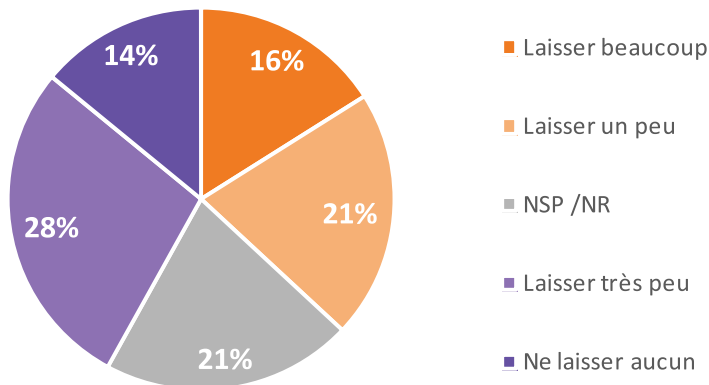
Nous avons interrogé les répondants de leurs opinions sur la liberté de l'expression. La question était posée de telle manière que les gens devaient choisir s'ils sont d'accord ou non avec une des deux affirmations suivantes. En premier lieu : « tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion politique, même si cette opinion est extrémiste ». En second lieu : « ceux qui partagent des opinions politiques extrêmes ne devraient pas être autorisés à les exprimer ouvertement ».



(18 % n'a pas répondu à la question). Il n'y a pas de différence significative fondée sur la position des répondants concernant la gamme politique peu importe s'ils sont de moins de 36 ans ou de 36 ans et plus.

Nous avons interrogé les répondants de leurs opinions sur l'immigration.

Dans quelle mesure pensez-vous que le Royaume-Uni devrait permettre aux groupes de race ou ethnies différentes de la plupart des Britanniques de venir vivre au Royaume-Uni ?

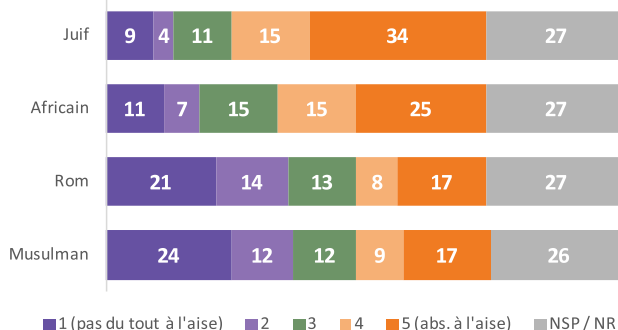


Dans le cas de la ventilation selon la position sur le grade politique, il n'est pas surprenant que ceux qui se positionnent à gauche sont plus susceptibles de permettre d'entrer « beaucoup » ou « un peu » par rapport à ceux qui se positionnent à droite sur le grade. Les jeunes ont plus tendance à permettre d'entrer « beaucoup » ou « un peu » (45 % au total) par rapport à ceux de 36 ans et plus (31 % au total).

Nous avons posé des questions relatives à leurs opinions sur les hommes homosexuels et les lesbiennes : « dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : les hommes homosexuels et les lesbiennes devraient être libres de vivre leur propre vie ». Au total, 69 % des répondants étaient d'accord ou fortement en accord ; 8 % était en désaccord. 2 % disait qu'il ne sait pas - et 20 % n'a pas répondu à la question.

Nous avons demandé les répondants s'ils étaient contents dans le cas où leurs enfants avaient des amis des groupes de religions ou ethnies différentes (1 signifiant « absolument mal à l'aise » et 5 signifiant « absolument à l'aise »).

Attitudes à l'égard des enfants étant amis avec des personnes de différents groupes ethniques ou religieux

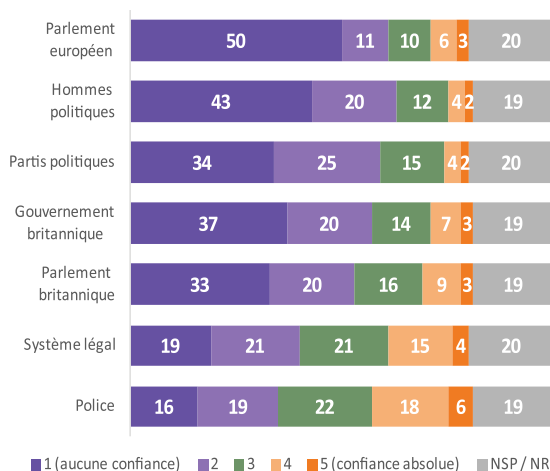


Au total, indépendamment du groupe spécifique en question, ceux qui se positionnent à gauche sur la gamme politique avaient plus tendance à se sentir à l'aise si leurs enfants avaient des amis d'autres groupes religieux ou ethniques que ceux qui se positionnent à droite ; et ceux de moins 36 ans étaient plus susceptibles d'être à l'aise avec cela que ceux de 36 ans et plus.

Confiance aux institutions

Nous avons posé aux répondants plusieurs questions de savoir s'ils avaient tendance ou non de faire confiance aux différentes institutions politiques sur une échelle de 5 grades. (1 signifie « ne fait pas du tout confiance », 5 signifie « a la confiance totale »).

Confiance aux institutions



Il n'est pas surprenant que selon les résultats et conformément à d'autres statistiques sur le sujet, le système légal et la police bénéficient de la plus haute confiance du public au Royaume-Uni ; cependant les hommes politiques, le gouvernement et le Parlement européen bénéficient de très peu de confiance (bien qu'aucune institution ne bénéficie de haute confiance en termes absolus).

L'examen de ces résultats selon la conviction politique et l'âge, la tendance générale est que les personnes âgées de 36 ans et plus font moins confiance à chacune des institutions que ceux de moins de 36 ans. Cela laisse penser que la confiance aux institutions politiques et légales n'est pas le résultat des centaines d'expériences directes agrégées des institutions mais beaucoup plus d'un comportement généralisé envers celles-ci en termes de la confiance des gens aux institutions qui régissent leur vie.

Comportements face à la violence

Nous avons posé quatre questions aux répondants concernant leurs comportements à l'égard de la violence. (Il faut noter que cette partie était proposée sous forme de choix, il n'y avait pas de question ouverte). Nous avons fait plusieurs tris croisés selon ces réponses afin de déterminer s'il existe une corrélation entre les différentes réponses. Ceux qui ont donné des résultats intéressants sont présentés ci-après.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié.

Est d'accord et est fortement en accord	60%
N'est pas d'accord et est fortement en désaccord	24%
Ne sait pas / N'a pas répondu	16%

Ceux qui se placent au milieu de la gamme politique ont plus tendance d'être d'accord avec l'affirmation (74 %) que ceux qui se placent à droite (66 %) ou à gauche (57 %).

Ceux qui font plus confiance au système légal sont aussi plus susceptibles d'être d'accord avec l'affirmation que la violence visant des objectifs politiques n'est jamais justifiée. 75 % de ceux qui font confiance au système légal est d'accord avec l'affirmation susmentionnée contre 63 % de ceux qui ne font pas confiance au système légal. (un score similaire est obtenue dans le cas de la confiance au gouvernement britannique). Les jeunes sont également un peu moins susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation. 51 % de ceux de 16-35 ans sont d'accord ou fortement en accord contre 66 % de ceux de 36 ans ou plus.

Dans quelle mesure est-il justifiable de se battre contre la police ?

Justifiable	21%
Ni justifiable ni injustifiable	18%
Non justifiable	30%
Ne sait pas / N'a pas répondu	31%

Contrairement à la question précédente, il paraît que l'âge joue un rôle moins important pour cette réponse. Seulement 20 % des gens de 36 ans et plus la pensait justifiable contre 22 % de ceux de 16-35 ans. Il y a une corrélation très faible - conformément aux prévisions - entre les degrés de confiance à la police et pour la question de savoir s'il est justifiable ou non de se battre contre la police. 28 % de ceux qui ne font pas confiance à la police considèrent que la violence est justifiable contre 22 % de ceux qui y font confiance.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : Je ne me sentirais pas mal si je frappais quelqu'un s'il le méritait vraiment.

Est d'accord et est fortement en accord	43%
N'est pas d'accord et est fortement en désaccord	35%
N'a pas répondu / ne sait pas	21%

Lorsque nous faisons le tri croisé selon l'âge, nous trouvons une petite différence entre la tranche d'âge de moins de 36 ans (42 % est d'accord / fortement en accord) et la tranche d'âge de 36 ans et plus (44 % est d'accord / fortement en accord). Une petite différence est observée dans le cas de la satisfaction de la vie. 11 % de ceux qui ne sont pas satisfaits de leur vie sont d'accord avec l'affirmation qu'ils ne se sentiraient pas mal s'ils frappaient quelqu'un ; contre 6 % de ceux qui sont satisfaits de leur vie.

Le terrorisme fait partie des nouvelles quotidiennes En principe tout le monde est contre mais les différences d'opinion ont cependant de la place.

Avec quelle affirmation êtes-vous le plus d'accord ?

Il faut toujours condamner le terrorisme quel que soit son motif	65%
Dans certaines conditions le terrorisme peut être justifiable	14%
N'a pas répondu / ne sait pas	21%

Ici il y a une grande différence entre les groupes d'âge. 73 % de ceux qui sont plus âgés de 35 pensent que le terrorisme doit être toujours condamné, contre seulement 54 % de ceux de 16-35 ans. Fait intéressant que le degré de satisfaction de la démocratie - souvent considéré comme un facteur des comportements à l'égard des actions violentes - n'influe aucunement la réponse à cette question.

Curieusement, il paraît que les comportements à l'égard de l'immigration ne font pas de différence. 48 % de ceux qui pensent que le Royaume-Uni devrait laisser entrer « beaucoup » d'immigrants considèrent que le terrorisme devrait être toujours condamné : mais ce taux augmente à 90 % parmi ceux qui pensent que le Royaume-Uni devrait laisser entrer « peu » d'immigrants. Il n'est pas surprenant qu'il existe un lien fort entre ceux qui pensent que « le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié » et ceux qui pensent que « le terrorisme peut être justifié dans certaines conditions ». 30 % de ceux qui pensent que la violence au service des objectifs politiques est justifiable considèrent que le terrorisme est admissible dans certaines conditions, par rapport à 10 % de ceux qui ne le pensent pas.

Facteurs liés au soutien de la violence

Cependant, ces tris croisés sont moins rigoureux que l'analyse de régression complète qui permet aux autres variables de demeurer constantes. Toutefois, nous avons séparé les répondants qui soutenaient la violence tout au long des quatre scénarios de questions (accord avec les affirmations suivantes : « Le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié » ; « Dans quelle mesure est-il justifiable de se battre contre la police ? » ; « Je ne me sentirais pas mal si je frappais quelqu'un s'il le méritait vraiment » et « Il faut toujours condamner le terrorisme quel que soit son motif ».)

Afin de fournir des données plus comparables dans cette section, nous avons omis les données de non-réponses de chaque question.

Au total, il y avait 135 répondants du Royaume-Uni qui approuvent la violence (ou disent qu'ils ne savent pas) pour chacune des questions suivantes. Cela nous a permis d'examiner plus en détail les autres traits ou réponses liés au soutien de la violence.

En termes de l'âge, 44 % avait 16-25 ans, ce qui signifie un certain écart par rapport à la plus grande catégorie d'âge (la deuxième plus grande catégorie était celle des répondants de 46-55 ans avec 16 %). Fait intéressant, la plus petite catégorie d'âge était de ceux de 76-85 ans (2 personnes) et de 26-35 ans (6 personnes soit 4 %).

Il n'est pas surprenant que les hommes aient plus tendance à approuver la violence - 98 hommes par rapport à 18 femmes - (et 18 qui préféraient ne pas donner une réponse ; et 1 qui n'a pas répondu à la question).

En termes de lieu de résidence, les habitants de villes moyennes ou petites étaient plus susceptibles d'approuver la violence : 55 personnes (soit 41 %). Cependant ce n'est simplement en ligne avec la démographie totale du sondage.

La catégorie qui était la plus susceptible d'approuver la violence, en terme d'emploi et d'éducation était celle des répondants ayant un emploi payé (47 personnes soit 35 %) et ceux qui ont fait des études universitaires (58 personnes soit 43 %).

En terme de préférences dans les votes, 23 % de ceux qui étaient d'accord avec la violence disaient qu'ils avaient voté aux élections générales de 2010 pour « autre » - ce qui signifie pour un autre qui ne fait pas partie des principaux partis énumérés. 15 % disait de ne pas avoir voté et 14 % a répondu qu'il ne savait pas. Par contre, seulement 5 % a voté pour le Parti national britannique.

Il est très différent de l'ensemble de l'échantillon (18 % entre eux a répondu que pour le Parti conservatif; 18 % a dit le Parti travailliste, 15 % a indiqué UKIP, 5 % les Verts et 1 % le BNP. Les autres ont répondu par « autre », « ne sait pas », « je n'ai pas voté » ou n'a pas répondu à la question.

Cela laisse penser que ceux qui sont les plus désengagés du processus politique approuvent la violence. Cependant les résultats des élections européennes sont un peu différents : 30 % des répondants disaient qu'ils avaient voté pour UKIP ; et 19 % pour les Verts (16 % a répondu « autre »). Fait intéressant, 54 % de l'échantillon totale a répondu qu'ils avaient voté pour UKIP, 12 % Pour les Verts et 9 % pour un « autre ».

En terme de la répartition gauche-droite, ceux qui se plaçaient à l'extrême gauche (en se définissant « 1 » sur une gamme politique de 1-5) étaient les plus nombreux d'y être d'accord (33 personnes, 28 %). Dans l'échantillon total l'extrême gauche représentait seulement 15 %.

En termes des activités politiques, par rapport à l'échantillon total ceux qui approuvent la violence sont nettement plus nombreux à dire qu'ils ont déjà participé ou pourraient participer à diverses actions. Par exemple, 61 % entre eux s'est joint à un boycottage ; contre 42 % de l'échantillon totale. De même, 78 % du sous-échantillon violente s'est déjà joint ou pourrait se joindre à une grève non-officielle contre seulement 48 % de l'échantillon totale ; et 68 % du même sous-échantillon a déjà occupé ou pourrait occuper un bâtiment contre 37 % de l'échantillon totale.

En termes de degré de satisfaction de la démocratie, 78 % de ceux qui approuvent la violence disent également qu'ils ne sont « pas du tout » ou « pas tout à fait » satisfaits de la démocratie. Cependant il n'y a pas de différence significative par rapport au sondage dans l'ensemble étant donné qu'au total 74 % n'était pas du tout ou pas vraiment satisfait de la démocratie.

De même, 77 % de ceux qui ont approuvé la violence disaient que tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion, même si cette opinion est extrémiste. Cependant cette différence n'est pas significative par rapport à l'ensemble du sondage où 68 % a choisi la même réponse.

Parmi ceux qui approuvent la violence, 39 % pensaient que le Royaume-Uni devrait laisser entrer « beaucoup » de gens de groupes de race ou ethnies différentes (contre seulement 16 % qui pensaient que le Royaume-Uni ne devrait laisser entrer « aucun » de ces gens). Dans l'ensemble de l'échantillon, seulement 20 % pensait cependant que le Royaume-Uni devrait laisser entrer « beaucoup » de ces gens et 17 % disait que le Royaume-Uni ne devrait laisser entrer « aucun » de ces gens.

Dans le cas où il s'agissait des hommes homosexuels et des lesbiennes qui devraient être libres de vivre leur propre vie, 87 % de ceux qui approuvent la violence, étaient d'accord et fortement en accord avec cette affirmation. (Au sondage global 86 % des répondants étaient d'accord ou fortement en accord).

En parlant de ceux qui approuvent le sentiment de la violence dans le cas où leurs enfants ont des amis ayant une autre conviction religieuse ou une autre race, dans chaque catégorie, la plus fréquente réponse était qu'ils seraient « absolument à l'aise ». (Il convient de noter cependant que 22 % des répondants de l'échantillon globale n'a pas rempli la réponse à cette question).

Attitudes à l'égard des enfants étant amis avec des personnes de différents groupes ethniques ou religieux
(% qui se sent « absolument confortable »)

	Africain	Juif	Musulman	Rom
Ceux qui sont d'accord pour la violence	33	42	27	28
Dans l'ensemble de l'échantillon (uniquement les réponses valables)	32	43	22	21
Dans l'ensemble de l'échantillon	25	34	17	17

En termes de confiance aux institutions, le taux le plus élevé de ceux qui étaient d'accord avec la violence avait tendance à ne pas faire du tout confiance aux institutions dans toutes les catégories. Cependant, tout comme plus haut, il reflète également le taux total de ceux qui ont complété tout le sondage.

Confiance aux institutions politiques
(% des réponses « ne fait pas du tout confiance »)

	Gouv. britannique	Parl. britannique	Parlement européen	Système légal	Police	partis politiques	Hommes politiques
Ceux qui sont d'accord pour la violence	48	43	44	25	28	47	55
Dans l'ensemble de l'échantillon (uniquement les réponses valables)	46	41	62	24	19	42	53
Dans l'ensemble de l'échantillon	37	33	50	19	16	34	43

il est intéressant selon ces résultats c'est le manque de confiance à la police que distingue surtout le sous-échantillon violent de l'ensemble de l'échantillon.

Le tout

- Les jeunes ont plus tendance à soutenir le terrorisme en principe.
- Ceux qui ne font pas confiance au système légal ont plus tendance à soutenir la violence.
- Le sentiment d'anti-immigration est lié avec ne pas soutenir le terrorisme.
- La suggestion que le désengagement des partis politiques dominants est lié au soutien de la violence bien que le manque de confiance à la police paraisse être aussi parmi les facteurs.
- Il y a une corrélation relativement forte entre les divers types de l'activité politique et le soutien des activités violentes.

Recherche effectuée en Hongrie

Pour recruter des répondants, nous avons visé les partisans de onze partis politiques hongrois sur Facebook. Nous avons fait des campagnes distinctes pour chaque parti, visant des tranches d'âge et des genres différents afin d'atteindre une coupe transversale représentative des partisans de ces groupes si possible.

Les annonces et les sondages étaient administrés en hongrois. Au total cela a donné 4.991 réponses de sondage complétées. Nous avons gardé tous les sondages dont moins les trois quarts étaient complétés. Nous avons indiqué le taux de « pas de réponse » à chaque question.

Démographie

La majorité des répondants (53 %) étaient des hommes et 39 % était de sexe féminin. 2 % des répondants a préféré à ne pas donner de réponse (6 % n'a pas répondu).

Les catégories d'âge sont réparties à six catégories. La plus grande catégorie d'âge est celle des 56-65 ans (32 % des répondants). Le reste était comme suite : les 16-25 ans 12 % ; les 26-35 ans 7 % ; les 36-45 ans 6 % ; les 46-55 ans 18 % ; les 66-75 ans 20 % et les 76 ans ou plus 4 %. Un pourcent n'a pas répondu.

En s'agissant du lieu où les répondants vivent, 34 % vit dans une grande ville, 33 % dans une ville moyenne ou petite et 20 % dans un village rural. Le reste des répondants vit aux banlieues des grandes villes (8 %) et à une ferme (1 %). Cinq pourcent n'ont pas répondu.

Au total, 35 % de notre échantillon avait un emploi payé ; 36 % était retraité, 6 % était étudiant et seulement 4 % était chômeur. (Cinq pourcent n'ont pas répondu). 36 % avait un haut niveau de scolarité, le même taux avait un niveau d'enseignement secondaire et 18 % a fait une école de formation professionnelle.

Pour les opinions politiques, nous avons demandé les répondants pour qui voteraient-ils aux dernières élections parlementaires. 51 % disait MSZP / Együtt / DK / PM / MLP. 18 % disait Fidesz / KDNP ; 13 % disait d'avoir voté pour Jobbik ; 5 % disait qu'il n'avait pas voté ; et 9 % n'a pas répondu. Cela laisse penser que les répondants de gauche étaient un peu plus représentés dans l'échantillon que dans la population en générale.

Cette échantillon n'est pas parfaitement représentative de la population hongroise et n'est pas non plus celle des utilisateurs de Facebook. Les mêmes mises en garde s'appliquent ici que dans le cas de l'étude menée au Royaume-Uni.

Nous avons également demandé les répondants pour qui ont-ils voté aux élections européennes de mai 2010. 42 % disait d'avoir voté pour DK, 16 % pour Fidesz, 12 % pour Jobbik et 4 % pour MSZP.

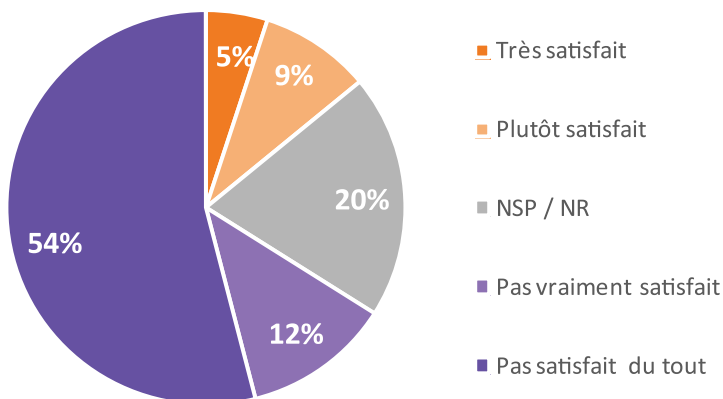
Nous avons également demandé les répondants de se placer sur une gamme politique. Au total, 34 % des gens a répondu par « 1 » (ce qui signifie l'extrême gauche) ; 13 % par « 2 » (centre-gauche), 13 % par « 3 » (centre), 11 % par « 4 » (centre-droite) et 22 % par « 5 » (extrême droite). 7 % a répondu qu'il ne savait pas. (Toutes les non-réponses étaient omises dans le cas de cette réponse).

Attitudes politiques et sociales

Nous avons posé aux répondants une série de questions sur leurs comportements à l'égard de la démocratie, la liberté d'expression, l'immigration, et s'ils étaient heureux d'avoir des amis de différents groupes ethniques ou religieux.

D'abord, nous avons posé la question suivante aux participants : « En générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie en Hongrie ? »

Satisfaction de la démocratie



Cela laisse penser que les répondants ne sont pas satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne en Hongrie : seulement 14 % disait qu'ils étaient très satisfait ou assez satisfaits.

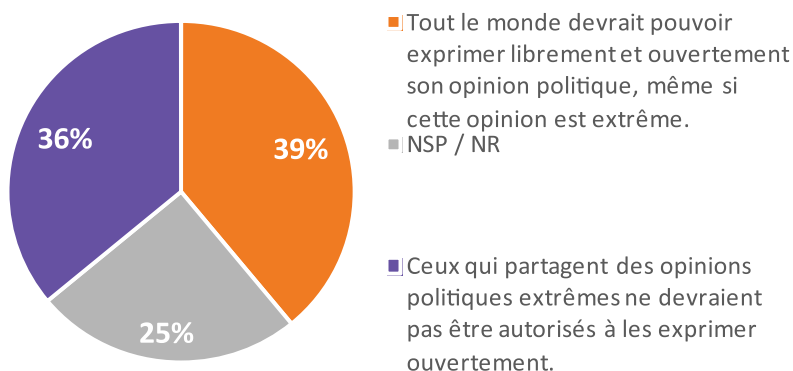
Fait intéressant, lors de la répartition selon leur position sur la gamme politique nous avons constaté qu'il y avait une différence très importante dans la manière dont ils ont répondu à la question. Parmi ceux qui se placent à « l'extrême gauche » (en répondant par « 1 » au sondage) seulement 1 % était satisfait de la démocratie.

Par contre, parmi ceux qui se placent à « l'extrême droite » (en répondant par « 5 » au sondage) 18 % était satisfait de la démocratie. Ceux qui ont répondu par « 1 » ou « 2 » (extrême gauche ou centre-gauche) avaient plus tendance à dire qu'ils sont satisfaits que ceux qui ont répondu par « 4 » ou « 5 » (centre-droite et extrême-droite).

Ceux de moins 35 ans étaient moins satisfaits que les membres de la tranche d'âge de 36 ans et plus (bien qu'une troisième variable, telle que les opinions politiques puisse y avoir un impact). 58 % des gens de 36 ans et plus n'était « pas du tout satisfait » contre 38 % de ceux de moins 36 ans.

Nous avons interrogé les répondants de leurs opinions sur la liberté de l'expression. La question était posé de telle manière que les gens devaient choisir s'ils sont d'accord ou non avec une des deux affirmations suivantes. En premier lieu : « tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion politique, même si cette opinion est extrémiste ». En second lieu : « ceux qui partagent des opinions politiques extrêmes ne devraient pas être autorisés à les exprimer ouvertement ».

Opinions sur la liberté d'expression

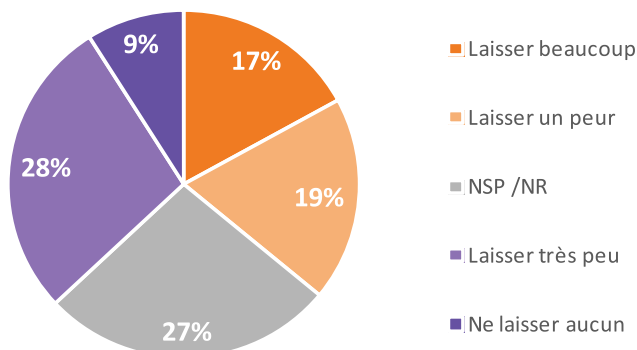


(19 % des gens n'a pas répondu à la question et 6 % disait qu'il ne sait pas). C'est différent des résultats obtenus au Royaume-Uni, étant donné qu'un taux plus élevé est d'accord avec l'affirmation que tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion politique.

Comme plus haut, Il y avait une différence significative en fonction de la position du répondant sur la gamme politique. Ceux qui se positionnent à l'extrême gauche étaient plus susceptibles de penser (57 %) qu'il faudrait empêcher les gens d'exprimer leurs opinions de l'extrême droite (24 %). De même, il paraît que l'âge fait aussi une différence : 49 % de ceux de moins 36 ans pensent que tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion contre 36 % de ceux de 36 ans ou plus. (Et de même, seulement 14 % de ceux de moins 36 ans disent qu'il faudrait prévenir les opinions extrémistes contre 41 % de ceux de 36 ans ou plus).

Nous avons interrogé les répondants de leurs opinions sur l'immigration aussi.

Dans quelle mesure pensez-vous que la Hongrie devrait permettre aux groupes de race ou ethnies différentes de la plupart des Britanniques de venir vivre en Hongrie ?

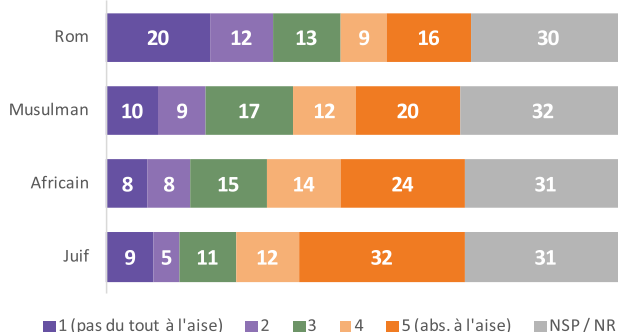


Contrairement aux autres questions, lorsque les réponses étaient ventilées selon la position sur la gamme politique, il y a une différence relativement mineure entre les groupes. Par exemple, 17 % de ceux qui se positionnent à l'extrême gauche disent que la Hongrie devrait laisser entrer beaucoup de ces gens contre 20 % de ceux qui se positionnent à l'extrême droite. De même, il paraît que l'âge ne change pas beaucoup les choses. 15 % de ceux de moins de 36 ans disent que la Hongrie devrait laisser beaucoup de migrants contre 17 % de ceux de 36 ans ou plus.

Nous avons posé des questions relatives à leurs opinions sur les hommes homosexuels et les lesbiennes : « dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : les hommes homosexuels et les lesbiennes devraient être libres de vivre leur propre vie ». Au total, 54 % des répondants étaient d'accord ou fortement en accord ; 22 % était en désaccord. 3 % disait qu'il ne sait pas - et 22 % n'a pas répondu à la question.

Nous avons demandé aux répondants s'ils étaient contents dans le cas où leurs enfants avaient des amis des groupes de religions ou ethnies différentes (1 signifiant « absolument mal à l'aise » et 5 signifiant « absolument à l'aise »).

Attitudes à l'égard des enfants étant amis avec des personnes de différents groupes ethniques ou religieux.

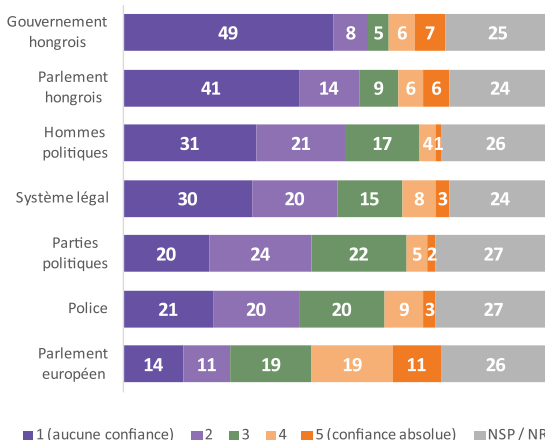


Au total, indépendamment du groupe spécifique en question, ceux qui se positionnent à gauche sur la gamme politique avaient plus tendance à se sentir à l'aise si leurs enfants avaient des amis d'autres groupes religieux ou ethniques que ceux qui se positionnent à droite ; et ceux de moins 36 ans étaient plus susceptibles d'être à l'aise avec cela que ceux de 36 ans et plus.

Confiance aux institutions

Nous avons posé aux répondants plusieurs questions de savoir s'ils avaient tendance ou non de faire confiance aux différentes institutions politiques sur une échelle de 5 grades. (1 signifie « ne fait pas du tout confiance », 5 signifie « a la confiance totale »).

Confiance aux institutions



Il n'est pas surprenant que les résultats démontrent conformément aux autres statistiques sur le sujet qu'aucune institution ne jouit beaucoup de la confiance totale.

La confiance faible au système légal et à la police est remarquable (bien que cela dépende en partie de la manière dont on la mesure). Cela ne varie pas beaucoup avec l'âge.

Contrairement au Royaume-Uni, le Parlement européen jouit plus de confiance que le gouvernement national. Fait intéressant, que les gens de moins de 36 ans paraissent avoir un peu moins de confiance au parlement européen que ceux de 36 ans ou plus. Ceux qui se positionnent à gauche y ont bien plus de confiance que ceux qui se positionnent à droite.

Il y a une différence assez importante en fonction de la position des gens sur la gamme. Ceux qui se positionnent à gauche ou à l'extrême gauche sont beaucoup moins susceptibles de faire confiance au gouvernement hongrois que ceux qui se positionnent à droite ou à l'extrême droite (ce phénomène est dû probablement au fait que le gouvernement actuel est de droite).

Comportements face à la violence

Nous avons posé quatre questions aux répondants concernant leurs comportements à l'égard de la violence. Nous avons fait plusieurs tris croisés selon ces réponses afin de déterminer s'il existe une corrélation entre les différentes réponses. Ceux qui ont donné des résultats intéressants sont présentés ci-après.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié.

Est d'accord et est fortement en accord	67%
N'est pas d'accord et est fortement en désaccord	14%
N'a pas répondu / ne sait pas	19%

Il existe un accord général sur le fait que le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié.

Ceux qui se placent au milieu de la gamme politique ont un peu plus tendance d'être d'accord avec l'affirmation (78 %) que ceux qui se placent à droite (74 %) et un peu moins que ceux qui se placent à gauche (79 %). Il y a des différences mineures.

Ceux de 36 ans et plus ont légèrement plus tendance à approuver cette affirmation (71 %) que ceux de moins de 36 ans (52 %) (bien que certaines différences sont dues également au taux élevé des gens de moins de 36 ans qui disaient qu'ils « ne savent pas »). 16 % des gens de moins de 36 ans et 13 % de ceux de 36 ans et plus n'étaient pas d'accord.

Ceux qui ont plus confiance au système légal sont aussi plus susceptibles d'être d'accord avec l'affirmation que la violence visant des objectifs politiques n'est jamais justifiée. 84 % de ceux qui ont confiance au système légal est d'accord avec l'affirmation susmentionnée contre 78 % de ceux qui ne ont pas confiance au système légal.

Dans quelle mesure est-il justifiable de se battre contre la police ?

Justifiable	50%
Ni justifiable ni injustifiable	17%
Non justifiable	6%
N'a pas répondu / ne sait pas	27%

L'âge influence très peu les réponses à cette question : 53 % des gens de 36 ans et plus pensait que la lutte contre la police est justifiable contre 38 % de ceux de moins 36 ans. Il y a une corrélation très faible - conformément aux prévisions - entre les degrés de confiance à la police et pour la question de savoir s'il est justifiable ou non de se battre contre la police : 22 % de ceux qui ne font pas confiance à la police pense que la violence contre elle est justifiée contre 9 % de ceux qui font confiance à elle.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : Je ne me sentirais pas mal si je frappais quelqu'un s'il le méritait vraiment.

Est d'accord et est fortement en accord	36%
N'est pas d'accord et est fortement en désaccord	40%
N'a pas répondu / ne sait pas	24%

Les réponses données à cette question sont très similaires à celles que l'on a pu observer au sondage mené au Royaume-Uni.

Lorsque nous faisons le tri croisé selon l'âge, nous trouvons une différence entre la tranche d'âge de moins 36 ans (44 % est d'accord / fortement en accord) et la tranche d'âge de 36 ans et plus (34 % est d'accord / fortement en accord).

Une petite différence est observé dans le cas de la satisfaction de la vie. 39 % de ceux qui sont satisfaits de leur vie ils ne se sentiraient pas mal s'ils frappaient quelqu'un qui le méritait ; contre 55 % de ceux qui ne sont pas satisfaits de leur vie.

Le terrorisme fait partie des nouvelles quotidiennes En principe tout le monde est contre mais les différences d'opinion ont cependant de place.

Avec quelle affirmation êtes-vous le plus d'accord?

Il faut toujours condamner le terrorisme quel que soit son motif	70%
Dans certaines conditions le terrorisme peut être justifiable	8%
N'a pas répondu / ne sait pas	22%

Ici il y a une grande différence entre les groupes d'âge. 23 % de ceux de moins 36 ans pensent que le terrorisme est justifiable dans certaines conditions, contre 7 % de ceux de 36 ans et plus.

Il n'est pas surprenant qu'il existe un lien fort entre ceux qui pensent que « le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques n'est jamais justifié » et ceux qui pensent que « le terrorisme peut être justifié dans certaines conditions ». 18 % de ceux qui pensent que la violence au service des objectifs politiques est justifiable considèrent que le terrorisme est admissible dans certaines conditions, par rapport à 8 % de ceux qui ne le pensent pas.

Facteurs liés au soutien de la violence

Cependant, tout comme plus haut, ces tris croisés sont moins rigoureux que l'analyse de régression complet qui permet aux autres variables de demeurer constantes. De même que lors de l'étude menée au Royaume-Uni, nous avons séparé les répondants qui soutenaient la violence tout au long des quatre scénarios de questions. Afin de fournir des données plus comparables dans cette section, nous avons omis les données de non-réponses de chaque question.

Au total, il y avait 108 répondants de Hongrie qui approuvent la violence (ou disent qu'ils ne savent pas) pour chacune des questions suivantes. Cela nous a permis d'examiner plus en détail certains résultats démographiques et comportementaux liés au soutien de la violence.

En termes de l'âge, 32 % avait 16-25 ans, ce qui signifie un certain écart par rapport à la plus grande catégorie d'âge (la deuxième plus grande catégorie était celle des répondants de 46-55 ans avec 19 %). La plus petite catégorie d'âge était de ceux de 76-85 ans (1 personne) et de 36-45 ans (6 personnes soit 6 %).

Il n'est pas surprenant que les hommes avaient plus tendance à approuver la violence - 69 hommes (67 %), contre 26 femmes (25 %) (et 8 personnes préféraient ne pas répondre).

En termes de lieu de résidence, les habitants de villes moyennes ou petites étaient plus susceptibles d'approuver la violence : 47 personnes (soit 41 %). Et ce malgré le fait que seulement 33 % des répondants étaient d'une ville moyenne ou petite.

La catégorie qui était la plus susceptible d'approuver la violence, en terme d'emploi et d'éducation était celle des répondants ayant un emploi payé (39 personnes soit 36 %) et ceux qui ont achevé leurs études d'enseignement secondaire (41 personnes soit 38 %). Ces chiffres sont globalement conformes aux pourcentages obtenus au sondage global.

Concernant les préférences dans les votes, 41 personnes (39 %) de ceux qui étaient d'accord avec la violence disaient qu'ils avaient voté pour Jobbik aux dernières élections parlementaires ; et 24 % disait d'avoir voté pour MSZP / Egyutt / DK / PM / MLP. 13 % a répondu qu'ils n'ont pas voté. De même, pour les résultats des élections européennes 49 % des répondants qui acceptent la violence ont voté pour Jobbik ; et 15 % pour DK.

Ce résultat est très différent de celui de l'échantillon globale, où 14 % disait d'avoir voté pour Jobbik aux dernières élections parlementaires et 6 % disait qu'il ne sait pas. (En mai 2014, lors des élections européennes 50 % disait qu'ils avaient voté pour DK et seulement 14 % pour Jobbik.)

En terme de la répartition gauche-droite, ceux qui se plaçaient à l'extrême droite (en se définissant « 5 » sur une gamme politique de 1-5) étaient les plus nombreux d'y être d'accord (42 personnes, soit 40 %). Dans l'échantillon globale, seulement 22 % des gens se plaçaient cependant à l'extrême droite contre 34 % qui se plaçaient à l'extrême gauche.

En termes de degré de satisfaction de la démocratie, 79 % de ceux qui approuvent la violence disent également qu'ils ne sont « pas du tout » ou « pas tout à fait » satisfaits de la démocratie. Cependant cette différence n'est pas significative par rapport à l'ensemble du sondage où 80 % a choisi la même réponse.

De même, 75 % de ceux qui ont approuvé la violence disaient que tout le monde devrait pouvoir exprimer librement et ouvertement son opinion, même si cette opinion est extrémiste. C'est très différent des résultats du sondage global où seulement 48 % des répondants était d'accord avec la même affirmation.

Parmi ceux qui approuvent la violence, 46 % pensaient que la Hongrie devrait laisser entrer « très peu » de gens de groupes de race ou ethnie différentes (contre 8 % qui pensaient que la Hongrie ne devrait laisser entrer « un peu » et 9 % disait que « beaucoup » de ces gens). Dans l'échantillon globale, 36 % pensait que la Hongrie devrait laisser entrer très peu ; 24 % qu'« un peu » et 21 % que « beaucoup » de ces gens.

Dans le cas où il s'agissait des hommes homosexuels et des lesbiennes qui devraient être libres de vivre leur propre vie, 44 % de ceux qui approuvent la violence, étaient d'accord et fortement en accord avec cette affirmation. (Au total, 68 % des répondants était d'accord ou fortement en accord.)

En s'agissant des enfants qui ont des amis d'une religion ou ethnie différente dans chaque catégorie la plupart de ceux qui approuvent la violence disaient qu'ils seraient « absolument mal à l'aise » ; et c'était une différence importante par rapport au sondage global - dans chaque cas, la sous-échantillon de violence était nettement plus mal à l'aise - particulièrement dans le cas des Roms.

Dans le cas de la confiance aux institutions, la différence majeure entre la sous-échantillon violente et l'échantillon globale consiste au fait que ce dernier avait nettement plus tendance à ne pas faire confiance au système légal et au Parlement européen. (C'est très différent des résultats obtenus au Royaume-Uni).

Pourquoi le rôle des médias sociaux est-il important dans la diffusion des idées extrémistes

Au cours de la dernière décennie la manière dont les gens accèdent aux médias, les consomment et utilisent a changé : une transition des médias principaux vers les contenus diffusés sur Internet et les médias sociaux. Le contenu haineux ou offensif est présents sur internet depuis sa création. Par exemple, Stormfront qui est l'un des premiers « sites haineux » existe au moins depuis le début des années 90. Cependant certains pensent que le média social a facilité la publication et la diffusion des opinions extrémistes ou offensives.

Les partis de l'extrême droite sont bien établis pour être les premiers utilisateurs actifs des médias sociaux pour produire de la propagande pas chère et rapide, créer une identité de groupe cohérente et organiser des événements et des activités¹⁰⁶.

Cette étude examine par une sélection de pages populistes de droite sur les comptes Facebook et Twitter la manière dont ces groupes utilisent le média social. Bien qu'il soit de plus en plus reconnu que ces groupes utilisent activement le média social, il manque des études sur la question de savoir comment ils l'utilisent précisément.

Il faut souligner que Facebook et Twitter ont des termes et des conditions qui prévoient la présence des groupes et des contenus haineux et extrémistes sur le plateforme. Plus précisément, Facebook interdit et supprime les discours de haine ce qu'il définit comme « tout contenu qui attaque directement des personnes en raison de : leur race, leur ethnicité, leur origine nationale, leur religion, leur orientation sexuelle, leur sexe ou leur identité sexuelle, leur infirmité ou leur état de santé ».

Bien qu'ils ne permettent pas les discours de haine, parfois les gens publient des messages ou des contenus perturbants qui ne représentent pas la violation des règles du plateforme.

Méthodologie

Cette étude était menée en utilisant Facebook et Twitter. Les deux sites étaient utilisés parce qu'ils sont connus et populaires parmi les groupes en question ; et les deux plateformes permettent de faire des recherches pour la collecte et l'analyse de données de manière relativement facile et structurée.

Il existe plusieurs méthodes pour collecter manuellement des données des médias sociaux - telles que la copie, la capture d'écran, la prise de notes et le sauvegarde des pages web. Cependant, lorsqu'il s'agit de grandes quantités de données la meilleure méthode est la collecte automatique des données. Elle se fait via une connexion à l'Interface de programmation d'application (« API ») du plateforme. API est un portail qui fonctionne comme un gardien technique des données détenues par le plateforme de média social.

106 Pour un aperçu voir Demos (2012) *The New Face of Digital Populism*.

Cela permet à un système d'ordinateur externe de communiquer avec la plateforme de média social et d'en obtenir des informations. Chaque API a des règles différents définies pour l'accès : le type de données auxquelles les chercheurs peuvent accéder, le format auquel ces données sont produites et les quantités de données qui peuvent être produites.

Certains API peuvent fournir des données historiques remontant à plusieurs mois ou années tandis que d'autres ne fournissent que des contenus récents. Certains fournissent une sélection aléatoire des données de média social prises de la plateforme tandis que d'autres fournissent des données qui conviennent aux requêtes spécifiées par le chercheur - habituellement des mots clés choisis par l'analyste. En général, tous les APIs produisent les données sous une forme consistante et « structurée » et en grande quantité. Les APIs de Facebook et Twitter produisent également des métadonnées - informations sur la donnée elle-même, comprenant des informations sur les utilisateurs, leurs fidèles et leurs profils. Ces métadonnées peuvent être des sources riches d'informations utiles pour les chercheurs des médias sociaux, comprennent souvent des informations sur le type de l'appareil de l'expéditeur, la date de création du compte, la location et le suivi des médias sociaux¹⁰⁷.

Il existe plusieurs types d'accès API aux données Facebook, dont la plupart est conçue pour les créateurs d'application, tels que Public Feed API, Keyword Insights API, Marketing API et Atlas API¹⁰⁸. Pour ce travail nous nous sommes servis de Public Feed API qui permet aux chercheurs d'accéder à toutes les données qui étaient publiées sur une page publique de Facebook. (L'accès à toutes les données de Facebook repose sur les paramètres prédéfinis par l'utilisateur et ceux qui ont autorisé le partage d'informations. Les structures de confidentialité de Facebook sont complexes - potentiellement chaque utilisateur peut avoir des réglages de confidentialité distinctes pour chaque donnée qu'il partage. Le Public Feed API ne transmet que les données publiques).

A l'aide du Public Feed API nous avons collecté des données des pages Facebook sélectionnées au Royaume-Uni et en Hongrie. Nous avons utilisé « R », un logiciel à source ouverte qui permet l'accès des chercheurs aux données publiquement disponibles sur des pages publiques. Ces pages étaient faites à la main par les chercheurs qui sont spécialistes en la matière.

Nous avons collecté des tweets aussi à l'aide des Interfaces de programmation d'application (APIs) de « diffusion » et de « recherche » de Twitter. L'API de recherche transmet une collection des Tweets pertinents d'un indice qui couvre à peu près la semaine précédente. L'API de diffusion transmet des tweets en permanence en temps réel au moment de leur création qui comprennent l'un des mots clés du chercheur. L'identification des comptes spécifiques permet également aux chercheurs de collecter au moins 3.200 tweets de ce compte.

107 C Miller, 'Social Action on Social Media', Nesta Working Paper, Working Paper Series (Nesta: 2015)

108 <https://developers.facebook.com/docs/graph-api/other-apis>

Ces tweets sont alors transmis à la série de données de l'ordinateur du chercheur dans un fichier Json qui peut être soumis à des analyses. Nous avons analysé les données à l'aide d'un paquet de logiciel nommé Qlik. Tout comme dans le cas de Facebook nous avons soumis les données à une série d'analyses.

Ni sur l'un ni sur l'autre site nous n'avons collecté ou utilisé des informations personnelles des individus ; et nous n'avons pas identifié les individus non plus. Nous avons masqué tous les noms de compte et quotas pour garantir que les individus ne soient pas identifiables et nous avons effacé toutes les données après l'analyse. (Bien que nous avons décidé de mentionner les comptes de certaines grandes organisations). L'objectif était de comprendre les grandes tendances de comportement. Pour Facebook nous n'avons collecté aucune donnée des pages des groupes ou des individuels ; et nous n'avons pas collecté de données des pages fermées. Nous n'avons pas procédé à la collecte ou à l'utilisation des données personnelles des individus ; nous n'avons pas identifié les individus non plus. Les noms d'utilisateur ou les ID accidentellement collectés ont été effacés.

Il faut souligner qu'il s'agit des méthodologies expérimentales appliquées dans de nombreux cas. Il n'y a pas de méthodes de « meilleures pratiques » fermement établies pour collecter et analyser ce genre de données. Plus loin, elle est conçue comme une étude exploratoire. Par conséquent il faut interpréter les résultats avec prudence.

Résultats au Royaume-Uni

Facebook

Pendant deux mois (du 1^{er} octobre 2014 au 1^{er} décembre 2014) nous avons collecté 497 messages des pages Facebook de 10 groupes populistes de droite du Royaume-Uni, ce qui a donné au total 930.145 interactions (une interaction peut être une mention « J'aime », un « partage » ou un « commentaire »). Nous avons essayé de collecter une répartition assez vaste de différents groupes qui étaient présents sur Facebook et de tels qui étaient globalement comparables en termes de taille à l'étude de cas menée en Hongrie. Sur la base des expériences des chercheurs nous avons sélectionné les groupes suivants : Britain First¹⁰⁹, British National Party¹¹⁰, English Defence League (EDL)¹¹¹, EDL Forum¹¹², English Nationalist Alliance¹¹³, I Am Proud to be British¹¹⁴, Infidels of Britain¹¹⁵, Send the SAS to Catch Jihadi John¹¹⁶, South Wales British Movement¹¹⁷, et les Yorkshire Angels¹¹⁸ (une division féminine de EDL). Cependant il existe de nombreuses autres pages similaires sur Facebook qui pourraient faire partie de cette étude - plus particulièrement il existe au moins 20 pages EDL administrées par des divisions régionales.

Il faut souligner que nous ne prétendons pas que les pages incluses dans cette étude incitent à la « haine » ou le contenu que l'on y trouve soit de telle nature. Au contraire, nous nous sommes concentrés dans cette étude sur les pages Facebook populistes de droite qui sont souvent accusées d'être l'espace où un grand nombre de contenus de haine est publié ou partagé. Nous faisons référence à ces pages partout comme des pages « populistes de droite » et nous y avons trouvé une très vaste gamme de contenus publiés et partagés. Les « publications » en ce sens signifient les messages placées sur la page par le(s) administrateur(s) de la page.

Total des données relatives à la taille et l'échelle

Selon le nombre total des mentions de « J'aime la page » comptés c'est la Page Britain First basée au Royaume-Uni qui est la plus populaire en son genre en Europe : avec 569 000 mentions J'aime la page ; et atteint au total 51 millions d'utilisateurs au moment de la rédaction¹¹⁹. (Cette donnée est accessible uniquement pour les administrateurs de page. Elle était publiquement partagée par les administrateurs de Britain First sur leur page publique.)

109 <https://www.facebook.com/OfficialBritainFirst?fref=ts>

110 <https://www.facebook.com/OfficialBritishNationalParty?fref=ts>

111 <https://www.facebook.com/EDL-English-Defence-League-238696516197018/timeline/>

112 <https://www.facebook.com/English-Defence-League-EDL-Forums-130356320328490/timeline/>

113 <https://www.facebook.com/English-Nationalist-Alliance-170875669635671/timeline/>

114 <https://www.facebook.com/ImProud2BeBritish?fref=ts>

115 <https://www.facebook.com/INFIDELS-OF-BRITAIN-352629524764287/timeline/>

116 <https://www.facebook.com/CatchJihadiJohn?fref=ts>

117 <https://www.facebook.com/South-Wales-British-Movement-775558882477451/timeline/>

118 <https://www.facebook.com/Yorkshire-Angels-English-defence-league-168144953236977/timeline/>

119 Fin septembre 2015 le nombre des mentions « J'aime » des pages a atteint près de 924 000.

En générale, les publications de notre collection avaient chacune 1771 interactions (ce qui comprend les mentions J'aime, les commentaires et les partages). Cependant, ces chiffres sont biaisés par le nombre modeste des publications très actives. Si nous omettons les 10 publications les plus populaires la moyenne est 1200).

Cela cache des variations énormes. Le plus populaire contenu a obtenu plus de 100 000 interactions (ci-après) ; et il était publié par le groupe « Britain First ». (Voir ci-dessous). Une photo sur les princes Harry et William. Il est typique que Britain First place des contenus qui ne sont pas ouvertement de nature politique. En revanche, 30 % des messages avaient moins de 100 interactions. Cela illustre la manière dont peu de messages très populaires ou « viraux » peuvent atteindre une portée dramatique (au moins en termes de la portée en ligne) et une large proportion des messages atteint une portée relativement basse.

Les messages Facebook les plus importants¹²⁰



¹²⁰ <https://www.facebook.com/OfficialBritainFirst/photos/a.347167375428530.1073741829.300455573433044/573245729487359/?type=3&theater>

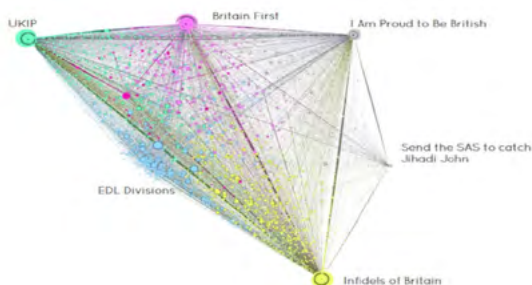
Un analyse de réseau / structure d'affiliation et son impact sur la manière de partage de contenu

Pour mieux comprendre le flux d'informations et d'idées sur ces pages nous avons choisis les pages du Royaume-Uni et nous avons examiné que les individus qui ont publié un commentaire sur une page en quelle mesure ont placé des commentaires sur d'autres pages aussi. Cette donnée était obtenue de l'API de Facebook via R et a été visualisé en Gephi, un outil d'analyse de réseau de source ouverte.

Les images suivantes présentent la manière dont les utilisateurs sont regroupés autour de divers groupes auxquels ils sont actifs, y compris le degré d'activité dans les groupes dont ils sont membres. Cela s'appelle « edge rank ».

Afin de créer une carte de réseau nous avons étendu notre échantillon sur 92 pages Facebook, lesquelles comprennent au total 54.495 utilisateurs uniques qui ont publié entre eux 159.437 commentaires sur ces pages. (Ces chiffres sont calculés à l'aide de la collecte des commentaires et le compte du nombre des IDs d'utilisateurs uniques qui ont contribué à cette série de données). Nous avons élargi notre échantillon pour élaborer une carte de réseau plus valable, étant donné que nous avons voulu observer la façon dont nos pages s'adaptent à un réseau plus large d'utilisateurs. Pour élargir le réseau nous avons ajouté plusieurs pages Facebook de l'UK Independence Party (UKIP), et nous avons ajouté plusieurs pages des divisions régionales de l'EDL. Cet analyse démontre que 16,2 % des utilisateurs est actif sur deux ou plus de pages ; 1,3 % est actif sur quatre ou plus de pages. A la lumière de ce qui précède nous pouvons penser qu'il y a très peu d'utilisateurs très actifs qui créent des contenus sur plusieurs page.

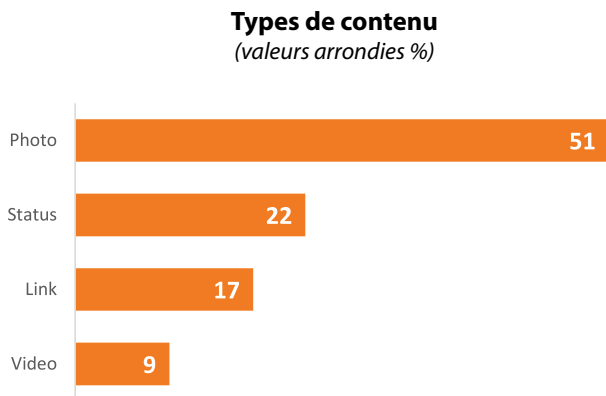
Réseau d'utilisateurs



Quel type de messages est le plus efficace pour atteindre une audience large

Afin de déterminer les types de publications qui ont réussi à atteindre une audience large, nous avons examiné a) le format des publications et b) le contenu et le ton des publications.

Les données de Facebook API permettent aux chercheurs de déterminer le format des publications, divisées par « lien », « photo », « statut » ou « vidéo ». Les chiffres suivantes reflètent les types de formats les plus souvent utilisés par les pages en question. Les photos sont très populaires dans ces groupes - ce qui illustre bien l'importance des images visuelles pour ces groupes.



Analyse du contenu des messages

Pour avoir une compréhension plus nuancée du type et du ton de la plus populaire publication, nous avons analysé 129 publications de celles qui ont obtenu le plus grand nombre d'interactions avec contenu parmi les 597 publications collectées de ces pages. Nous les avons réparti dans plusieurs catégories selon le contenu de la publication et le ton de la publication. (Les catégories étaient sélectionnées par les chercheurs sur la base d'une catégorie de codage créée spécialement pour cette recherche. Nous avons constaté la popularité des publications par le nombre moyen des interactions qu'elles ont obtenu).¹²¹

¹²¹ Dans certains cas les échantillons étaient trop petites pour obtenir des pourcentages précis, il vaut mieux ainsi de les considérer comme des données illustratives.

Contenu	Moyenne de toutes les interactions	Comptes de catégorie
Attaque	27,302	2
Comment	28,005	48
Nouvelles	9,978	60
Question	8,825	19
Grand Total	16,785	129

Ton	Moyenne de toutes les interactions	Comptes de ton
Furieux	14,857	61
Félicitant	19,451	30
Neutre	17,775	38
Grand Total	16,785	129

Le plus populaire ton des publications sur les pages populistes de droite était « félicitant » tout comme aux publications commémorant les morts de la guerre ou la fierté patriotique (souvent impliquent une image)¹²². Le plus populaire contenu de publication est le « commentaire » auquel nous attribuons l'étiquette « passe partout » appliquée pour le contenu créé ou partagé par la page qui commente des situations sans faire nécessairement référence à des sources extérieures. Il s'agit des moyennes très élevées qui sont souvent biaisées par peu de contenus très largement partagés.

Sur ces pages, 5 % de l'ensemble des commentaires étaient classés comme contre-discours, soit des commentaires qui étaient en désaccord avec la publication ou présentaient une alternative, un message plus positif.

Twitter

Les chercheurs ont créé un jeu artisanal de 30 « comptes noyaux », basé autant que possible sur une sélection de groupes similaire aux pages Facebook. Les comptes étaient publics connus par les chercheurs comme comptes actifs et ouverts pour les partisans de la Ligue de défense anglaise (English Defence League : un mouvement de anti-islamiste au Royaume-Uni) ou du Parti national britannique (British National Party). Sur la base de ces comptes noyaux nous avons construit un réseau à partir des utilisateurs qui étaient suiveurs de ces comptes et nous avons collecté les tweets publiés par ces utilisateurs au cours des trois mois.

¹²² Le contenu « félicitant » célèbre la page ou ces valeurs.

Nous avons rendu anonymes tous les comptes, nous n'avons nommé aucun utilisateur individuel et nous n'avons inclus aucune publication afin de protéger la vie privée des utilisateurs. L'objectif du travail était de mieux comprendre la nature du réseau des utilisateurs.

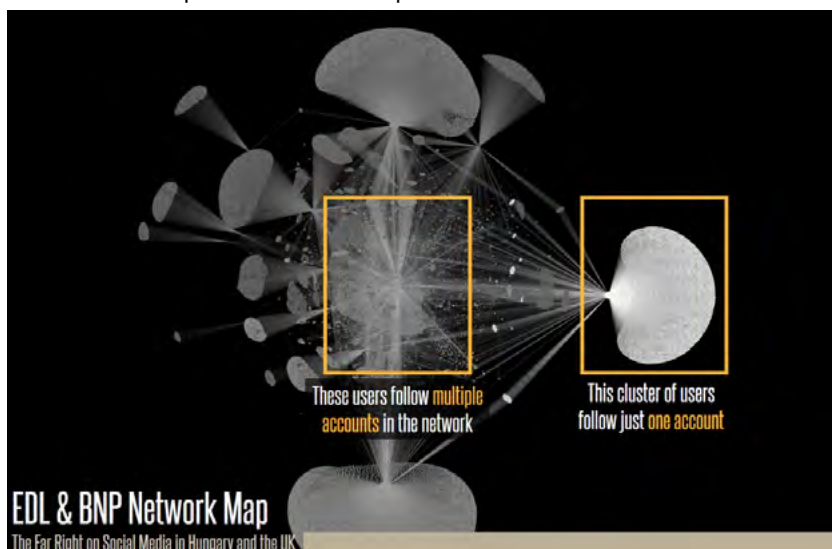
Structure de réseau

En mettant en place un réseau de la manière décrite plus haut nous avons pu déterminer la forme générale du réseau des comptes associés à des comptes populistes de droite présents sur Twitter.

Sur la base de notre analyse nous avons trouvé au total 46.000 utilisateurs au sein du réseau. Parmi eux 8.000 suivaient au moins deux autres utilisateurs ; près de 3.700 utilisateurs suivaient au moins trois et près de 1.500 utilisateurs suivaient au moins cinq autres utilisateurs. 296 utilisateurs - ce qui peut être considéré comme le réseau « hardcore » - suivaient au moins dix autres.

Nous avons pris les 46.000 comptes et nous avons créé une carte de réseau pour illustrer l'étendue de la suivi de plusieurs comptes par les utilisateurs divers au sein du réseau. Ces cartes ont été créées à l'aide de Gephi, un outil d'analyse de réseaux à source ouverte. Nous avons mis chaque utilisateurs et chaque page sur la carte. Si un utilisateur a interagi avec une publication une connexion (ou « edge ») a été dessinée entre les deux utilisateurs.

Le diagramme ci-dessous illustre bien qu'il y a de petites groupes d'activités qui ne sont pas toujours intégrés au réseau entier. Le groupe de droite sur le diagramme représente les partisans du Parti national britannique - ce qui souligne le fait que ces utilisateurs suivent un seul compte du réseau et non pas d'autres utilisateurs.



Niveaux d'activité

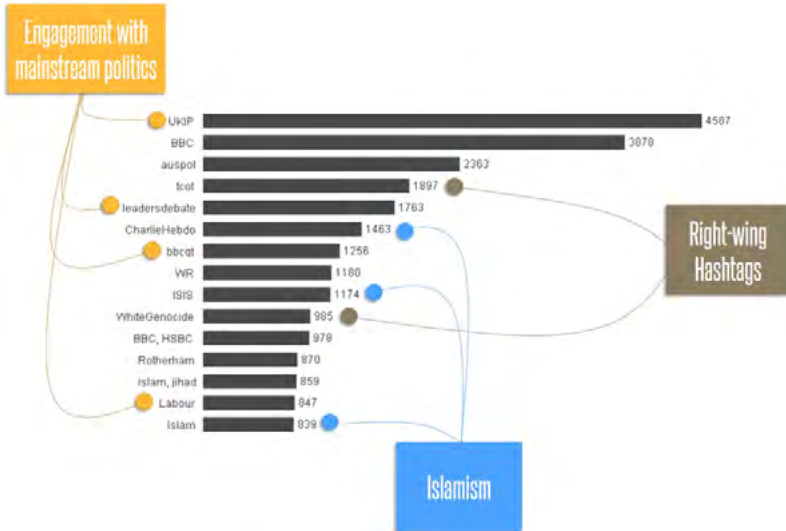
Sur 1.500 comptes principaux identifiés 1040 étaient actifs au cours des trois mois précédents (près de 69 % du total). Nous avons alors collecté des données de ces comptes et nous avons trouvé que -au cours des trois derniers mois - 795.000 tweets ont été publiés. Pendant la période en question en moyenne près de 764 tweets ont été publiés par compte ce qui équivaut à 8 tweets par jour par compte.

Afin de mieux comprendre la nature des contenus publiés par ces comptes, nous avons collecté le top des « hashtags » utilisés aux tweets¹²³. La charte suivante représente le top 15 des hashtags utilisés pendant la période de trois mois - et le nombre de leurs utilisations. Cela démontre plusieurs choses.

- D'abord il y a beaucoup d'engagement avec (ou discussion sur) les principaux organes de presse et histoires. L'UKIP, la BBC et la BBC Question time sont des hashtags populaires sur le réseau et tous sont liés en un certain sens aux sujets principaux.
- Ensuite, conformément aux prévisions, il y a un nombre important de discussions liées à l'Islam et l'Islamisme.
- Enfin, le réseau a utilisé des hashtags associés à la politique de droite (ou extrême droite). « Tcot » fait référence à « Top Conservatives On Twitter » (Top conservateurs sur Twitter) et est utilisé typiquement aux Etats-Unis. Plus extrême, « WhiteGenocide » est une phrase parfois utilisée par des groupes de l'extrême droite pour décrire la diminution générale de la race blanche au monde entier - de leur point de vue - typiquement comme une partie d'un vaste terrain de divers groupes dans l'ombre.

123 Un hashtag est un mot typique accompagné d'un # signe, et est utilisé pour rendre le contenu plus facilement trouvable pour les autres utilisateurs qui cherchent ces hashtags sur Twitter.

Top Hashtags



Nous avons cherché le tweet simple le plus populaire sur le réseau global. Il était lié à un appel lancé par un seul utilisateur à interdire le port de la burqa au Royaume-Uni. Il comprenait une image et encourageait les autres utilisateurs de le retweeter, ce qui était fait 3.815 fois. Encourager quelqu'un de retweeter un contenu est une stratégie connue pour augmenter sa portée. Il n'est pas possible cependant de déterminer le nombre des autres utilisateurs qui ont pu le voir - bien que ce chiffre devait dépasser 100 000 personnes.

Résultats Hongrie

Facebook

Entre février 2014 et juin 2015 nous avons collecté 13.877 publications sur 18 pages publiques Facebook, donnant au total 3.501.055 interactions (une interaction peut être une mention « J'aime », un « partage » ou un « commentaire »). La plupart des pages Facebook sélectionnées était connectée à des groupes ou mouvements de l'extrême droite ; quelques-unes soutenaient la propagande pour la Russie ; et certaines entre elles peuvent être décrites comme des pages militaristes ou diffusant des théories de conspiration. Ces pages étaient choisies par les chercheurs sur la base de leurs connaissances sur le sujet (mais toutes ne sont pas nommées pour la protection de la vie privée - seulement les noms des plus grandes pages sont mentionnés). Comme plus haut, nous n'avons collecté aucune information des pages privées ou protégées par un mot de passe. Tout comme dans le cas de la recherche au Royaume-Uni, il faut souligner que nous ne prétendons pas que les pages incluses dans cette étude incitent à la « haine » ou le contenu que l'on y trouve soit de telle nature.

Au contraire, dans l'étude menée en Hongrie nous nous sommes concentrés sur les pages Facebook de l'extrême droite, militaristes ou conspiratrices qui sont souvent accusées d'être l'espace où un grand nombre de contenus de haine est publié ou partagé.

Total des données relatives à la taille et l'échelle

Au sein de notre jeu de pages Facebook c'est la page officielle de Jobbik qui était la plus populaire avec 298.876 mentions J'aime à la fin septembre 2015.

En générale, les publications de notre collection avaient chacune 252 interactions (ce qui comprend les mentions J'aime, les commentaires et les partages). Ce résultat était bien inférieur à la moyenne des interactions au sein de l'échantillon au Royaume-Uni (1.871). La plus populaire publication a paru sur la page de Jobbik et a obtenu au total 40.842 interactions (29.134 mentions J'aime, 732 commentaires et 10.976 partages). C'était une photo ayant un contenu félicitant, publiée pour commémorer la journée internationale de la femme, représentait une jeune femme à une cérémonie de mariage en vêtements traditionnels.

Les messages Facebook les plus importants¹²⁴



¹²⁴ <https://www.facebook.com/JobbikMagyarorszagertMozgalom/photos/a.10152008068391405.1073741874.287770891404/10153043631511405/?type=1>

Le nombre des interactions générées par la seconde plus populaire publication n'a pas atteint la moitié de celui de la première. Les cinq premières publications ont paru sur la page Facebook de Jobbik, mais seulement deux entre celles avaient un contenu félicitant : une a formulé une critique du gouvernement (contre la taxe sur l'Internet prévue par le gouvernement), une était nationaliste (soutenant l'utilisation des bus fabriqués en Hongrie), une a critiqué la police et les autres publications ayant un contenu félicitant, félicitaient le premier candidat de Jobbik élu au scrutin uninominal.

Le 2nd – 6^e messages Facebook les plus populaires



**A FELVIDÉKI NEM SZLOVÁK!
A KÁRPÁTALJAI NEM UKRÁN!
A DÉLVIDÉKI NEM SZERB!
AZ ERDÉLYI NEM ROMÁN!
ŐK IS MAGYAROK!
EGYETÉRTESZ? OSZD MEG!**

Etant donné que la page de Jobbik a le plus de mentions J'aime dans notre échantillon, il n'est pas surprenant qu'on trouve parmi les premières 85 publications une¹²⁵ qui a été publiée sur une autre page (Jobbra Át soit « Tournez à droite »). Elle comportait une image disant que les ethnies hongroises qui vivent aux pays voisins (qui faisaient partie de la Grande Hongrie avant Trianon) font également partie de la Nation hongroise. Cette publication était la sixième plus populaire avec 13.292 interactions (dont la plupart, plus précisément 11.768, étaient des « partages »).

Les 100 plus populaires publications (selon les interactions qu'elles avaient générées) étaient dominées par des photos (89 entre elles étaient des photos, 10 étaient des liens et 1 était une vidéo).

Il faut noter qu'une publication avait un lien avec un article sur Alfahír.hu (organe de presse en ligne lié à Jobbik) a généré 10.551 interactions. L'article¹²⁶ parlait des crimes commis par des Roms contre de jeunes hongrois non-Roms. Ce taux important de popularité reflète la manière dont les comportements anti-Roms sont présentés et intégrés dans la société hongroise et plus particulièrement parmi les sympathisants de Jobbik¹²⁷.

Un analyse de réseau

Pour mieux comprendre le flux des informations et des idées sur les pages Facebook hongroises sélectionnées, nous avons examiné l'étendue de l'engagement direct des individus à une page par la publication des commentaires sur une page directement engagée à une autre page. Cette donnée était obtenue de l'API de Facebook via R et a été visualisé en Gephi, un outil d'analyse de réseau de source ouverte.

Notre échantillon comprenait au total 39.514 utilisateurs uniques qui ont publié 168.334 commentaires sur ces pages. (Ces chiffres sont calculés à l'aide de la collecte des commentaires et le compte du nombre des IDs d'utilisateurs uniques qui ont contribué à cette série de données).

La plupart de ceux qui ont publié des commentaires était active sur une seule page (83 %). 12 % était actif sur deux pages et un peu plus que 5 % a publié des commentaires sur 3 pages d'adeptes au moins. En termes de nombre des commentaires, la plus populaire page d'adeptes est celle de Jobbik avec 124.303 commentaires publiés par 30.691 utilisateurs uniques sur les 1000 dernières publications entre le 13 octobre 2013 et le 24 juillet 2015. La seconde plus populaire page était Alfahír, avec 6/534 utilisateurs uniques qui ont publié 29.265 commentaires sur les 1000 dernières publications. (Ces 1.000 publications étaient placées depuis avril 2015 ce qui signifie que même si la communauté de Jobbik est bien plus large la communauté engagée à Alfahír est plus active). Dans les deux cas il s'agit plutôt des commentaires que d'engager une conversation aux réponses du commentaire initial.

125 <https://www.facebook.com/JobbraAt/photos/a.201859210010910.1073741828.201838506679647/349345621928934/?type=1>

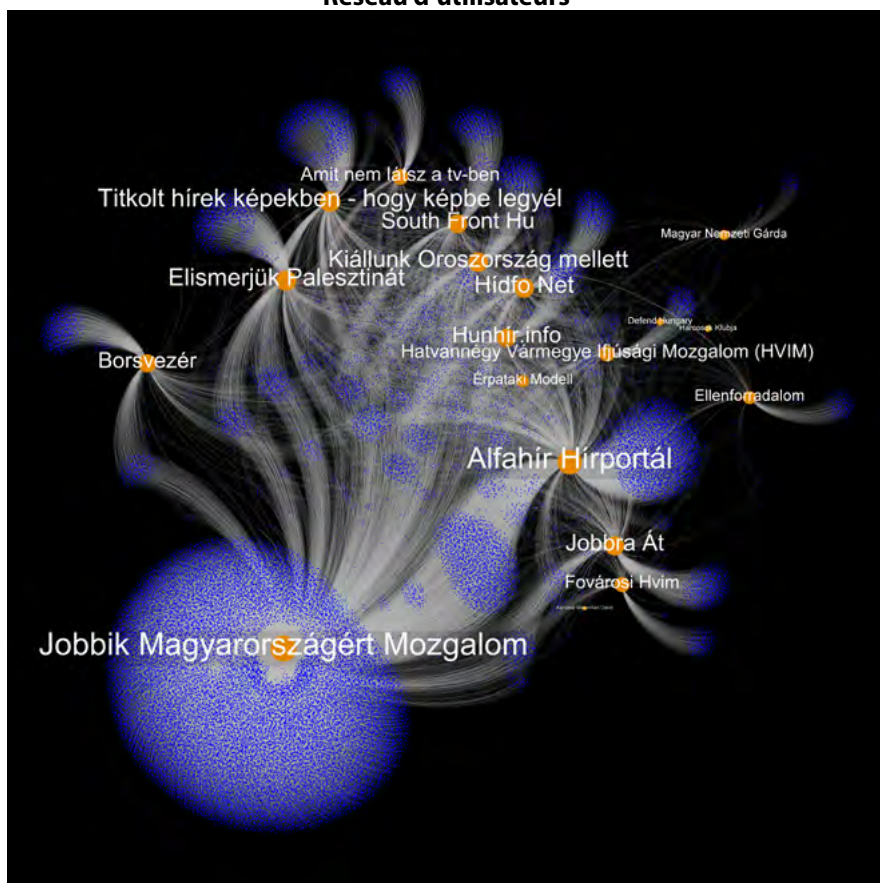
126 http://alfahir.hu/ugy_megverte_a_cigany_gyerek_az_iskolaban_hogy_koponyatorese_lett

127 Bernát, Juhász, Krekó, Molnár: Les racine du radicalisme et des comportements anti-Rome de l'extrême droite, 2013 Disponible en ligne : http://www.tarki.hu/en/news/2013/items/20130305_bernát_juhasz_krekó_molnár.pdf

Plus que la moitié des utilisateurs actifs sur l'ensemble des pages ont commenté une seule publication (52,75 %). 15,6 % a commenté des publications deux fois. 84 % des utilisateurs actifs n'ont que 5 commentaires maximum. Seulement 8 % a publié des commentaires plus que 10 fois.

Les graphiques suivantes présentent la manière dont les utilisateurs sont regroupés autour de différentes groupes auxquels ils sont actifs, y compris le degré d'activité dans les groupes dont ils sont membres. Cela s'appelle « edge rank ». Les nuages de points bleus connectés à une seule page Facebook (colorés orange) représentent les utilisateurs qui ont commenté une seule page. Les nuages qui sont connectés à plus qu'une page comprennent des utilisateurs actifs sur plusieurs pages Facebook.

Réseau d'utilisateurs



Comme plus haut, La page de Jobbik a reçu loin le plus grand nombre de commentaires : mais la majorité des auteurs des commentaires n'était active que sur cette page. Dans la partie supérieure de l'image apparaissent les pages du groupe pour la Russie très près l'une de l'autre. Cela signifie qu'une grande partie des auteurs des commentaires sont actifs sur deux ou plusieurs de ces pages. Les pages conspiratrices ont tendance à être relativement distinctes - dans la partie supérieure de l'image mais via leurs auteurs de commentaires communs elles sont également connectées au réseau.

La crise de réfugiés sur la page Facebook de Jobbik et Alfahír

Jobbik a une position extrêmement contre les migrants (pro-nationaliste) dans la crise actuelle des réfugiés. Cela ressort clairement de leur page Facebook - la plupart de leurs publications était liée à ce sujet. Pour obtenir une vue détaillée de la répartition de ces publications nous avons mené une autre recherche relative aux pages de Jobbik et Alfahír du 12 au 17 septembre 2015. Nous avons pris les 118 publications parues pendant cette période et nous avons créé une carte de réseau pour illustrer l'étendue de l'interaction des utilisateurs divers avec cette publication. Nous avons indiqué chaque publication sur la carte par des points jaunes. Les utilisateurs uniques qui ont aimé, commenté ou partagé ces publications sont indiqués par des points bleus. Si un utilisateur interagissait avec deux publications particulières une connexion (ou « edge ») a été dessinée entre les deux points. Les utilisateurs ayant un grand nombre d'« edges » ont interagi par de nombreuses publications différentes.

Le diagramme ci-dessous illustre bien que les publications sont regroupées dans 2 groupes distincts. Dans le groupe supérieur se trouvent les publications parues sur la page Facebook de Jobbik tandis que dans les groupes inférieurs sont les publications parues sur la page Alfahír. Nous pouvons voir certains « edges » qui lient ces groupes ce qui signifie qu'il y a des utilisateurs qui ont interagi via des publications sur les deux pages suivantes : 8 % des utilisateurs a aimé les publications tant de Jobbik que d'Alfahír, tandis que 73 % a aimé seulement les publications de Jobbik et 19 % a aimé seulement les publications d'Alfahír. Cela signifie que Jobbik peut atteindre une audience bien plus large via sa page Facebook qu'Alfahír. Certaines publications (surlignées sur l'image) étaient très populaires et beaucoup d'utilisateurs ont interagi avec elles, des utilisateurs qui ne sont pas généralement actifs sur ces pages (les grands point bleus avec un seul « edge »). Cela signifie que ces images ont pu déclencher beaucoup d'attention de la part des utilisateurs de Facebook qui ne sont pas des sympathisants principaux de Jobbik.

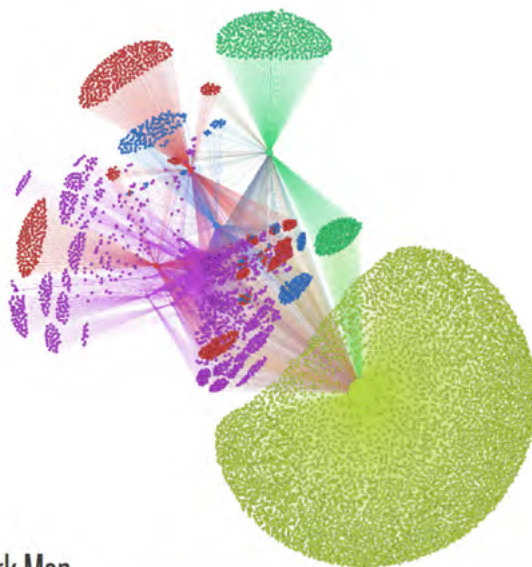


Twitter

Les chercheurs ont créé un jeu artisanal de 24 « comptes noyaux » Twitter de Hongrie. Ces pages étaient connus par les chercheurs comme comptes actifs et ouverts pour les partisans du parti Jobbik (organisations régionales, locales du parti). Sur la base de ces comptes noyaux nous avons construit un réseau à partir des utilisateurs qui étaient suiv-eurs de ces comptes et nous avons collecté les tweets publiés par ces utilisateurs au cours des trois mois.

Structure de réseau

Nous avons créé une carte de réseau pour illustrer l'étendue de la suivi de plusieurs comptes par les utilisateurs divers au sein du réseau. Tout comme les résultats obtenus au Royaume-Uni, les chiffres ci-dessous illustrent bien qu'il y a de petites groupes d'activités qui ne sont pas toujours intégrés au réseau entier. Le groupe dans le coin inférieur droit représente les sympathisants du compte officiel de Jobbik sur Twitter - ce qui met en évidence le fait que ces utilisateurs suivent un seul compte du réseau contrairement aux utilisateurs d'autres comptes tout comme les sympathisants de BNP au Royaume-Uni.



Jobbik Network Map

The Far Right on Social Media in Hungary and the UK

Niveaux d'activité

Nous avons identifié 499 comptes principaux ceux qui suivaient au moins quatre autres comptes du réseau. Parmi eux seulement 127 utilisateurs uniques étaient actifs au cours des trois mois précédents (près de 25 % du total, un nombre bien inférieur de celui obtenu dans le cadre de la recherche menée au Royaume-Uni). Nous avons alors collecté des données de ces comptes et nous avons trouvé que -au cours des trois derniers mois - 29.469 tweets ont été publiés. Pendant la période en question en moyenne près de 232 tweets ont été publiés par compte ce qui équivaut à moins d'un tweet par jour par compte. Il s'agit également d'une activité moins importante que dans le cas des groupes étudiés au Royaume-Uni.

Forces et faiblesses de ces méthodologies

Il y a un intérêt croissant en faveur des analyses de « grandes données » et des manières de leurs applications dans la recherche des sciences sociales - y compris l'étude des groupes et mouvements radicaux. Il existe un grand nombre de données pertinentes et utiles sur les plateformes des médias sociaux, particulièrement sur Twitter et Facebook (et il y en a de nombreux autres). Habituellement, les séries de données des médias sociaux sont bien plus larges que les séries de données collectées via des techniques conventionnelles de sondage, entretien et enquête.

Cela signifie souvent (mais ce n'est pas toujours le cas) que des systèmes automatisés sont nécessaires pour collecter et analyser les données en créant de nouveaux défis. Les données des médias sociaux sont souvent - mais ce n'est pas toujours le cas - générées par les utilisateurs et contiennent parfois des données personnelles ce qui crée également de nouvelles préoccupations éthiques.

Globalement, tandis qu'on constate une croissance considérable des recherches des médias sociaux en terme de type et de nature - plus spécifiquement dans les secteurs du commerce et de la publicité - il n'existe pas de meilleures pratiques largement acceptées dans les domaines de la méthodologie et de l'éthique concernant la manière dont on collecte, utilise et présente ces séries de données parmi les chercheurs universitaires et des médias sociaux. Il existe des manières de recherche de comportement mises en place qui sont appliquées depuis longtemps. Cette expérience se concentre en un corps de bonnes pratiques - sur des choses à faire et à éviter - ce qui assure la qualité de la recherche lorsqu'on les met en pratique. Les recherches des médias sociaux n'ont pas une longue histoire en termes de l'application, ou de la mémoire collective sur les processus efficaces ainsi que sur ceux qui le sont moins. Les recherches appliquent de nouvelles technologies ayant des méthodes inconnues pour les sciences sociales et souvent une nouvelle implication importante pour la recherche.

Cette recherche a démontré que :

- Le média social est devenu un moyen important et actif pour une grande variété d'activités populistes de droite.
- Cependant même si le réseau paraît étendu il est souvent dirigé par un nombre relativement restreint d'utilisateurs dévoués et actifs.
- Toutefois, ces éléments de contenu peuvent atteindre une audience large au-delà de leur propre réseau d'utilisateurs.
- Ils utilisent Facebook et Twitter de manière extensive pour discuter et partager des informations sur la ligne déterminante et les sujets politiques très niches. Pour ces groupes il est habituel de partager de l'information « conventionnelle » afin d'atteindre une audience plus large.
- Pour les raisons susmentionnées nous hésitons fortement à tirer des conclusions générales sur la base des séries de données relatives à la composition hors ligne de ces groupes.

En termes très généraux, la plupart des données des médias sociaux ont tendance de partager les suivantes caractéristiques principales qui sont utiles pour décider quand et où sont-ils des sources potentiellement utiles. Ces trois desdites séries de données peuvent se révéler à la fois positifs et négatifs.

Forces

Relationnel : Etant donné que la plupart des médias sociaux se fonde sur des réseaux organisés par les utilisateurs, la plupart des données comprend certaines informations sur les relations entre les utilisateurs. Cela peut revêtir des formes diverses : par exemple, si un utilisateur suit d'autres utilisateurs ; publie pour d'autre utilisateur ; interagit avec d'autres utilisateurs ; ou partage le contenu d'autres utilisateurs. La signification de ces relations demeure une question ouverte au sein des recherches.

Temps réel ou presque réel : De nombreux plateformes des médias sociaux permettent la collecte de données dès leur publication. Par exemple, sur Twitter, les chercheurs peuvent accéder aux tweets au moment de leur publication par les utilisateurs, ce qui rend possible la recherche en temps réel.

Grande quantité, disponible à faibles-coûts (ou gratuitement) : L'un des principaux avantages de ce type de recherche est que les données ouvertes des médias sociaux sont disponibles souvent gratuitement via les APIs et à une très grande échelle.

Une façon nouvelle de comprendre ces groupes : Les médias sociaux représentent une façon d'importance croissante par laquelle de groupes différents - y compris les groupes radicaux - se communiquent, partagent des contenus et créent un sens d'identité. Ils sont également un espace que les chercheurs doivent comprendre pour élaborer une meilleure compréhension de leur façon de fonctionner.

Réactif et indirect : Les médias sociaux sont souvent des sources de données réactives ; un espace où les gens réagissent à un événement - en ligne et hors ligne aussi. Cela crée une relation dynamique entre les reportages et histoires des médias et les conversations plus larges qui ont lieu plus tard ; et crée également de nouveaux défis en termes de la détermination précise des opinions et des comportements qui sont souvent exprimés indirectement.

Faiblesses

Distorsion démographiques et d'auto sélection : de nombreux utilisateurs des médias sociaux ne représentent pas de populations plus larges sur le plan démographique (ils sont plutôt des jeunes et plutôt habitants des villes que la moyenne). Les recherches empiriques et de petite-échelle laissent penser qu'ils sont également plus libéraux que la moyenne. Par ailleurs, il arrive souvent que les données collectées ne représentent pas tous les utilisateurs non plus, parce que beaucoup d'utilisateurs vont sur Twitter ou Facebook apparemment pour exprimer une réaction particulière à un événement s'il en ont une opinion ferme et par conséquent ils ne constituent pas forcément une échantillon représentative au sein du plateforme non plus.

Imprévisible : Il peut être extrêmement difficile de prévoir à l'avance la quantité et la qualité des données des médias sociaux sur n'importe quel sujet. Il peut être ainsi difficile de prévoir à l'avance les sujets et thèmes de recherche.

Distorsions des forums spécifiques : Les espaces des médias sociaux sont de nouveaux espaces sociaux caractérisés par leurs propres normes et mœurs. Par exemple, selon notre recherche Twitter est un média caractérisé par l'humour, le partage des histoires et le sentiment contestataire. Pour un analyste humain qui n'est pas habitué de certains « memes » ou de certains langages spécifiques des groupes il peut être difficile de déterminer les sentiments ou les comportements sous-jacents. C'est d'autant plus difficile, voire impossible, si des systèmes automatisés sont spécialisés à la reconnaissance de ces distinctions très subtiles.

Utilisations futures

En résumé, nous pensons que ce type de recherche, en appliquant les méthodes et les mises en garde avec prudence, peut être très utile pour la meilleure compréhension de la nature et les convictions des groupes - s'ils sont présents aux médias sociaux. Plus particulièrement, nous estimons qu'elle est précieuse pour les raisons suivantes :

Compréhension des tendances de la pensée : Les recherches des médias sociaux offrent une opportunité unique pour comprendre les tendances de la pensée et des convictions d'un seul ou plusieurs groupes. Pour les chercheurs qui s'intéressent à l'évolution des convictions dans le temps - y compris les directions plus ou moins violentes - ce type de recherche est inestimable.

Réponse de groupe aux événements ou points chauds : Le média social est un forum réactif. Cela signifie que beaucoup de trafic en ligne sur Twitter et sur Facebook aussi tendent à être déterminés par des événements récents et les réponses y données par des individuels. Cela offre un autre aperçu aussi de la manière dont les groupes répondent à des stimulations externes, ce qui peut contribuer à mieux comprendre que certains éléments comment peuvent provoquer des réponses.

Mesurer de la taille et de l'atteinte du contenu : La plupart des données des médias sociaux comprend des « métadonnées » telles que le volume des interactions, des retweets ou des partages. Cela permet aux chercheurs d'évaluer l'atteinte possible de certains éléments de contenu - et en fait ce qui est du contenu populaire parmi les utilisateurs. Cela peut être un « engagement » (par exemple, le taux d'utilisateurs qui ont vu la page et ceux qui se sont inscrits ce qui est une procuration utile de la portée potentielle. Nous avons pu le mesurer efficacement ; la taille et l'exposition, tout comme le nombre de publications produites sur le sujet et combien d'utilisateurs uniques en discutent ? Ou quelle est la taille de l'audience ? Le discours de haine se limite-t-il à des communautés isolées (par les communautés elles-mêmes ou par les algorithmes de personnalisation de Facebook) ?

Comprendre les réseaux : il est relativement facile de créer des cartes de réseaux et fournir une illustration utile des comptes ou utilisateurs influents au sein d'une série de données - pour mesurer la position de quelqu'un ou identifier d'autres parties prenantes qui parlent d'un sujet.

Mesurer les contre-discours : Bien que cette étude se concentre sur les groupes populistes de droite cette même approche est applicable pour mieux comprendre les utilisateurs qui affrontent certains groupes ou idées ou sont en désaccord avec ces groupes ou idées. On peut s'en servir pour identifier des espaces où l'atteinte et l'engagement de ce contenu peut augmenter.

Au total, nous sommes sceptiques sur ces approches en tant que moyens de « prévoir » ou « repérer » les intentions ou comportements violents. Il serait plus aisé de les comprendre comme des moyens de recherche utiles pour les chercheurs universitaires, utilisés en combinaison avec d'autres techniques. Cependant, on rencontre un certain nombre de défis lors de l'utilisation de cette recherche pour qu'elle soit utile pour les chercheurs, les académiciens et les spécialistes de la politique publique. Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle discipline, il y a certaines considérations qu'il faut observer lorsqu'on décide de recourir ou non à ce type de recherche.

La recherche en question a-t-elle obtenu de données des médias sociaux – et est-il nécessaire de l'automatiser ? Sur la base des éléments de données des médias sociaux indiqués ci-dessus, toutes les questions de recherche ne nécessitent pas un composant de média social ou n'en bénéficient pas. Un argument irrésistible devrait être formulé pour expliquer pourquoi sont les médias sociaux des outils valables d'une étude pour la recherche de questions, et pourquoi l'existence de plusieurs méthodes de recherche établies est-elle préférable.

Clarté via l'accès aux données : Les données de « boîte noire » - lorsque les données sont fournies par une tierce partie sans connaître les méthodes, les termes de recherche utilisés ou le niveau d'accès - devraient être évitées dans toute la mesure du possible. Cela signifie que les outils d'analyse de données « en vente libre » peuvent être moins précieux que les systèmes permettant aux chercheurs et analystes de contrôler la manière de fonctionnement du système.

Clarté via les méthodologies de prélèvement : Parfois les données sont obtenues à partir des plateformes de médias sociaux à l'aide de la correspondance aux mots clés. Les séries de données y sont pêchées pour identifier et collecter des correspondances à l'aide d'un ou plusieurs mots ou termes préalablement définis. Le fait que les données sont collectées plutôt sur la base des conversations que des détails démographiques ou « topographiques » (par exemple les caractéristiques de la loi de puissance) ajoute une grande incertitude au contexte démographique de toute série de données collectées. Ces mots clés peuvent être à la source de plusieurs problèmes - parfois ils sont trop inclusifs (et collectent des données impertinentes) et parfois ils ne sont pas assez inclusifs (et manquent des données pertinentes). Dans les deux cas la correspondance aux mots clés est intrinsèquement enclin aux distorsions systémiques - ce qui signifie que les données collectées et les conclusions tirées sont influencées de manière non-aléatoire par les termes de recherche appliqués. Concernant la qualité générale des données il faut faire la distinction entre la validité interne et externe.

Maintenant par exemple nous ne pensons pas que Twitter soit un outil pertinent pour mener des sondages d'opinion fiables au niveau de la population. Il existe souvent des problèmes significatifs dans le cas plusieurs types de distorsions d'auto sélection dans les données des médias sociaux et souvent il n'y a pas de moyen clair pour les corriger. Les affirmations qui généralisent l'ensemble des comportements publics fondées sur les séries de données des médias sociaux - « validité externe » - doivent être prononcées avec beaucoup de prudence.

Adhésion aux éthiques de recherche : Mener une recherche en utilisant des données de Twitter ou Facebook implique de nouveaux défis en termes de la manière dont les chercheurs devraient collecter stocker, analyser et présenter les données. Etant donné qu'il s'agit d'un nouveau domaine de recherche, il n'existe pas de protocoles et approches largement acceptés pour le faire de manière éthique. Au Royaume-Uni, le Conseil des recherches économiques et sociales (ESCR) possède des principes de recherche éthique¹²⁸ qui sont des guides excellents pour mener des recherches de toute nature - et ils peuvent être appliqués de manière utile aux recherches en ligne et hors ligne aussi. Les recherches des médias sociaux devraient se conformer aux normes éthiques de recherches définies aux principes de l'ESRC. Les questions essentielles consistent à savoir si la recherche a expliqué suffisamment les risques et les stratégies de minimisation :

- L'identification potentielle des individus.
- Si la recherche a cherché à obtenir un consentement éclairé et si non, pourquoi cela n'était pas considérée nécessaire (dans le cas idéal faisant référence à la protection de la vie privée dont un sujet de recherche devrait bénéficier).
- S'il existe un risque de causer des dégâts à l'individu et quelles mesures les minimisent.
- Si les techniques de « couvrir » ou protéger l'identité des sujets de la recherche sont nécessaires et si cela peut nuire à la qualité de la recherche.

Selon le principe très général, lorsqu'un individu est identifiable, une permission explicite devrait être obtenue, sinon a) il est clair que le sujet ne respecte pas la vie privée et b) la recherche sera négativement influencée de manière considérable au cas où l'individu est identifié.

128 <http://www.esrc.ac.uk/funding/guidance-for-applicants/research-ethics/>

RÉFÉRENCES

Alan Leschied, Debbie Chiodo: *Childhood Predictors of Adult Criminality: A Meta-Analysis Drawn from the Prospective Longitudinal*, *Revue canadienne de criminologie et de justice penale*, Juillet 2008

Allison Harell: *Political Tolerance, Racist Speech, and the Influence of Social Networks*, *Social Science Quarterly*, Volume 91, Number 3, September 2010

Arlin J. Benjamin Jr., Craig A. Anderson, Phillip K. Wood, and Angelica M. Bonacci: *Development and Testing of the Velicer Attitudes Toward Violence Scale: Evidence for a Four-Factor Model*, *AGGRESSIVE BEHAVIOR* Volume 32 (2006)

Bilewitz, Michal, Winiewski, Mikołaj, Kořta, Mirosław és Wójcik, Adrian. 2013. „Harmful Ideas, the Structure and Consequences of Anti-Semitic Beliefs in Poland. *Political Psychology*, Vol. 34. Issue 6, pp. 821–839.

Cohen, Jacob. 1988. *Statistical power analysis for the behavioral sciences* (2nd edition). Hillsdale: Lawrence Erlbaum.

Donald P. Green, Laurence H. McFalls, and Jennifer K. Smith: *Hate Crime: An Emergent Research Agenda*, *Annual Review of Sociology*, Vol. 27 (2001)

EU Terrorism Situation and Trend Report: TE-SAT 2012, <https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/europoltsat.pdf>

FRA Annual Report 2012, *Fundamental rights: challenges and achievements in 2012*, http://fra.europa.eu/sites/default/files/annual-report-2012_en.pdf

FRA, *Minorities as Victims of Crime*, 2012, http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2012-eu-midis-dif6_0.pdf

Hate Crimes in the OSCE Region: Incidents and Responses, Annual Report for 2011, <http://www.osce.org/ru/odihr/102100>

Heaven, Patrick és Bucci, Sandra. 2001. „Right-Wing Authoritarianism, Social Dominance Orientation and Personality: An Analysis Using the IPIP Measure”. *European Journal of Personality*, 15: 49–56.

Huizinga, D. (1991). *Assessing violent behavior with self-reports*. In J. S. Milner (Ed.), *Neuropsychology of aggression* (pp. 44–76). Boston: Kluwer Academic.

Joanne R. Smith and Winnifred R. Louis: *Do as we say and as we do: The interplay of descriptive and injunctive group norms in the attitude–behaviour relationship*, *British Journal of Social Psychology* (2008), 47, 647

John J. Ray: *Militarism, Authoritarianism, Neuroticism, and Antisocial Behavior*, *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 16, No. 3 (Sep., 1972)

“Julian S. Walker: *The Maudsley Violence Questionnaire: initial validation and reliability* *Personality and Individual Differences* 38 (2005) 187–201”

Lena Roxell: Hate, Threats, and Violence. A Register Study of Persons Suspected of Hate Crime, *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention* Vol. 12 2011

Making hate crime visible in the European Union: acknowledging victims' rights, 2012, http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2012_hate-crime.pdf

Marshall H. Medoff: Allocation of Time and Hateful Behavior: A Theoretical and Positive Analysis of Hate and Hate Crimes, *American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 58, No. 4 (Oct., 1999)

Neil Chakraborti and Jon Garland: Reconceptualizing hate crime victimization through the lens of vulnerability and 'difference', *Theoretical Criminology* 2012 16

Racist Violence 15 EU Member States, A Comparative Overview of Findings from the RAXEN National Focal Points Reports 2001-2004, April 2005

Raul Caruso, Friedrich Schneider: The socio-economic determinants of terrorism and political violence in Western Europe (1994–2007), *European Journal of Political Economy* 27 (2011)

Todd I. Herrenkohl, Richard F. Catalano, Sheryl A., Hemphill, John W. Toumbourou: Longitudinal Examination of Physical and Relational Aggression as Precursors to Later Problem Behaviors in Adolescents, *Violence Vict.* 2009 24(1)